

JACQUES RENNES

Georges Sorel

et le

***Syndicalisme
révolutionnaire***

Éditions LIBERTÉ

JACQUES RENNES

GEORGES SOREL ET LE SYNDICALISME
RÉVOLUTIONNAIRE

EDITIONS LIBERTÉ

6 bis, RUE DE L'ABBAYE

PARIS VI^e

1936

Sommaire

Sommaire.....	2
I. – <i>Georges Sorel</i>	3
II. – <i>Procédés de la connaissance</i>	12
III. – <i>La connaissance fille de la technique dans le milieu artificiel</i> 17	
IV. – <i>La nature artificielle</i>	21
V. – <i>Critique des cités intellectuelles</i>	23
VI. – <i>L'ancienne et la nouvelle métaphysique</i>	30
VII. – <i>L'homme devenu libre</i>	36
VIII. – <i>La décomposition du marxisme</i>	39
IX. – <i>Le marxisme de Marx</i>	44
X. – <i>Du marxisme au syndicalisme</i>	52
XI. – <i>Démocratie et prolétariat</i>	56
XII. – <i>Le mirage de l'unité</i>	62
XIII. – <i>Le syndicalisme ouvrier et les intellectuels</i>	68
XIV. – <i>Le syndicat, autorité sociale</i>	72
XV. – <i>Les syndicats ouvriers devant le droit</i>	75
XVI. – <i>Le syndicat éducateur</i>	79
XVII. – <i>La marche à la délivrance</i>	83
XVIII. – <i>Les mythes et les utopies</i>	86
XIX. – <i>Les illusions du progrès</i>	90
XX. – <i>Bourgeoisie et prolétariat face à face</i>	95
XXI. – <i>La grève prolétarienne</i>	100
XXII. – <i>La grève politique</i>	105
XXIII. – <i>Force et violence</i>	109

I. – Georges Sorel

Issu d'une famille bourgeoise et pieuse, ayant subi l'éducation bourgeoise et la formation classique, Georges Sorel philosophe, écrivain socialiste et révolutionnaire, est un bourgeois libéré de ses entraves de classe. Il n'a pas pour cela pénétré dans le prolétariat. Observateur passionnément intéressé de la lutte qui se déroule sous ses yeux, libre de préjugés, en proie à une soif ardente de vérité, qu'il cherche sous la forme de la morale et du droit, il sonde les cœurs et les reins et ne tarde pas à ressentir pour l'un des adversaires autant de sympathie que de dégoût pour l'autre. Dès lors, il s'attache à rassembler en faveur du premier, tout ce qui peut, dans le cadre de sa personnalité à lui, entrer d'arguments philosophiques, juridiques, éthiques et tactiques susceptibles de justifier son action et d'assurer sa victoire.

Son érudition est considérable, sa clairvoyance grande, sa curiosité limitée seulement par ses facultés physiques et par le temps. Il cherche ; et il expose ce qu'il a trouvé, dans la forme même où sa trouvaille a fait empreinte sur son esprit. Parce qu'il y a en toute chose quelque parcelle de vérité, parce qu'aucun jugement ne peut être définitif, et aussi parce qu'il écrit beaucoup, G. Sorel émet parfois des opinions qu'il réformera ou qu'il abandonnera plus tard.

Sa direction philosophique est d'une absolue netteté. Il est révolutionnaire-né ; il voudrait provoquer un renversement dans l'idéologie, comme Aristote, comme K. Marx, comme Proudhon, comme Bergson, auxquels il se réfère ; comme Pelloutier, qu'il aime ; comme tant d'hommes de grande race qu'un cœur ardent, autant qu'un esprit insatisfait, jette à la poursuite d'une Vérité toujours changeante au cours d'une évolution incessante. Pleins d'un enivrant et décevant amour, ils espèrent que le bouleversement qu'eux-mêmes ont prévu et défini arrêtera l'objet de leurs vœux et le fixera devant eux, ne fût-ce que le temps d'un éblouissement. La révolution ne se fait pas, ou elle se fait autrement qu'ils ne l'avaient prévue ; loin d'eux, la Vérité fuit encore. Prophètes déçus et témoins parfois découragés, ils ont ranimé l'espoir de leur vivant, et la flamme brille encore sur les sommets quand ils ne sont plus.

Peu d'écrivains furent, à leur propre égard, aussi lucides que G. Sorel. C'est qu'il a trouvé, à s'analyser, la même occasion de

critique serrée qu'à pénétrer tout autre objet. Il savait, et il expliquait également le désordre de ses expositions, son mépris des règles, son obscurité dans le style. A défaut de l'art classique de l'écrivain, il eut celui d'introduire, au cours de ses développements, une foule d'idées secondaires qui, par elles-mêmes intéressantes, en dispersant l'effort de la pensée, rendent la lecture pénible. Il rappelait complaisamment cette sentence de Renan : « La lecture, pour être salutaire, doit être un exercice impliquant quelque travail. » Mais Renan, bien entendu, avait soin d'éviter la peine à ses lecteurs ; tandis que G. Sorel, sans s'y appliquer, les mit parfois aux travaux forcés.

Son souci de l'originalité fut vif ; moins pour se distinguer lui-même que pour inviter ses lecteurs à dégager leur propre personnalité et pour éveiller des vocations. Il était peu propre à l'action, par sa crainte d'être environné de disciples qui l'eussent obligé à les suivre et eussent déformé sa pensée. Le sort de Marx et du marxisme l'effrayait, celui-ci altéré, et celui-là transformé en chef de secte par de jeunes enthousiastes. Il eut sur son propre rôle la vue la plus juste, à la fois modeste et fière. « Les défauts de ma manière me condamnent à ne jamais avoir accès auprès du grand public ; mais j'estime qu'il faut savoir nous contenter de la place que la nature et les circonstances ont attribuée à chacun de nous, sans vouloir forcer notre talent. Il y a une division nécessaire de fonctions dans le monde : il est bon que quelques-uns se plaisent à travailler pour soumettre leurs réflexions à quelques méditatifs, tandis que d'autres aiment à s'adresser à la grosse masse des gens pressés. Somme toute, je ne trouve pas que mon lot soit le plus mauvais... Je ne crois pas me vanter sans raison en disant que j'ai parfois réussi à provoquer l'esprit d'invention chez des lecteurs ; or, c'est l'esprit d'invention qu'il faudrait surtout susciter dans le monde. »

Et ceci : après avoir proposé d'étendre l'activité de l'homme en inventant de nouvelles machines, en agrandissant le champ de la coopération de l'homme et des énergies naturelles, pour gagner quelque chose sur le domaine de l'inconnu : « Voilà un idéal qui, ce me semble, en vaut bien un autre ; mais il a l'inconvénient d'être social, et nos mystiques veulent des fruits auxquels puissent seuls toucher les demi-dieux. Plus modestes, nous ne prétendons point à prendre rang dans une noblesse intellectuelle ; nous demandons à collaborer, pour notre part, au travail de production de la science. Ouvriers anonymes, comme

furent les grands constructeurs de tant de chefs-d'œuvres artistiques, les philosophes socialistes n'ont point l'ambition de s'élever au-dessus des conditions normales de la vie des travailleurs de leur temps. Ils ne parlent pas tous les jours de sacrifice et de dévouement ; car il leur semble qu'il n'y a ni sacrifice, ni dévouement à connaître scientifiquement et à occuper sa place d'homme dans le monde. » Il ne voulait être qu'un serviteur désintéressé du prolétariat.

Il avait beaucoup consulté Renan ; et l'on peut se demander pourquoi ; car Renan, dont la pensée est souvent oscillante, fut bien plus sceptique que Sorel. C'est que les esprits grands, quand ils vont au fond des choses, comme le faisait Sorel, arrivent toujours au doute. Au contraire des surhommes de Nietzsche, sûrs d'eux-mêmes et menés par là aux catastrophes, ils savent que la certitude n'est pas le fait de l'homme. Mais, pessimistes par raison, le doute ne les effraie ni ne les affaiblit ; il les porte à chercher encore.

*

La prétendue versatilité de G. Sorel, en matière politique ou de doctrine, ne saurait lui être imputée valablement à grief. Il déclarait qu'on ne doit pas, en tout, penser de même au début et à la fin d'une existence de recherche et de méditation. A quoi servirait l'étude consciencieuse des faits et des choses, si elle n'autorisait à rectifier des erreurs de jugement ? Il n'avait rien à dissimuler des variations de sa pensée, ayant toujours apporté une entière bonne foi dans ses recherches. En fait, il accueillait toute idée et tout événement, d'où qu'ils vinssent, pour les soumettre au feu de la critique ; et s'il retirait du creuset quelque notion juste en faveur de l'adversaire, il l'exposait impartialement.

Les uns avec satisfaction, les autres avec reproche, lui ont attribué une influence notable sur deux grands conducteurs de peuples ; et l'un d'eux l'aurait confirmé. Mais G. Sorel eût-il inspiré des vocations, il ne les a pas dirigées. On sait d'ailleurs à quels écarts de doctrine se livrent les hommes d'action, à tort ou à raison, quand les circonstances commandent ; ils renient aussi bien leur formation intellectuelle que leur origine sociale, ou bien ils s'en attribuent d'empruntées. Ni Lénine, ni Mussolini, en tout cas, pour avoir lu G. Sorel et pour l'avoir traité, l'un de brouillon, l'autre de maître, ne peuvent être tenus pour ses disciples authentiques. Il voyait plus juste en expliquant qu'à une même

époque, en présence des faits, les mêmes idées peuvent surgir en des esprits attachés aux mêmes problèmes.

Il ne devait pas échapper à l'équivoque auquel prêtait sa conception de la guerre. Il voulait la voir, en raison du parti qu'en tirait sa propre éthique révolutionnaire, sous son aspect glorieux, sublime et nécessaire, par opposition au pacifisme indigne où s'abandonnent les peuples et les classes sociales résignés à la servitude. En cela, il suivait Proudhon. Mais le sentiment guerrier prenait dans son esprit la valeur d'un mythe héroïque qu'il transportait dans la grève générale, mythe entraînant du socialisme. L'action combative était pour lui toute pleine de pensée humaine. Tandis que le fascisme italien qui s'est réclamé de G. Sorel, usant d'un malfaisant sophisme, fait la guerre pour la guerre, et jette son peuple dans l'action pour le détourner de penser. Ainsi, un prétendu disciple trahit cyniquement l'esprit du maître ; et sous prétexte de civilisation, il applique plutôt ce principe que l'on a peine à excuser chez Aristote : « Si la chasse est permise contre les bêtes fauves, cette autre chasse qu'on appelle la guerre, doit être permise également contre ces hommes qui, faits par la nature pour obéir, refusent de se soumettre ».

C'est donc bien vainement que la bourgeoisie capitaliste prétendait revendiquer G. Sorel pour un des siens ; ou tirer de lui quoi que ce soit pour justifier l'autorité qu'un dictateur exerce, avec son alliance, sur un prolétariat intellectuel et manuel, soit complice, soit abusé, soit frémissant sous le joug. Il méprisait la bourgeoisie capitaliste et vouait à une juste perte la fausse démocratie qui gouverne par elle au nom du peuple. Il méprisait tout autant les faux socialistes, ambitieux seulement de participer aux profits ignobles que le régime tolère. Rien n'eût pu les relever dans son estime, bourgeois et socialistes, que de s'ennoblir par le sentiment de leur mission, de lutter chacun pour sa classe avec le courage du soldat, dont il les croyait incapables. C'est pourquoi, sans équivoque aucune, il était pour les prolétaires.

Ce qu'il détestait dans la démocratie, ce n'était pas le gouvernement du peuple par lui-même ; au contraire, il voulait voir le peuple des producteurs s'administrer soi-même en toute indépendance. Il accusait la démocratie bourgeoise de corrompre le peuple par l'exemple de ses vils appétits, de ses mœurs déplorables, souvent de son imbécillité ; et de chercher à attirer à elle, pour les avilir à son contact, ceux-là mêmes

des prolétaires qui pourraient préserver leur classe de la contamination.

G. Sorel n'a pas ménagé l'Église. Il était plus religieux que la plupart des fidèles pratiquants attachés à un dogme et à des rites, et qui se contentent de l'émotion que provoque l'exercice du culte, sans aller au fond de la conscience. Mais il avait placé la Foi sur un des sommets de l'absolu et il en séparait avec raison les menées toutes temporelles des théologiens, des exégètes et des prêtres.

Sur un autre sommet de l'absolu, il plaçait la Philosophie ; et quand elle était, dans son essence, à l'abri des atteintes, il pouvait s'en prendre, avec raison encore, au faux rationalisme, à l'idéalisme stérile des prétendus philosophes ignorants de l'Histoire, attachés à une métaphysique ancienne que toute l'économie moderne a frappée de caducité.

Il reste que ce libre esprit occupé de sujets fort variés, est difficile à embrasser dans ses diverses manifestations et à présenter dans un ensemble. Pour prendre une comparaison d'ingénieur qu'il n'eût pas désapprouvée, recueillir les pensées, les doctrines et les essais de G. Sorel en pièces détachées comme il les a laissées, et reconstituer le vivant mécanisme intellectuel qui l'anima pendant trente ans, est un travail peut-être impossible, et qu'il serait osé de tenter.

Il faut choisir. G. Sorel, technicien de formation scientifique, aimant la technique et lui attribuant un rôle prépondérant dans l'éducation de l'homme, dans l'évolution économique et dans le mouvement de la philosophie, par ailleurs sympathisant sincère de la tendance historique qui porte le prolétariat à conquérir de haute lutte les moyens de production, va faire en soi-même, en faveur du mouvement ouvrier, la synthèse de sa capacité et de sa sympathie. Il discerne, dans le syndicalisme, l'instrument des revendications immédiates et l'arme indispensable au combattant engagé dans la lutte sociale. En justifier l'emploi, donner la manière efficace de s'en servir, dégager la mystique par quoi la force du cœur se joint à la force du bras, telle va être sa tâche. Il restera, ce faisant, un pur théoricien. Dans l'accomplissement de cet acte intellectuel, il rencontrera autant de difficultés qu'il s'en peut présenter sur le terrain pratique : l'incertitude des doctrines ; le doute philosophique ; son propre souci à lui de ne pas sortir du droit ; sa conviction qu'une éthique élevée est indispensable au succès et le légitime en même temps ; un fond de pessimisme qui porte

tout esprit constructeur à chercher les solutions et fait douter de leur efficacité quand on les a trouvées. On peut ajouter l'anxiété de la forme à donner au régime politique, anxiété qui alla chez lui jusqu'à se demander s'il convient de sortir ou non de la démocratie, et qui provoqua dans la suite, chez certains de ses disciples, de douloureux cas de conscience.

A travers ces obstacles, une double conviction maintint ferme la ligne de conduite et donna à l'œuvre son unité : la séparation des classes est un fait la lutte une absolue nécessité. La raison de G. Sorel repousse le réformisme et le compromis dont il voit se renouveler les tentatives avilissantes. Son âme ardente rêve d'un combat où la contradiction se dénouera enfin par la défaite capitaliste. La noblesse de son cœur attend des adversaires qu'ils soient dignes l'un de l'autre. C'est Corneille qui, au lieu de mettre aux prises Don Gormas et Rodrigue, adjure la bourgeoisie et le prolétariat.

Des deux, seule la bourgeoisie s'est montrée curieuse de connaître Sorel. Et seuls, les intellectuels l'ont compris. Il le savait. En fait, il ne pouvait atteindre qu'eux.

G. Sorel, sorti de la bourgeoisie par écœurement, cherchait sa place morale parmi ses semblables. Sa sympathie pour le prolétariat était faite, en plus d'un vif sentiment de la justice et du droit, de l'espoir de trouver en lui ces énergies morales et ce désintéressement qui avaient abandonné une bourgeoisie pourrissante. Et pour être plus sûr de les y rencontrer, il les avait mises d'avance, pour une part, dans l'objet de sa sollicitude. Il fut sage de ne pas s'assurer de trop près si elles y étaient toujours.

Les illusions dont il sut se garder, il ne les donna pas non plus au prolétariat. Il traça pour lui, sous la direction métaphysique de Marx, sous l'égide morale de Proudhon, une voie d'aspect sévère, droite, sublime, faite pour les cœurs vaillants, et fort éclairée de mysticisme. Elle peut mener au but. Et c'est pourquoi il est bon de la retracer après lui.

Le lecteur qui parcourra ce livre ne devra pas perdre de vue que l'objet en est limité. Il s'agit de G. Sorel philosophe marxiste et syndicaliste révolutionnaire. Il ne s'agit pas d'un G. Sorel constructeur d'une société nouvelle.

G. Sorel, partant de la métaphysique antique personnifiée par Aristote, a montré, lumineusement comment elle avait évolué pour aboutir à la métaphysique moderne, que Marx personifie. Il a épuré et complété la doctrine marxiste. Après Marx, il désigne, dans la technique industrielle, créatrice du milieu artificiel, l'inspiratrice de l'idéologie sociale ; mais il y voit encore l'instrument de la connaissance. Par cette vue juste et féconde, il apporte une nouvelle valeur au matérialisme historique.

Quant à l'édification du monde nouveau, il se garda, comme avait fait Marx, de toute anticipation. Il se méfiait tant de l'utopie qu'il a limité la mission du socialisme à l'éviction des capitalistes et à la conquête des moyens de production par le prolétariat qui, en possession d'un héritage jugé magnifique, poursuivrait la tâche sacrée du Travail dans une république de producteurs. Une mystique guerrière avait animé la Cité antique ; une mystique spiritualiste, mère d'innombrables erreurs, a soutenu une longue période de civilisation sans progrès moral ni politique ; la mystique du travailleur social, assoiffé de technique et de production, mènera le monde dans un milieu artificiel indéfiniment enrichi de connaissances et de possibilités. C'est une perspective éblouissante et toute métaphysique.

Mais elle est inexistante comme construction sociale. Déjà le terme de travail ne peut plus être entendu dans le sens où l'entendait Marx et par conséquent G. Sorel. Il en sera bientôt de même du terme valeur ; et le mot richesse va prendre une acception neuve, ou perdre toute acception. Combien de temps encore l'économie restera-t-elle fondée sur l'échange ? G. Sorel a fait sagement d'alléger le marxisme de considérations économiques qui vont rejoindre dans l'inutilité du passé celles que Marx lui-même avait démolies. Il se peut que les propres vues de Marx, épousées par G. Sorel, soient dépassées par les événements ; c'est-à-dire que le capitalisme s'effondre sans laisser cet héritage que G. Sorel a défini et qui comprend, outre un outillage considérable, des méthodes de travail et des mœurs qu'il estimait d'un grand prix pour l'Atelier nouveau. Tout outillage, en effet, est précaire en raison des progrès techniques, et l'on ne peut concevoir que persistent les méthodes capitalistes dans l'entretien, la conservation et l'amortissement du matériel. Quant aux méthodes de travail, aux mœurs mêmes de-la production future, il va falloir, vraisemblablement, les

inventer ou les édifier à la lumière du progrès technique. Plutôt que travailleur, l'homme de demain apparaît technicien inventeur et contrôleur des machines. Ce n'est pas à dire qu'il cessera de travailler ; mais son activité nouvelle sera si différente de l'activité-d'aujourd'hui que le terme travail, à son tour, aura changé de sens. S'il est vrai qu'il existe quelque part dans le monde une usine où des automobiles s'édifient dans d'immenses salles où l'on ne voit personne, quel sens y peut-on donner au terme d'atelier ? On verra des laboratoires d'études pour la conception ; des salles de machines pour l'exécution ; entre les deux, ce qu'on appelle aujourd'hui la main-d'œuvre sera peu de chose.

*

« Rien de plus simple, dit M. Ed. Berth, que sa biographie, qui ne contient pour ainsi dire aucun événement. Né à Cherbourg le 2 novembre 1847, d'une famille de bonne bourgeoisie normande, il fit ses études au collège Rollin, à Paris, entra à l'École Polytechnique, en sortit ingénieur des Ponts et Chaussées, où il resta jusqu'à quarante-cinq ans, après avoir conquis le grade d'ingénieur en chef et reçu la Légion d'honneur. Parvenu à cet âge, désirant se consacrer désormais à des études personnelles, il donna sa démission, purement et simplement, sans même réclamer la pension à laquelle il aurait pu prétendre, mais préférant recouvrer sa pleine et entière indépendance. Dès lors, comme il l'a dit lui-même, il se mit à « refaire ses cahiers » et à « nettoyer sa mémoire » de tous les lieux communs que l'éducation et la société avaient pu y déposer. »

Sa lecture fut immense et universelle. Il se mit aussi à écrire et collabora, pendant trente ans, à de très nombreuses revues, françaises, italiennes et allemandes. C'est ainsi qu'il publia une quantité d'articles dont certaines séries, réunies en volumes, composent son œuvre la plus connue.

C'est au cours de cette publication incessante qu'il prit contact avec des socialistes, comme Pelloutier, et des intellectuels de nuances diverses, français et étrangers, dont les uns se trouvèrent fort opposés aux autres, auxquels il emprunta peu ou prou, étudiant toujours, sondant

la connaissance acquise partout où il la trouvait et conservant sa liberté de pensée et d'expression.

La femme qu'il épousa, sortie du peuple, exerça sur lui une grande influence, qu'il apprécia, reconnut et fit connaître en termes d'une émouvante sincérité. « Heureux, dit-il, l'homme qui a rencontré la femme dévouée, énergique et fière de son amour, qui saura toujours lui rendre présente sa jeunesse, qui empêchera son âme de plier et saura lui rappeler à tous moments les devoirs de sa condition et peut-être lui révéler son génie. »

Il la perdit en 1897, se retira solitairement à Boulogne-sur-Seine, et y vécut d'une vie intérieure intense. Le 28 août 1922, il avait 75 ans, la flamme qui durant tant d'années avait éclairé cet esprit si humain, s'éteignit.

II. – Procédés de la connaissance

« Pour établir un raisonnement quelconque, dit G. Sorel, il faut disposer d'une construction que j'appellerai le support expressif — figures géométriques, mécanismes, êtres vivants, corps collectifs —. Les philosophes ont eu recours aux procédés les plus variés. La logique devrait se définir : l'ensemble des règles pour l'emploi des supports dans le processus démonstratif. »

Bien entendu, il faut distinguer la substance même qui est au fond du raisonnement, du support figuré sur lequel le raisonnement s'appuie. La substance a une valeur de fond ; le support n'a qu'une valeur accidentelle. On va voir, par des exemples, à quelles erreurs peut mener la confusion de la substance et du support figuré.

Aristote, dans sa *Métaphysique*, admet, pour expliquer le mouvement des astres, l'existence de ce qu'il appelle le « premier moteur ». Il existe, dit-il, quelque chose qui meut sans être mû, quelque chose d'éternel qui est substance et qui est acte. Or voici comment il meut : c'est comme le désirable et l'intelligible qui meut sans être mû, par le désir qu'il inspire au mobile. Ce quelque chose est le premier moteur. Il détermine la translation circulaire, qui est, par sa forme

même, le mouvement éternel. Après quoi, Aristote parle de Dieu, dont il dit que, éternel et parfait, il ne peut éternellement penser qu'à lui-même. Et Bossuet, plus tard, répétera en écho : « Dieu se connaît et se contemple. Sa vie, c'est de se connaître. » Mais Aristote, dans son exposé, passe d'une idée à une autre, et ne lie pas ensemble Dieu et le premier moteur.

Or, les philosophes assimilent à Dieu le premier moteur d'Aristote, et tout aussitôt une contradiction les frappe. Ce Dieu, origine du mouvement, s'il ne pense qu'à lui, ne peut présider, avec une infinie bonté et une infinie sagesse, à l'ordre qu'il a établi dans les êtres et dans les choses de l'Univers. Dieu n'est plus la Providence. Tout se passe par une sorte de mécanisme inconscient. Comment se pourrait-il que nous nous occupions de Dieu et que Dieu ne s'occupe pas de nous ? Pourquoi Aristote ne parle-t-il pas nettement du Dieu-providence que cherchent l'humanité et la philosophie ? Pourquoi omet-il d'affirmer l'immortalité de l'âme ? Ce silence est peu philosophique. Ces questions semblent avoir échappé à la perspicacité du génie d'Aristote. On ne peut faire entrer le système d'Aristote dans le cadre du dogme catholique ; et la faute est évidemment au système.

Il y a plus. Aristote se demande si le premier moteur est unique ; s'il n'y a pas plusieurs substances éternelles agissant sur les différents groupements d'astres, qui seraient pourvus chacun d'un premier moteur. Là-dessus, les philosophes l'accusent d'abandonner l'idée d'un Dieu unique et de croire à des dieux multiples. Malgré tout le respect qu'ils ont pour Aristote, les philosophes constatent, avec un grand regret, qu'il n'a déclaré nettement, ni que Dieu est l'origine et le créateur de toute chose, ni qu'il gouverne, selon le dogme, cet Univers qu'il a établi.

G. Sorel fait voir l'erreur des philosophes. Ils confondent à tort le premier moteur d'Aristote avec Dieu. Ils ne saisissent pas la valeur toute relative d'un schéma mécanique du mouvement universel. Les anciens n'avaient pas l'idée nette d'une énergie motrice ; ils voyaient mieux les mouvements que produit cette énergie sur un système mécanique. Le premier moteur d'Aristote n'a rien de comparable à un moteur au sens moderne. Aristote considère une chaîne cinématique et il étudie le mouvement dont elle est animée ; non pas la force qui l'anime. Il cherche le membre de la chaîne qui est immobile à

l'extrémité d'où part le mouvement. Ce membre immobile est un palier. Aristote supposait que le ciel devait tourner dans un coussinet sphérique, placé en dehors de notre perception, auquel il donna le nom de premier, moteur. G. Sorel estime que ce premier moteur, immobile, dénué de toute énergie propulsive, était comme la piste sur laquelle avançait l'homme qui actionnait le moulin à bras dans l'antiquité, et qui était sollicité de marcher, pour des raisons évidentes. Le système est fondé sur la sensation qu'éprouve le premier mobile au contact du premier moteur, lequel demeure indifférent. Un tel mécanisme, admissible en biologie, est absurde en astronomie.. Mais Aristote n'employait là qu'un support figuré destiné à exprimer sa pensée. « Par quelle aberration, se demande G. Sorel, les philosophes appellent-ils Dieu ce palier ? »

Voici un exemple en sens contraire. On y éprouvera la solidité que donne à une représentation un support approprié.

« Aristote, examinant les résultats de l'usure, signal un fait d'une importance qui lui semble extraordinaire : le capitaliste augmente sa masse d'argent indéfiniment et cela est, à son avis, contre nature. K. Marx cite cette profonde analyse et la complète : « Le dernier terme de chaque cercle A - M - A, acheter pour vendre, est le premier terme d'une nouvelle circulation du même genre. La circulation de l'argent comme capital possède son but en elle-même ; car ce n'est que par ce mouvement toujours renouvelé que la valeur continue à se faire valoir. Le mouvement du capital n'a donc pas de limites. »

Ce raisonnement est remarquable en ce qu'il est débarrassé de tout l'appareil psychologique qui encombre les raisonnements où le sentiment intervient. On prend une relation qui ne comporte aucun phénomène individuel, la relation de l'usure et du capital, et on demande ce qu'elle est rationnellement. Pour résoudre la question, on imagine un support machinal, produisant l'effet primitif qui fait l'objet du raisonnement. L'argumentation est irréfutable parce que le support est parfaitement approprié à la nature de la relation.

*

Cette parfaite appropriation du support lui vient de ce qu'il est dépouillé du sentiment que l'on fait trop souvent intervenir dans des représentations figurées où il n'est pas à sa place.

Nous voyons que l'esprit humain, pour acquérir la connaissance, procède par constructions représentatives dont il choisit le sens. Les directions qu'il adopte lui sont inspirées par les relations économiques ; elles varient en conséquence avec les époques.

« Aujourd'hui, dit G. Sorel, on prend pour basé de la psychologie le moi, l'individu, au lieu de considérer, tout d'abord, l'homme comme représentation de l'espèce. On peut dire que la formule du stade actuel est celle-ci : « Invasion des émotions dans le domaine des représentations. »

Ce qui est personnel à l'homme, ce qui est proprement individuel, c'est son sentiment. La formule de Descartes : « Je pense, donc je suis », doit une part de son succès à ce qu'il mêle un ton de sentiment aux actes intellectuels qu'il embrasse dans la pensée.

Il est clair que cette intervention de l'émotion fausse la représentation. Quand on veut se faire une idée juste de phénomènes scientifiques, qui sont de l'ordre quantitatif, il ne faut pas y introduire des sensations émotives, qui sont de l'ordre qualitatif. D'avoir nettement séparé les sensations internes des représentations, et d'avoir apporté des vues profondes sur l'influence du milieu artificiel, G. Sorel loue Bergson. C'est, dit-il comme un arbre vigoureux qui s'élève au milieu des steppes désolées de la philosophie contemporaine.

Les représentations et les émotions ne sauraient être rapprochées dans un même genre. Les représentations donnent au moins des appréciations approximatives des grandeurs objectives. Les émotions sont d'ordre personnel et ne souffrent pas de commune mesure avec d'autres phénomènes.

L'ordre extérieur s'imprime sur nous. Nos idées sur la quantité ont pour base les relations quantitatives qui existent tout d'abord dans le monde. En sorte que notre science finit par être une adaptation sociale de notre individu aux conditions de la nature physique. Le sentiment, qui vient de notre fonds personnel, est ainsi éliminé de la connaissance.

N'y demeure que ce qui est objectif et scientifique. Mais pour que notre appréciation de l'ordre extérieur arrive à être tout à fait exacte, il faut que nous nous représentions les grandeurs objectives extérieures qui constituent la science, par des figures exactes ; et encore avec les relations entre ces figures. Aristote avait vu cela et l'exprimait en disant que la forme des sensibles passe en nous.

Nous avons à choisir nos supports expressifs de telle sorte qu'ils soient exactement appropriés à la construction raisonnée que nous voulons édifier. A cet effet, où prendrons-nous ces supports ? Dans le milieu naturel, ou dans le milieu artificiel ?

Le milieu naturel est celui que nous trouvons tout fait autour de nous ; nous n'avons en rien participé à son édification ; chaque fois que nous y touchons, fût-ce pour le mieux connaître, nous y modifions quelque chose et sa réalité parfaite nous échappe toujours. Prendre nos supports expressifs dans le milieu naturel, c'est les choisir dans l'inconnu même que nous cherchons à pénétrer. C'est ce qu'ont fait, contre Aristote, les philosophes qui le blâment ; faisant usage d'une méthode fautive, ils ne le comprennent pas.

Au contraire, le milieu artificiel est notre œuvre ; nous le connaissons bien pour l'avoir construit nous-mêmes. C'est dans ce milieu que nous devons prendre les supports figurés propres à nous donner des représentations du monde que nous voulons connaître. Et nos représentations seront d'autant plus exactes que notre technique sera plus perfectionnée

III. – La connaissance fille de la technique dans le milieu artificiel

La réalité pénètre en nous de l'extérieur et s'y imprime. Ainsi nous acquérons la connaissance. Mais d'où vient la science ?

Les anciens voyaient la science toute faite et entièrement constituée. Elle était pour eux préexistante, universelle, immuable, éternelle et divine. En réalité, il n'y a de préexistant que les lois de la nature, les relations entre les faits physiques. La science, nous la tirons du milieu extérieur et nous la constituons par le progrès de la connaissance.

Nous sommes plongés dans le milieu extérieur comme la cellule vivante dans le milieu organique, dit G. Sorel. La comparaison est juste à condition de l'arrêter là ; car le milieu organique est immuable par nécessité, sous peine de mort pour la cellule ; tandis que notre milieu social peut changer ; que nous le modifions nous-mêmes et que nous créons, en dehors du milieu cosmique, naturel, un autre milieu qui double le premier, le milieu artificiel, en perpétuelle transformation. Toute science de l'homme qui néglige le milieu artificiel est une science de l'homme fantaisiste.

C'est la machine qui, avec le plus d'efficacité, a créé le milieu artificiel. Toutefois, la science étant tirée du milieu, le progrès machinal est déterminé par l'état du milieu. Il y a interaction entre la science et la machine ; la machine joue un rôle positif dans la formation de la science.

Il est très remarquable de constater que les procédés que nous employons pour faire exécuter un travail par la machine peuvent être en complète opposition avec les procédés que l'on observe dans le travail

de nos organes. La machine à coudre ne coud pas comme la main, le laminoir n'agit pas comme le marteau, le moulin ne broie pas comme les dents. On croyait autrefois qu'il n'y avait rien de mieux à faire que d'imiter le fonctionnement du corps humain, modèle parfait donné par Dieu. Au contraire, les machines apparaissent comme des appareils à mettre la nature en expériences, dans le cadre social et de façon toujours renouvelée. Les inventeurs font d'innombrables tentatives empiriques, et c'est après le succès de certaines d'entre elles que l'on dégage les lois naturelles dont l'application fortuite a assuré le succès. L'inventeur découvre des théorèmes que les savants s'efforcent ensuite d'expliquer à grand renfort d'équations. Euclide bâtit ainsi les premiers éléments de sa géométrie ; ses théorèmes se succèdent ; ils sont très bien expliqués ; on voit que tout est correct ; mais on ne découvre aucune idée générale. La connaissance acquise par ce procédé tient davantage au réel. Aujourd'hui, le travail proprement scientifique est plus abstrait ; il met en valeur les relations formelles entre les phénomènes ; mais, dit G. Sorel, il met la science en l'air.

La connaissance dérive des relations préexistantes dans le milieu où elle naît. Par exemple : relations de l'ouvrier avec la matière ; relations du propriétaire avec les animaux ; relations des hommes entre eux. Dans ces divers ordres de relations, il n'y a rien de bien précis ; les figures représentatives sont fuyantes ; on trouve des règles pour diriger le travail avec art ; mais on ne peut faire encore de science.

Quand la machine intervient, le genre de relations change. La nature verse ses énergies, avec ses lois immuables, dans un moule, à la vérité, différent du sien. L'homme essaye des combinaisons d'effets et fait son choix. Une certaine exactitude intervient alors dans les relations. Une fois franchies les premières étapes du progrès machinal, et les figures représentatives étant de mieux en mieux établies avec la rigueur scientifique, l'avancement est rapide. « Le progrès consiste alors dans la pleine souveraineté des relations rationnelles. » La certitude scientifique augmente en même temps. Si la connaissance vient en partie du milieu industriel, c'est de sa participation à la vie industrielle qu'elle tire aussi sa certitude. Par la machine et par le contrôle des opérations de la machine, les résultats de la connaissance se mesurent automatiquement, sans aucune immixtion du sentiment personnel, donc avec rigueur. « N'ayant à notre disposition, dit G. Sorel, que des

appareils industriels pour connaître la nature, nous n'avons pour raisonner rigoureusement, d'autre moyen que de recourir à des supports machinaux. Tous les autres modes de raisonnement doivent être examinés au point de vue des combinaisons réelles de l'industrie auxquelles ils correspondent ; on se rend ainsi parfaitement compte de leur insuffisance. » Même l'astronomie, que l'on estimerait à première vue fort éloignée de l'industrie, se juge en partie par ses applications à la navigation. De l'aviation est née une science quasi nouvelle, celle des phénomènes atmosphériques, dont la certitude s'appréciera par la pratique de la navigation aérienne.

*

L'importance de la technique industrielle devient ainsi capitale. « Si l'on voulait, dit G. Sorel, établir une histoire de l'esprit humain, il ne faudrait pas diviser le processus, comme l'a fait A. Comte, d'après la prédominance des concepts théologiques, métaphysiques et positifs, mais d'après la nature des ateliers industriels. »

La dialectique des anciens partait de la morale et de la politique pour aboutir aux phénomènes économiques. « Notre procédé, dit G-Sorel, est tout inverse. Nous partons de la genèse des phénomènes économiques et nous nous débarrassons du décor moral qui donne une valeur subjective à tout ce qu'il couvre. Nous sommes donc armés pour étudier, enfin, les choses comme elles sont, dans leur ordre propre ; pour faire, en un mot, de la vraie science... L'analyse du machinisme et de ses effets nous fournit le moyen, dans tous les ordres d'idées, de passer des aperçus subjectifs, personnels, grossiers, d'une philosophie livrée au hasard, aux données objectives, sociales, abstraites de la science. »

Substituer les supports expressifs aux choses que l'on veut expliquer, et donner à ces supports une valeur objective à laquelle ils n'ont pas droit ; employer des supports incomplets, et profiter des lacunes pour introduire des à peu près ; utiliser des supports exprimant autre chose que les relations à expliquer ; telles sont les sources des illusions sur lesquelles a vécu l'ancienne métaphysique. Ces sources ne sont pas taries et nombre de métaphysiciens y puisent encore largement. On a renoncé, au moins généralement, à l'intervention des démons pour expliquer certaines choses ; mais on a encore recours à l'action d'êtres vivants, de principes animés qui sont incapables des

effets qu'on leur attribue ou qui même n'existent pas. Le Dantec s'était élevé, avec raison, contre l'usage des « phénomènes ». Mais on cherche toujours à accommoder la science avec l'esprit du siècle ; on lui demande des concessions d'opportunité, d'avoir égard aux conséquences, de dire, plutôt que la vérité vraie, la vérité utile. Un tel esprit tuerait la science, si elle n'était pas immortelle.

Mais elle est immortelle, et progressive. Appuyée sur l'industrie, elle nous permet de formuler une doctrine sur l'inconnu, de sortir du monde prétendu limité. Car le monde n'est pas limité ; la limitation est un non-sens. Cependant nous ne pouvons connaître que les choses appartenant au milieu artificiel. « Étendez donc, dit G. Sorel, l'activité de l'homme. Inventez de nouvelles machines et vous gagnerez quelque chose sur le domaine de l'inconnu, en agrandissant le champ de la coopération de l'homme et des énergies naturelles dans le milieu artificiel. »

IV. – La nature artificielle

G. Sorel était préoccupé de déterminer, par des caractères essentiels, une démarcation nette entre la science et la philosophie.

De toute évidence, ces deux activités de l'esprit, confondues dans l'antiquité ou, si l'on préfère, intimement liées dans quelques grands cerveaux, se séparent de plus en plus ; et c'est sans doute cette séparation, encore qu'inéluctable, qui, accentuant la divergence du spiritualisme et du matérialisme, met tant d'amertume au cœur de beaucoup de nos contemporains.

Bergson dit que la philosophie a pour mission capitale de participer à l'élaboration des théories biologiques, en spéculant sur le vivant sans arrière-pensée d'utilisation pratique ; tandis que la science ne vise qu'à agir par l'intermédiaire de la matière inerte. L'homme manifeste la science qu'il a acquise par la fabrication de ses instruments de travail ; la philosophie n'a pas à intervenir dans cette production industrielle, domaine de la science. Autrement dit, l'impuissance économique de la philosophie est un caractère reconnu.

Pour G. Sorel, qui se place toujours au point de vue de l'histoire, il

est impossible d'admettre que la philosophie et la science appartiennent, de notre temps, à un même genre.

Dans l'antiquité, l'ingérence de la philosophie dans la recherche scientifique a longtemps paralysé celle-ci. Intégrée à la philosophie, la science fut orientée vers l'art et guidée par l'esthétique. De là, pour G. Sorel, son impuissance précoce. Platon avait voulu édifier une physique artistique satisfaisante. On pourrait expliquer, par l'amointrissement du sens esthétique chez Aristote, les profondes divergences de vues qui le séparent de son maître. Pour Platon, le démiurge avait mis de l'ordre dans le chaos à l'aide des nombres et des figures géométriques. Sa conception est architecturale ; uniquement ou essentiellement esthétique, elle a stérilisé le sens scientifique.

L'arithmétique pythagoricienne fut encore plus funeste aux progrès de la science exacte. La mystique superstitieuse attachée aux nombres et à leurs combinaisons lia les architectes. Tantôt, elle contribua à la beauté des monuments, tantôt elle gêna les constructeurs. Quand elle contribua à la beauté, elle renforça les esprits philosophiques dans leurs croyances mystiques. De mêmes furent embrouillées la médecine, l'acoustique. L'arithmétique détournée de son rôle au profit de la philosophie, détourna indirectement les esprits de l'expérimentation. Plus tard, les géomètres furent obligés, pour appliquer rationnellement leurs connaissances et en acquérir de nouvelles, de se séparer catégoriquement des pythagoriciens.

A l'encontre des anciens, les modernes usent d'une expérimentation sans cesse multipliée par l'instrumentation. G. Sorel appelle nature artificielle l'organisation des expériences de laboratoire et celle des modèles dont l'emploi a permis d'établir tant de théories importantes. Ces instruments de travail transvasent, dit-il, de la réalité dans les hypothèses contemporaines. « La nature artificielle des physiciens se compose de combinaisons géométriques parfaitement adaptées aux tendances fondamentales de notre intelligence. On cherche à les réaliser matériellement avec autant de précision que possible, dans les outillages des usines modernes. La légitimité de leur substitution aux données de la nature naturelle, résulte de ce qu'elle nous aide à nous procurer des moyens d'existence et à découvrir les lois mathématique de l'inorganique. »

Nous avons appris que pour améliorer la production industrielle, il

ne s'agissait pas de copier les procédés de la nature ; et en particulier, aucun inventeur qualifié ne cherche plus à imiter, dans sa cinématique, l'action de la main de l'homme, bien que suivant une très ancienne tradition philosophique, la main soit l'instrument par lequel se manifestent les hautes destinées que la nature a réservées à l'homme. Les développements de notre intelligence nous ont fait dépasser le stade où précisément la main était le seul instrument à notre disposition ; et nos inventions s'éloignent autant qu'il est nécessaire des modèles fournis par la nature. Il faut arriver à admettre que le système physique que représente la nature naturelle n'est pas du même genre que celui que constitue la nature artificielle ; celle-ci possède-rait un déterminisme que l'autre n'a pas. En tout cas, la science des physiciens doit être considérée comme au-dessus des fantaisies des idéalistes.

*

La nature artificielle, indéfiniment féconde, intéresse notre vie au moins autant que la nature naturelle ; elle suffirait à occuper le génie de l'homme.

La création et l'exploitation de la nature artificielle exige un labeur énorme et incessant. L'homme détruit beaucoup des énergies accumulées par la nature pour en tirer des forces organisées et conduites à son profit. G. Sorel prétend que la nature nous oppose une résistance passive considérable. « Que nous nous arrêtions un seul instant et tout tend à rentrer dans l'ordre ancien ; on peut dire que la matière impose ses lois dès que l'esprit se retire. La véritable doctrine est celle qui oppose la nature naturelle à la nature artificielle... Cette considération a une portée sociale considérable : plus la production devient scientifique, mieux nous comprenons que notre destinée est de peiner sans trêve. Ainsi s'évanouissent les rêves de bonheur paradisiaque que les anciens socialistes avaient pris pour des anticipations légitimes. Tout permet de supposer que le travail ira toujours en s'intensifiant. »

V. – Critique des cités intellectuelles

Les travailleurs intellectuels qui forment la Cité savante consacrent

une existence laborieuse, soit à poursuivre des recherches patientes et ingénieuses, pour passer de l'observation des phénomènes naturels à l'édification des théories ; soit à composer des ouvrages de didactique magistrale, d'enseignement universitaire ou de vulgarisation ; soit à réaliser dans les ateliers industriels, l'application des principes révélés par les appareils de laboratoire.

« La plus grande masse de ces travailleurs intellectuels est groupée en clans, autour d'orgueilleux barons, dont le nom est assez ordinairement lié à quelqu'une des découvertes retentissantes qui ont contribué à faire admirer les prodiges de la science par un public considérable. » Ils se regardent comme appartenant à une élite, issue d'une sélection admirable. Devenus vieux, ils se montrent d'autant plus acharnés à soutenir les affirmations qui ont fait leur célébrité, qu'ils se sentent moins capables de rien produire de neuf. Occupés de leur gloire, ils forgent des liges d'intérêts propres à imposer leurs formules ; ils assurent les places à des disciples fidèles plus soucieux d'argent, d'honneurs et de domination que de l'avancement de la science. Ainsi la route est barrée aux téméraires qui refusent de se recommander et suivent des voies personnelles. »

Ils sont féroce­ment jaloux les uns des autres, dirigent la guerre entre les clans, et empêchent ainsi la Cité savante de tomber dans la somnolence du mandarinat chinois. « Les systèmes scientifiques disparaissent souvent avec les fondateurs ; tout le monde éprouve un immense soulagement le jour où un tyran académique, un Charcot, un Pasteur, un Berthelot, est scellé dans un tombeau magnifique, au cours d'une grande cérémonie fort chargée d'une rhétorique hypocrite. » Les disciples, débarrassés, ajoutent alors à leur enseignement des doctrines qu'ils affectaient de tenir pour suspectes tant que le Maître était vivant. « Le progrès scientifique se réalise à travers une suite de crises offrant une assez grande analogie avec celles qui accompagnent les progrès industriels provoqués par la concurrence des capitalistes. »

Toutefois, les luttes de clans sont intérieures à la Cité savante. Les maîtres gardent le sentiment d'une solidarité de classe. Non seulement

ce sentiment sert des buts utilitaires, mais il se fonde sur l'idée d'une mission de la science, que l'on estime propre à guider le monde sur la voie du progrès social aussi bien que sur la voie du progrès technique.

Dans la Cité savante, abondent les courtisans et les parasites. Va aussi vers elle une partie de la discipline qu'inspire la culture classique aux esprits formés par la démocratie. Enfin, « des masses ouvrières, qu'affolent des rêves de vie large, vénèrent, avec une ardeur parfois comique, des hommes que leurs journaux leur ont signalés comme les gonfalonniers de la science. »

*

Cette peinture de l'oligarchie véritable que constitue la Cité savante du XX^e siècle, suggère à G. Sorel une curieuse comparaison avec une autre oligarchie qui s'était formée vers le XII^e siècle, qui bâtit les admirables monuments de l'art gothique et qu'il appelle la Cité esthétique. « Au Moyen-Age, des corporations ouvrières, au sein desquelles se rencontrèrent quelques individus d'un talent de premier ordre, imposèrent leur méthode de bâtir, leurs goûts décoratifs, leur conception de ce qui distingue les chefs-d'œuvre, aux souverains, aux bourgeois, au clergé. Entre les constructeurs de cathédrales et le monde ecclésiastique, il existait une séparation si profonde que la littérature du temps ne nous apprend rien sur l'histoire de l'art gothique. » Cet isolement de la Cité esthétique a procuré aux artistes une précieuse indépendance. « Quand les artistes, dit Viollet le Duc, forment une sorte de caste dont tous les membres sont égaux, ils se trouvent dans les meilleures conditions du développement libre de l'art... Ils acquièrent au sein de l'ordre civil — surtout s'il est divisé, comme l'était l'ordre féodal — une prépondérance marquée... L'expérience ou le génie de chaque membre éclairait la corporation, mais n'imposait ni des doctrines, ni des méthodes. »

G. Sorel constate avec joie qu'une telle aristocratie de professionnels, « qui avaient longtemps médité sur les ressources que leur offrait un métier dont ils étaient parfaitement maîtres, était à même de créer un art qui mérite, mieux que tout autre, d'être appelé un art de producteurs. Ils exécutèrent un dessein d'une audace inouïe, celui de rompre résolument avec les pratiques romanes, qui étaient pourtant encore capables de s'appliquer à de belles œuvres, pour combiner un système nouveau, au lieu de revenir à l'antiquité, dont ils étudiaient les

ruines avec un esprit très critique. »

Nous observerons que les artistes grecs formèrent, eux aussi, à l'époque classique, une caste à part qui dut jouir d'une grande indépendance. On ne voit intervenir aucune ingérence des prêtres dans la conception des temples. Cette ingérence, si accentuée, au contraire, dans l'ornementation des monuments religieux, depuis la fin de l'art gothique, a provoqué une dégénérescence qui va de l'acrobatie du rococo à la pitoyable vulgarité des images de Saint-Sulpice. Les gothiques indépendants établirent entre la construction et l'ornementation, la sculpture en particulier, une harmonie dont les Grecs avaient déjà fait une règle esthétique primordiale.

G. Sorel prise beaucoup le sens de la tradition qui a protégé la Cité esthétique contre les influences extérieures. « Grâce à son génie traditionaliste, la Cité gothique a pu aborder, avec un plein succès, de gigantesques compositions, alors que les hommes qui font profession d'indépendance (à l'égard de la tradition) échouent presque toujours dans de telles entreprises. Certains faits très significatifs montrent qu'elle conservait soigneusement des doctrines antiques, que ses compagnons voyageurs avaient probablement reçues d'ermites de la science grecque rencontrés en Orient. »

Au surplus, la tradition cachée des artistes gothiques, et le symbolisme auquel se rattachait leur architecture étaient choses fermées aux ministres, aux évêques et aux marchands du Moyen-Age. G. Sorel n'accepte pas les raisons symboliques fournies par les littérateurs pieux sur la construction des cathédrales, telles que l'élan mystique des âmes et l'assimilation à des forêts pour expliquer l'élévation des édifices. Il pense qu'on faisait les clochers très élevés pour mettre sous une protection sainte la grande plaine qui les apercevait ; et que les flèches qui les surmontaient rappelaient à l'origine la flamme du sacrifice. Quant aux images religieuses multipliées à l'entrée des édifices, elles protégeaient contre les démons les fidèles assemblés à l'intérieur.

L'abandon des traditions a conduit les artistes à une décadence qui les met au service des courtisans, des humanistes, des riches bourgeois, l'oligarchie ploutocratique a détruit ou domestiqué l'ancienne classe indépendante des ouvriers d'art. Quant aux écoles créées pour la formation esthétique du peuple, « elles semblent avoir souvent contribué à déclasser les jeunes gens qui eussent fait d'excellents

ouvriers, à précipiter la ruine des métiers supérieurs et à subordonner davantage la production aux fantaisies des amateurs. Seules, les forces inconscientes de l'histoire sont en état de fournir une aristocratie de producteurs-artistes. »

*

Après avoir reconnu les services rendus à la société par la Cité savante et la Cité esthétique, G. Sorel ne pouvait manquer d'examiner l'opportunité d'une Cité morale. L'action dogmatique des philosophes n'est évidemment pas suffisante. Une autorité sociale, dans l'ordre de l'éthique, pourrait être constituée par un ensemble d'individus jouant un rôle élevé et désintéressé, qui consacraient au bien public une partie des avantages dont ils se trouveraient jouir.

Une telle aristocratie éthique a existé aux États-Unis d'Amérique ; et elle avait le souci d'élever à elle les éléments sociaux capables de monter. On a pensé aussi créer pour le même office une autorité sociale composée des chefs d'industrie. Mais G. Sorel passe sur ces faits et sur ces espoirs qui lui paraissent dépourvus de base philosophique. « Les Cités morales, dit-il, sont le produit de longues élaborations historiques. » Elles reposent aussi sur des bases économiques, ce qui permet de penser qu'elles peuvent être renversées ou subir une décadence lorsque ces bases viennent à changer. D'ailleurs, il tient les chefs d'industrie moderne pour stupides.

Il observe qu'il existait chez nous, il n'y a pas longtemps, une Cité morale composée d'hommes économes, peu soucieux de luttes industrielles et très préoccupés de l'établissement de leurs enfants. « Suivant l'opinion des classes moyennes françaises, le principe le plus incontestable du droit naturel aurait été l'obligation imposée aux pouvoirs publics de donner des places convenablement rétribuées aux jeunes gens ayant fait de bonnes études universitaires. » Ils ne voulaient pas qu'on favorisât le matérialisme en ouvrant la carrière aux spéculateurs. Ils voyaient dans la République le seul régime compatible avec la raison. Le libéralisme français est sorti de ces théories. Il est aujourd'hui à l'agonie.

On chercherait vainement, autour de soi, les autorités sociales capables de reconstituer une Cité morale. Sans doute sont-elles en formation ; leur apparition suivra peut-être la construction syndicaliste,

si les groupements en voie de constitution dans toutes les couches de la société arrivent à dégager l'éthique indispensable au déroulement progressif des contradictions sociales. Nous pensons que ces autorités sociales ne sauraient être recrutées dans la bourgeoisie capitaliste, si elle venait à subsister. On les tirera des éléments jeunes qui, de côté et d'autre, envisagent la vie sociale avec des sentiments altruistes.

Les autorités sociales des divers ordres, savantes, esthétiques, morales, religieuses, politiques, représentent des vérités fragmentaires et temporaires. On peut donc, à défaut de meilleure définition, considérer la vérité comme le produit de notre conscience contrôlé par des autorités sociales d'une dignité incontestable.

Une vérité ainsi définie est fort relative. L'Église catholique estime identique le catholicisme et la vraie religion. A ce titre, le véritable catholique admet l'Inquisition qui, sûre d'elle-même, préservait ses martyrs d'une condamnation céleste infiniment plus grave et préjudiciable que la privation de la vie terrestre. Le catholique convaincu de tenir la vérité met celle-ci au-dessus des activités historiques ; il ne veut pas qu'elle soit subordonnée aux volontés arbitraires des individus.

Un sentiment aussi absolu de la vérité doit être compris et admis, dit G. Sorel, par le vrai philosophe. Quand on va de la mathématique à la théologie, au lieu de considérer que l'esprit subit une déchéance continue en passant du certain au discutable, il faut voir qu'aux deux extrémités de la chaîne se rencontrent deux certitudes identiques. Théologie et mathématiques aboutissent également à l'absolu. Cela tient à ce qu'il faut considérer, pour en juger, du point de vue psychologique et par conséquent social, la manière dont les croyances se présentent à l'esprit et non la manière dont on peut les justifier. En l'espèce, la religion révélée se passe de justification. Peut-être pourrions-nous exprimer cette idée philosophique en disant que la théologie a ses raisons que la raison ne connaît pas.

La vérité s'appuie sur la tradition. Mais la tradition véritable n'est pas un objet que l'intelligence puisse « isoler de l'histoire pour le façonner à sa guise. » Aussi on s'ingénie vainement à faire renaître, au moyen de la littérature et de certains artifices, les traditions éteintes. La tradition peut être considérée comme valable dans certaines conditions, par exemple : avoir été illustrée par des hommes d'un talent supérieur ;

avoir été féconde en grands résultats ; avoir depuis longtemps pénétré dans la vie d'une glorieuse Cité, savante, esthétique, morale ou religieuse.

Bien entendu, la tradition n'a de force probative et n'est d'un effet utile dans la recherche de la vérité que si, dans la Cité où elle est entrée, existe une libre concurrence de volontés éclairées. Une tradition n'est pas une tradition valable si elle n'est que l'enregistrement des décisions de l'autorité ; elle est incompatible avec l'idée réactionnaire.

« Il ne faut jamais séparer la liberté et la raison. La tradition à laquelle nous reconnaissons le droit de participer largement à la formation de nos convictions, est le fruit des efforts libres et raisonnés de nos pères. Sur cette matière travaillent notre liberté et notre raison en vue d'améliorer nos conditions actuelles de vie et de transmettre, si faire se peut, quelque chose d'utile à nos successeurs. »

Après cet examen critique des Cités intellectuelles, G. Sorel nous devait une Image de la Cité ouvrière. C'est cette image qu'il tracera dans le cadre du syndicalisme révolutionnaire.

VI. – *L'ancienne et la nouvelle métaphysique*

Comme il y a une fausse science et une vraie science, il y a une fausse métaphysique et une vraie métaphysique. Celle-ci est nécessaire à.. posséder si l'on veut aborder les problèmes scientifiques d'une manière correcte et leur donner de vraies solutions. Une métaphysique basée sur le pur spiritualisme ne peut guider ni satisfaire la raison. La vraie métaphysique doit reposer sur des connaissances précises. La connaissance elle-même s'acquière au moyen d'une méthode tirée des rapports de l'homme et de son milieu. En dépit de son savoir personnel et de sa perspicacité, Aristote n'a pu édifier la métaphysique vraie que lui refusaient à la fois l'insuffisance de ses techniques et les conditions du milieu à son époque. K. Marx, au contraire, s'est trouvé à même d'établir, en raison des techniques de son temps, et d'une science exacte

des relations de l'homme et du milieu économique, une métaphysique véritable.

La métaphysique ne paraît pas être issue de questions que les hommes primitifs se sont posées sur le monde, ses origines, son harmonie, ses causes motrices, sa finalité. Ce genre de curiosité, qui est l'essence de la métaphysique, n'a pu se donner carrière que le jour où elle a trouvé une matière idéologique propre à être travaillée métaphysiquement ; par exemple, les légendes et les liturgies, dont la métaphysique s'est emparée, dont elle a transformé le sens primitif et sorti les plus singuliers contresens théologiques.

Les Grecs ont rapporté toute chose sur un cadre anthropomorphique. Ils ne pouvaient raisonner sur les mécanismes, encore trop barbares à leur époque. Ils raisonnèrent sur les constructions des architectes et des sculpteurs, portées, au contraire, non loin de la perfection. « On se préoccupait, dit G. Sorel, de trois choses principales : la fin pratique de l'œuvre, l'heureuse ordonnance des parties, et le génie de l'artiste... Lorsque la civilisation hellénique eut acquis une pleine possession d'elle-même, on proclama que toute connaissance de la nature devait être ramenée à la définition d'une intelligence organisatrice, directrice et motrice. A ce moment, l'évolution était pleinement accomplie ; le monde physique était définitivement construit et les philosophes ne pouvaient plus différer entre eux que sur des détails... Tout le monde était obligé de se soumettre à une nécessité imposée par l'état de la culture générale. »

Il ne faudrait pas croire que cette forme de métaphysique ait totalement disparu. Les idées artistiques qui la caractérisent se sont perpétuées jusqu'à nos jours. Le monde est œuvre d'art, et Dieu le plus grand artiste... Il existe peu de métaphysiques dans lesquelles on ne puisse retrouver des traces, plus ou moins dissimulées, de l'« intelligence première ».

La machine ayant transformé le milieu social, a transformé du même coup la métaphysique. Le monde cosmique, ou milieu naturel, et le monde des machines, ou milieu artificiel, se trouvent en présence et, dans une certaine mesure, en opposition. Quiconque reste cantonné dans l'un ou dans l'autre, et prétend raisonner de là, ne peut rien comprendre à ce qui se passe à notre époque. La métaphysique, au surplus, ne pouvait se modifier profondément qu'en raison des

modifications du milieu. En définitive, sur plusieurs points capitaux, aucun progrès n'avait été fait depuis Aristote ; et K. Marx a pu reprendre certaines questions au point où le Stagirite les avait laissées.

La reconnaissance d'un milieu artificiel, aujourd'hui superposé au milieu naturel que connaissaient seul les anciens, est l'une des bases de la nouvelle métaphysique. Le milieu artificiel est né des progrès de la technique humaine.

Marx disait : « Darwin a attiré l'attention sur l'histoire de la technologie naturelle, c'est-à-dire sur la formation des organes des plantes et des animaux considérés comme moyens de production pour leur vie. L'histoire des organes productifs de l'homme, base matérielle de toute organisation sociale, ne serait-elle pas digne de semblables recherches ? La technologie met à nu le mode d'action de l'homme sur la nature, le processus de production de sa vie matérielle et, par conséquent, l'origine des rapports sociaux et des idées ou conceptions intellectuelles qui en découlent... Le matérialisme abstrait des sciences naturelles ne fait aucun cas du développement historique. Ses défauts éclatent dans la manière de voir abstraite et idéologique de ses porte-paroles, dès qu'ils se hasardent à faire un pas hors de leur spécialité. »

Marx dit encore : « Le point de vue du vieux matérialisme est celui de la société civile. Le point de vue du nouveau est celui de la société humaine, ou de l'humanité socialisée. »

De son côté, G. Sorel écrit : « Pour la science moderne, il ne s'agit pas de pénétrer dans le fond de l'organisme humain pour y découvrir quelque chose d'introuvable ; il faut savoir si les individus peuvent exercer une influence sociale. Le matérialisme marxiste répond par l'affirmative, puisqu'il reconnaît l'existence d'un milieu artificiel, que nos efforts tendent à modifier constamment.

« C'est l'existence du milieu artificiel qui est la condition fondamentale de notre liberté... Nous sommes libres en ce sens que nous pouvons construire des appareils qui n'ont aucun modèle dans le milieu cosmique. Nous ne changeons rien aux lois de la nature ; mais nous sommes maîtres de créer des séquences ayant une ordonnance qui nous est propre. »

Une phrase curieuse d'Aristote caractérise ce que Marx appelle le vieux matérialisme : « Tous les besoins, ou peu s'en faut, étaient déjà satisfaits, en ce qui concerne la commodité de la vie, et même son agrément, quand survint la pensée des investigations philosophiques ». Il semble que, pour le philosophe grec, la question matérielle soit tranchée et qu'il n'y ait plus guère qu'à se livrer aux spéculations de l'esprit, indépendantes des questions économiques, à tout le moins les dominant. Tout au contraire, l'économie, bouleversée par la technique industrielle démesurément grandie, a imposé son action, et donné, par l'intermédiaire de la technologie, une autre constitution à la connaissance.

Il ne s'agit pas d'une simple juxtaposition, le nouveau matérialisme, le matérialisme historique de Marx, occupant seulement le domaine matériel que le vieux matérialisme délaissait, et celui-ci conservant le domaine abstrait de l'idéalisme ; il s'agit de la substitution d'une métaphysique à l'autre. Le matérialisme historique, fondé sur les nouvelles conditions de l'existence, à son tour conditionne impérieusement le spiritualisme social.

*

Bergson met en relief le rôle de l'intelligence dans l'évolution métaphysique.

L'instinct, dit-il, est une faculté d'utiliser et même de construire des instruments organisés. L'intelligence est la faculté de fabriquer et d'employer des instruments inorganisés. L'instinct trouve à sa portée l'instrument approprié, qui se fabrique et se répare lui-même, qui fait tout de suite ce qu'il est appelé à faire. Mais sa structure, liée à la construction de l'espèce, est invariable, ou ne peut se modifier qu'avec l'espèce. Il est nécessairement spécialisé, limité dans son objet. Au contraire, l'instrument fourni par l'intelligence, au prix d'un effort, imparfait, sans cesse à perfectionner, exige un nouvel effort au moment de l'utilisation. Mais il s'adapte à tous cas, à tout usage et confère à celui qui l'emploie un nombre illimité de pouvoirs. « Surtout, il réagit sur la nature de l'être qui l'a fabriqué ; car, en l'appelant à exercer une nouvelle fonction, il lui confère, pour ainsi dire, une organisation plus riche, étant un organe artificiel qui prolonge l'organisme naturel. Il ouvre à l'activité un champ indéfini, où il la pousse de plus en plus loin et la fait de plus en plus libre ». Cet avantage de l'intelligence sur

l'instinct est ce qui donne à l'homme la possibilité du progrès, dont l'animal est privé. Toutefois, au début, les avantages de l'intelligence sont peu marqués ; ils n'apparaissent vraiment que « lorsque l'intelligence, ayant porté la fabrication à son degré supérieur de puissance, fabrique déjà des machines à fabriquer ».

A partir de ce moment, l'intelligence fait vraiment de l'homme un maître. L'invention fait surgir des idées nouvelles, des sentiments nouveaux. Elle nous hausse au-dessus de nous-mêmes ; elle élargit notre horizon. Par voie de conséquence, « notre vie sociale gravite autour de la fabrication et de l'utilisation d'instruments artificiels. Les inventions, qui jalonnent la route du progrès, en ont aussi tracé la direction ».

Il est impossible de rendre absolument indépendantes la matière et la spiritualité. Contre Platon, contre Descartes, et beaucoup plus près en ceci d'Aristote, il faut bien reconnaître que l'esprit tient au corps, que la liberté de l'un est liée à la liberté de l'autre, qu'on n'atteint pas l'esprit sans passer par le corps. « La vie du corps, dit Bergson, est sur le chemin qui mène à la vie de l'esprit ».

Ce qu'il faut, c'est dépasser l'instinct par l'intelligence, dépasser même l'intelligence par une juste intuition ; aller au-delà du rationalisme ; maîtriser le mécanisme, cet auxiliaire ; en faire non une seconde nature, une raison d'être, mais un moyen de la libération de l'esprit, le procédé d'une nouvelle métaphysique.

« L'homme, dit encore Bergson, ne se soulèvera au-dessus de terre que si un outillage puissant lui fournit le point d'appui. Il devra peser sur la matière, s'il veut se détacher d'elle. En d'autres termes, la mystique appelle la mécanique ».

Par voie de réciprocité, la mécanique, pour être justifiée, exige aussi une mystique ; celle-ci montrerait à l'homme la voie par où sortir du matérialisme. Le socialisme s'efforce dans ce sens ; sa doctrine est conforme à ce que préconise Bergson : « Intensifier le travail intellectuel, porter l'intelligence si loin au-delà de ce que la nature avait voulu pour elle, que le simple outil cédât la place à un immense système de machines capables de libérer l'activité humaine ; cette

libération étant d'ailleurs consolidée par une organisation politique et sociale qui assurât au machinisme sa véritable destination ».

Marx a tiré le plus sûr de sa force, de cette intuition neuve que l'homme agit, en esprit et en fait, bien plutôt qu'il n'est agi. Il est dans le milieu naturel ; mais que fait la nature ? Poursuit-elle des fins déterminées, auxquelles l'homme serait tenu de se soumettre ? Non pas ; la nature — et ceci est notre appréciation personnelle — bien plutôt use de ses énergies à la recherche d'un perpétuel équilibre, que, bien entendu, elle ne trouve jamais ; parce que l'équilibre, ce serait l'immobilisation et la mort. Mais l'homme, au contraire, poursuit des fins, conscientes ou non, c'est-à-dire nettes ou confuses. C'est exactement en cela, parce qu'il en a à la fois le sentiment et les moyens, qu'il agit. Il est le seul être capable d'agir efficacement sur son milieu ; au point de le transformer, de créer même, un milieu différent de celui qu'il avait trouvé à sa naissance. En tout cas, l'action est le fait de l'homme, avec des possibilités illimitées, des conséquences imprévisibles ; et cette conception balaye comme fait le vent d'un fêtu de paille, l'ancienne métaphysique fondée sur l'idée de l'homme esclave de la nature, esclave de Dieu, esclave de lui-même. L'homme est libre, d'une liberté énorme. L'idée est claire, le fait patent. Sur ce point, ce ne sont pas les vieux philosophes qui ont raison ; ce sont les grands révolutionnaires.

Cette notion n'est pas venue peu à peu, s'infiltrant progressivement dans les esprits, leur laissant le temps d'y songer ; et à la société le temps de s'adapter à son nouveau régime. La notion de la liberté était au fond des cœurs ; mais l'instrument manquait toujours ; et seules les spéculations de l'esprit apportaient à l'homme une consolation dans son esclavage. Or voici que l'homme a forgé l'instrument ; sans trop s'en douter d'abord, sans savoir quelle force inattendue il allait y trouver. Mais l'instrument est là ; et il est venu presque soudainement ; en un siècle à peu près, si l'on met dans la machine à vapeur sa première forme de puissance. Il est là, et sa puissance croît comme fait un germe autour duquel s'accumulent des cellules innombrables. Il est là comme une explosion que l'on a provoquée, mais dont on n'a pas eu le temps de s'écarter. Il est là, et il pousse l'homme à l'action, à la marche en avant, avec brutalité.

Peu d'hommes ont encore compris la nature et les conséquences de

ce bouleversement ; encore moins sa plénitude ; car il ne s'applique pas seulement à l'existence matérielle, à l'économie sociale ; il a gagné ce que Hegel mettait tout en haut de sa construction philosophique, ce qu'il appelait l'esprit libre ou absolu : la sphère de l'art, de la religion, de la philosophie.

Que la révélation soit nette ou confuse, l'homme trébuche sur le chemin. Il se relèvera et marchera sur la route nouvelle. G. Sorel est un de ceux qui peuvent l'éclairer et le sens de ses conseils se trouve très finement indiqué par cet aperçu de Benedetto Croce : « Marx, par son génie politique a pu, pendant longtemps, guider de ses conseils le mouvement socialiste international ; mais il ne pouvait donner des préceptes et des catéchismes pour toutes les contingences et toutes les complications historiques. La continuation de l'œuvre politique de Marx est beaucoup plus difficile que la continuation de son œuvre scientifique ».

Après Marx, après Proudhon aussi, G. Sorel va s'appliquer à inculquer au prolétariat le sens politique indispensable ; à exalter, en la définissant, la volonté de puissance d'une classe destinée à faire la révolution ; à lui montrer, dans le marxisme, sa dynamique sociale.

VII. – L'homme devenu libre

« Le désir de tout ramener à des points de vue scientifiques conduit, presque nécessairement, à l'utopie ou au socialisme d'État ». Cette opinion de G. Sorel confronte le socialisme et la science, et porte à les écarter l'un de l'autre, afin que le socialisme ne puisse subir, de la part de la science, une empreinte qui le ruinerait.

La politique, la religion, une certaine philosophie conservatrice sont, de même, accusées de nuire au socialisme s'il n'échappe à leur étreinte. Et ce n'est pas sans bonnes raisons ; le socialisme tel qu'il convient de l'entendre depuis Marx, est une doctrine jalouse de sa pureté, parce qu'elle n'est efficace que dégagée de tout alliage. Rien de plus malaisé à faire entendre aux amis vrais ou faux du socialisme, toujours prêts à le servir par le marchandage ou le compromis.

Certain professeur disait que le socialisme scientifique resterait une

illusion tant qu'il n'aurait pas de formules mathématiques. Enfermer le socialisme dans des formules de ce genre, c'est ne rien comprendre à sa nature. C'est, du même coup, attribuer à la science un rôle auquel elle ne saurait prétendre sans se fourvoyer. La doctrine actuelle du socialisme a pris à son service la technique et, par la technique, la science sa fille ; mais ce n'est point du tout pour s'enfermer dans la technique et s'affubler de formules algébriques ; c'est, tout au contraire, pour libérer de toute servitude l'esprit humain et lui permettre de s'affranchir des formules de toute nature qui l'enserrent depuis les origines.

Comprendre le matérialisme historique, c'est-à-dire l'influence prépondérante de la matière économique sur l'idéologie, c'est apercevoir en même temps le moyen de délivrer l'esprit de cette influence. La matière économique a pesé sur l'esprit tant que l'homme a été soumis, soit à l'homme, soit aux forces naturelles dont il tirait les moyens de sa subsistance. La révolution consiste en ce que l'homme, par la technique scientifique, est devenu le maître de tout, savoir : son propre maître et le maître des forces naturelles. Est-ce le moment qu'il va choisir pour s'emprisonner dans la science ?

Pas plus dans la science que dans toute autre chose ; par exemple, dans l'éthique sociale. Car l'homme, cet être politique et sociable, disait Aristote, a été et est encore prisonnier de la société, quel qu'ait été le régime politique ; et ce que les gens en place, liés à leur rang par la jouissance et l'égoïsme, appellent si plaisamment le désordre, n'est que la manifestation intuitive du citoyen qui tend à se débarrasser du joug et à s'évader du régiment social. L'homme restera social, parce qu'il ne peut faire autrement, au moins quant à présent ; mais il le sera de moins en moins. Et ce qui lui reste de goût pour la politique diminuera plus vite encore.

Il n'est que de regarder de par le monde pour voir ce que les dirigeants anti-marxistes ont fait des sociétés humaines tombées entre leurs mains. Ils entendent que le régime qu'ils ont forgé soit un monde psychologique dans lequel chacun entre et vive comme dans une seconde nature. Ce n'est pas, assurément, ce qu'entendait Marx quand il donnait à l'homme la maîtrise de son propre mouvement social. La discipline sociale, enrégimentement dans l'économie, doit être réduit au minimum nécessaire pour assurer une production matérielle abondante,

et la distribution. Après quoi, l'homme moderne peut être, s'il le veut, plus libre que ne l'était le citoyen d'Athènes dont la « matérielle » était assurée par des esclaves dont il s'astreignait tout juste à contrôler le travail.

*

« Les anciens avaient découvert que les actes humains, posés en dehors de l'agent, et considérés rationnellement, sont tous comparables au point de vue politique, puisque chacun d'eux dépend de maximes sociales sur le bien de l'homme, abstraction faite de tout processus personnel ».

Ce point de vue est essentiellement social ; le citoyen n'en est point considéré comme individu, mais comme unité incorporée dans la Cité. D'où il suit que ses actes sont, par nature, des actes sociaux.

Ce caractère social du citoyen antique a été complètement perdu de vue par les théologiens qui considéraient l'homme comme un individu isolé en face d'un souverain juge. Les spiritualistes modernes ont adopté la même thèse en matière politique ; pour eux, le citoyen est une unité isolée en face du souverain temporel. Mais ces idées ont beaucoup perdu de leur force depuis que les souverains temporels ont été secoués sur leurs trônes et finalement jetés bas pour faire place à des gouvernements démocratiques. « La politique monarchique conduit à une conception anti-socialiste, de même que la politique démocratique rend la conception socialiste presque intuitive... Aujourd'hui, il faut en revenir aux anciens, aux créateurs de la pensée philosophique ; il faut reconnaître comme base de tous nos raisonnements un caractère social dans les actes humains ». A condition que ce caractère, dépassant la pensée du philosophe, n'enferme pas le citoyen socialisé dans une prison nouvelle.

Le lien social qui unissait les citoyens dans la Cité antique, après avoir été religieux, était devenu politique, et c'est sous cet aspect que l'envisage G. Sorel. Comme on pouvait s'y attendre, il veut le moderniser sous l'aspect éthique et pour cette transformation, il entend d'abord, ce qui n'est point paradoxal, débarrasser l'esprit de toute préoccupation morale. « Le grand désordre que l'on signale aujourd'hui dans les idées éthiques tient tout simplement à ce que l'ancienne doctrine, imitée de la théologie morale, ne peut plus tenir et que la

conception sociale des actes n'est pas encore popularisée. Pour retrouver la bonne voie, il fallait s'adresser à un ordre de choses où ne pénétraient pas les préoccupations morales, puisque celles-ci ne pouvaient servir qu'à tout embrouiller. J'ai déjà dit que pour faire l'analyse critique de notre connaissance, nous devons recourir aux machines. K. Marx, qui avait si bien vu l'importance de l'outillage industriel, ne pouvait manquer de chercher le principe fondamental de l'éthique dans les phénomènes humains qui se développent autour de la machine ».

C'est la machine et, par la machine, les organismes économiques qu'elle a permis de créer, qui vont servir de centre à la socialisation moderne. Une économie nouvelle entièrement collectivisée, va servir de base à une nouvelle éthique, qui, nécessairement, présentera un caractère social. Comme l'éthique précédente avait, au contraire, un caractère strictement individuel, ce n'est pas trop dire qu'il s'agit d'une révolution morale comme d'une révolution économique. La nouvelle éthique, bien entendu, pour être acceptable, ne devra pas remplacer le souverain déchu, dieu, monarque ou état, par quelque puissance absolue d'un nouveau genre. Toute révolution comporte des surprises ; le socialisme ne doit pas l'oublier ; à lui de créer la culture qui fera entendre à l'homme la liberté qu'il a conquise.

VIII. – *La décomposition du marxisme*

Pour beaucoup de socialistes, le marxisme se réduirait à ceci :

- l'analyse scientifique de la production a porté la classe ouvrière à attaquer le capitalisme ;
- la philosophie de Marx engage à attendre une révolution prochaine où sombrera le capitalisme et d'où sortira le communisme ;
- le matérialisme historique permet de retrouver, dans l'histoire, les règles propres à diriger avec sûreté la politique révolutionnaire.

L'œuvre très étendue de Marx ne pouvait manquer de renfermer des aperçus contradictoires ; et s'il est possible d'étayer sur certains passages le marxisme ci-dessus, des passages plus nombreux, ou mieux compris, voire très explicites, permettent de dégager une théorie

différente, ce que G. Sorel appelait le marxisme de Marx. On y parvient par l'opération que Bernstein avait amorcée sous le nom de décomposition du marxisme. Comme la lumière blanche, passant à travers le prisme, en sort décomposée en ses divers éléments, l'œuvre de Marx, soumise à l'analyse, se sépare en éléments définis dont l'interprétation ne laisse plus à désirer. Il est alors possible de retrouver, au lieu de l'immobilité du soi-disant marxisme orthodoxe, un mouvement conforme à « l'esprit de la philosophie contemporaine, qui ne s'occupe ni du point de départ, ni du point d'arrivée des choses changeantes, mais des forces qui, à chaque instant, font incliner le mouvement dans le sens que l'on constate. » Par cette opération de critique objective, et proprement physique, que G. Sorel a pratiquée sur l'œuvre de Marx, il fait passer devant l'esprit une théorie allante et suivie, d'une saisissante beauté.

Plutôt que le marxisme en soi, c'est-à-dire l'œuvre écrite de Marx, G. Sorel a analysé le socialisme tel qu'il était généralement compris sous la nom de socialisme scientifique, dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Vigoureusement modelé dans la suite par Marx et Engels, ce nouveau concept était né dès 1840, prenant la place du socialisme utopique illustré par Owen, Fourier et Saint-Simon.

Le socialisme scientifique rejetait le vieil idéalisme philosophique, germe d'immobilité. Il s'appuyait sur la conception matérialiste de l'histoire ; il expliquait l'idéologie humaine et ses variations par les rapports sociaux sous l'influence du milieu, tant naturel qu'artificiel ou créé. Fortement marqué du génie marxiste, ce n'était pas pour cela une doctrine une et indivisible. Au contraire, elle comprenait un socialisme bourgeois d'origine et de tendance, et un communisme qui était proprement l'œuvre de Marx et Engels. Ce communisme lui-même était entaché d'utopie.

C'est cet ensemble mal venu que G. Sorel projette à travers le prisme. Il en reprend, à la sortie, les éléments séparés et en donne d'exactes représentations.

*

Les utopistes font appel aux sentiments de justice quand ils prônent des reconstructions de la société. Choqués par certaines situations où l'opinion publique elle-même est blessée, ils demandent avec elle des

changements aux règles juridiques pour faire disparaître les discordances visibles. On aboutit ainsi, tout en accroissant le respect des citoyens pour le droit, à consolider par voie légale, le système existant. Sous l'influence des disciples, qui abandonnent les grandes idées magistrales pour s'attacher aux détails, les constructions utopiques passent au rang de simples réformes.

Utopistes et réformateurs n'avaient pas seulement à cœur d'améliorer le sort des « classes laborieuses » ; ils espéraient en même temps donner un grand essor à la production. En cela, dit G. Sorel, ils se rapprochaient du marxisme ; mais ils en différaient en ce qu'ils croyaient devoir donner des plans pour diriger l'industrie, tandis que le marxisme croit que celle-ci se dirige très bien elle-même.

*

Un second élément apparaît lors de la décomposition du socialisme moderne ; c'est l'élément révolutionnaire. « L'idée de révolution, écrit Sorel, fut pendant très longtemps identifiée à celle d'une lutte des pauvres contre les riches. Cette lutte est aussi ancienne que le monde civilisé et elle a déchiré les cités helléniques. Il ne semble pas qu'elle se soit beaucoup modifiée au cours des temps. Elle constitue une forme rudimentaire de la lutte de classe, avec laquelle on la confond souvent. »

Cette forme rudimentaire de la lutte de classe est à détruire, à rejeter tout au moins, par tous les moyens. Elle avilit le socialisme ; elle le déforme ; elle est hors du socialisme ; et ceux qui en font encore état ne sont que de pauvres ignorants ou de vulgaires démagogues. Débarrassons-nous tout de suite de cette verrue du socialisme. « Il ne s'agit pas du tout, dit Ed. Berth, entre la bourgeoisie et le prolétariat, d'une lutte pour le partage du butin. Ce n'est pas d'une lutte entre gras et maigres, entre riches et pauvres, comme le croient tous les réformistes et tous les démocrates, qu'il est question. La bourgeoisie n'a pas à se montrer généreuse et à laisser tomber de sa table quelques miettes pour apaiser la faim d'un prolétariat de gueux et de mendiants. Il ne s'agit pas d'améliorer le sort de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre en adoucissant le droit bourgeois. Dans toutes ces conceptions, le prolétariat est toujours conçu comme un déshérité digne d'assistance et de secours ; et l'on demande à la bourgeoisie, qui reste la classe des maîtres, de se montrer douce et bonne et de pratiquer le

devoir social pour que le prolétariat puisse accepter, sans trop rechigner, sa loi souveraine. Il ne s'agit pas de tout cela... ; il s'agit de la création et de la formation d'un monde nouveau, animé d'une âme nouvelle et qui s'oppose à la civilisation bourgeoise comme le christianisme s'est opposé au monde antique. »

Les révolutionnaires de cette époque étaient connus sous le nom de blanquistes. Ce n'étaient point, comme on l'a dit, essentiellement des hommes de complot. La manière d'arriver au pouvoir leur importait peu ; ils pensaient surtout, une fois les maîtres, résoudre toutes les difficultés ; ils croyaient qu'un parti révolutionnaire, étant au pouvoir, n'avait plus qu'à agir sans rien ménager. Cette conception, qui nous surprend aujourd'hui, était possible en ce temps, où l'on faisait peu de cas des considérations économiques, devenues depuis prédominantes.

Mais G. Sorel s'étend à ce propos sur la déviation qui suit généralement la prise du pouvoir par les révolutionnaires. C'est, dit-il, un parti politique qui fait la révolution, tout au moins qui s'installe au pouvoir une fois la révolution faite. Les révoltés ont accepté la direction d'hommes qui ont d'autres intérêts que les leurs, ces hommes veulent bien leur rendre service ; mais à la condition que ces masses leur livreront l'État, objet de leur convoitise. « Ainsi l'instinct de révolte des pauvres peut servir de base à la formation d'un État populaire, composé de bourgeois qui désirent continuer la vie bourgeoise, qui maintiennent les idéologies bourgeoises, mais qui se donnent comme les mandataires du prolétariat. » A la rigueur, l'ouvrier peut devenir un petit-bourgeois, si certaines réformes aboutissent. Il est bien évident que cette agrégation du prolétariat à la bourgeoisie est à l'opposé du marxisme.

*

Le langage imagé de Marx et Engels dans le *Manifeste communiste* a pu, dit G. Sorel, « être interprété tantôt comme étant celui d'utopistes condamnant la bourgeoisie au nom de la justice éternelle, tantôt comme contenant des encouragements à la révolte des pauvres. » Le langage tenu par Marx précédemment, à la fin de la *Misère de la philosophie*, est plus révolutionnaire :

« L'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est une lutte de classe à classe, lutte qui, portée à sa plus haute expression, est une révolution totale. D'ailleurs,

faut-il s'étonner qu'une société fondée sur l'opposition des classes aboutisse à une contradiction brutale, à un choc de corps à corps comme dernier dénouement... ? A la veille de chaque remaniement général de la société, le dernier mot de la science sociale sera toujours : Le combat ou la mort ; la lutte sanguinaire ou le néant. C'est ainsi que la question est invinciblement posée. »

Arrivé à ce point de son analyse, G. Sorel observe que les partis socialistes abandonnent, par voie d'évolution naturelle, le véritable point de vue marxiste pour en arriver, en dépit des apparences, au plus pur socialisme d'État. A la suite de Bebel, qui se prononce à Berlin en 1899, ils gardent du marxisme ce qui convient à leurs desseins politiques, sans se préoccuper de rechercher, au moyen d'investigations profondes, la pensée intime du maître.

Ces investigations, G. Sorel va tout au moins les amorcer. « N'y a-t-il pas dans le marxisme autre chose que les formules que l'on cite et dont la valeur semble être de plus en plus discutable ? Ne serait-ce point une conception philosophique propre à éclairer les luttes sociales plutôt qu'un recueil de préceptes politiques ? C'est ce que nous allons examiner d'une manière sommaire, en opposant aux utopistes et aux blanquistes quelques-uns des éléments fondamentaux du marxisme. »

IX. – Le marxisme de Marx

Donc, dans le socialisme scientifique, ce socialisme moderne, G. Sorel, à la suite de Bernstein, a montré un élément idéaliste, ou utopique ; un élément réformiste, ou de paix sociale ; un élément de révolte, forme restreinte et faussement représentative de la lutte de classe. Dans le marxisme même, en tant qu'incorporé au socialisme scientifique, les mêmes éléments se retrouvent, en partie, introduits f par Marx et Engels, et davantage par les disciples.

Cet amalgame déplait à G. Sorel, esprit clair, et amoureux du marxisme parce qu'il y a discerné tout autre chose : une philosophie haute du mouvement social, et elle-même dynamique. Il fouille l'œuvre

du maître, reprend l'analyse au point où l'a laissée Bernstein, et dégage, à son tour, du prisme aux sept couleurs, ce qu'il appelle le marxisme de Marx. Suivant son mode habituel d'exposition, il reprend, pour les réfuter, les critiques adressées à Marx par des gens qui voudraient accommoder le marxisme à leur propre manière de voir.

*

On a reproché à Marx de n'avoir pas fondé une théorie de la propriété, qui eût été le complément nécessaire de sa théorie de la plus-value. Mais, dit G. Sorel, pour bâtir une théorie de la propriété, il faudrait s'appuyer sur les principes du droit moderne. Or ceux-ci sont fondés sur l'existence de la propriété privée bourgeoise. Et celle-ci se base elle-même sur une infrastructure économique qu'il s'agit précisément de détruire et de remplacer. On peut démolir la propriété privée, comme toute chose, par raison démonstrative ; mais la construction d'un droit nouveau suppose l'existence de nouveaux rapports sociaux qu'on ne peut définir qu'au moyen d'utopies ou de sophismes.

A ce compte, dit G. Sorel, « chacun de nous a le droit de fabriquer une construction qui sera aussi légitime qu'une autre, pourvu qu'elle puisse être illustrée par des exemples. L'absence de toute infrastructure économique se fait alors sentir de la manière la plus fâcheuse, parce qu'il n'y a aucun moyen de choisir d'une manière philosophique ; la méthode marxiste ne permet point de telles fantaisies... Aucune correction ne saurait être apportée au système de Marx à ce point de vue ; tout auteur qui fera une critique juridique de la propriété privée se placera en dehors du marxisme ; c'est là une constatation très décisive à faire dès le début de nos recherches ».

Cette observation de G. Sorel a une importance capitale. Peu d'esprits sont assez capables d'abstraction pour envisager le monde nouveau dans une vue d'ensemble. La plupart arrêtent leur examen sur un point particulier des modifications à apporter, et, ce point modifié selon leur vue, ils le projettent dans la vie future sans songer à modifier le cadre tout entier. Le changement partiel ne trouve pas sa place dans un ensemble qu'ils n'ont point préparé à le recevoir. Pour avoir regardé l'avenir avec les yeux du présent, ils se heurtent à des absurdités dont ils sont décontenancés. A quoi bon bâtir une théorie juridique de la propriété privée, du droit au produit intégral du travail, pour un cadre

économique futur où ces considérations risquent de n'avoir pas de place ? Et si elles en ont une, cependant, ne faudra-t-il pas l'aménager en fonction de rapports sociaux qui ne serait définis qu'à ce moment, et naturellement fort différents de ce qu'ils sont aujourd'hui, imprévisibles ?

*

Les utopistes craignaient fort que le capitalisme ne puisse continuer à mener une production devenue trop importante pour des entreprises particulières ; et c'est pour parer à l'insuffisance de ces entreprises qu'ils envisageaient la collectivisation. Le point de vue marxiste est bien différent. Marx a, au contraire, une grande confiance dans le capitalisme pour gérer la production et l'amener à satisfaire tous les besoins. Le capitalisme, en effet, a résolu des problèmes pour lesquels les utopistes proposaient des solutions vaines. Il a créé les conditions qui permettront le passage à une forme sociale nouvelle. « Il n'y a pas, dit G. Sorel, à demander à des réformateurs d'inventer de nouveaux appareils scientifiques, ni d'apprendre aux hommes comment il faut s'en servir pour obtenir le plus grand produit ; le capitalisme résout tous les jours par tâtonnements et progressivement, ce problème. Marx, en découvrant cette génération des conditions de la société nouvelle, a rendu tout l'utopisme inutile et même quelque peu ridicule ».

Toutefois, Marx a beaucoup insisté sur la nécessité, pour le capitalisme, s'il voulait acquérir tous ses moyens d'action, de passer de la forme financière à la forme industrielle. C'est à cette condition que le capitalisme constitue la forme pleinement développée de la société bourgeoise. Un capitalisme industriel a été longtemps subordonné à un capitalisme financier ; il en était ainsi au temps des utopistes, et sous Louis-Philippe. Des hommes d'argent, au lieu de techniciens, dirigeaient les entreprises ; et l'on comprend l'émoi des utopistes. Mais, dit Sorel, « le problème qui avait le plus préoccupé les utopistes se trouve résolu par le capitalisme contemporain ; s'il y a encore des exceptions, c'est que partout le régime industriel n'a pas complètement triomphé, et que la finance exerce encore sa mauvaise influence sur un certain nombre d'affaires ».

Il y aurait beaucoup à dire, aujourd'hui, à ce sujet. La lutte entre le capitalisme industriel et le capitalisme financier se poursuit ; les banques d'affaires exercent toujours leur influence néfaste ; et les deux

ordres de capitalismes sont à même de s'entendre éventuellement contre le prolétariat. Il se peut aussi qu'elles sombrent toutes deux ensemble dans quelque chaos révolutionnaire.

Les utopistes s'ingénient vainement à répartir équitablement les richesses entre les membres de la société. Le capitalisme y parvient à sa manière, dans la mesure qui lui est profitable, en recherchant empiriquement un équilibre des prix. Et par un jeu de salaires où il tient compte des inégalités dans le travail, il résout, à sa manière et à son profit encore, le problème de l'égalité des travailleurs.

A cet endroit de son analyse, G. Sorel présente, d'après Marx, J. Guesde et G. Deville, d'autres solutions de la répartition des richesses, du travail et des salaires. Elles sont d'un intérêt secondaire. Pour lui, l'essentiel est de montrer que c'est par un mécanisme emprunté à l'ère capitaliste que le socialisme compte régler la répartition ; que le marxisme est, sur ce point, fort éloigné de l'utopisme ; et que celui-ci n'admettant pas la lutte de classe, on ne saurait, « sans s'exposer à commettre de très grandes erreurs, mêler au marxisme les conceptions des anciens socialistes ».

*

Quant au blanquisme, ce n'est, au fond, dit G. Sorel, « que la révolte des pauvres conduite par un état-major révolutionnaire. Une telle révolte peut appartenir à n'importe quelle époque ; elle est indépendante du régime de la production. Marx considère, au contraire, une révolution faite par un prolétariat de producteurs qui ont acquis la capacité économique, l'intelligence du travail et le sens juridique sous l'influence même des conditions de la production. Dans le tableau schématique qu'on trouve à l'avant-dernier chapitre du premier volume du Capital, il est dit que la classe des travailleurs a été ainsi disciplinée, unie et organisée. Je crois que Marx décrit ici un processus vers la raison : de la discipline, on marche vers l'organisation, c'est-à-dire vers une constitution juridique. Sans quelque constitution juridique, on ne saurait même dire qu'il y ait une classe pleinement développée ».

Ni le renoncement philanthropique des adeptes du devoir social, ni une jacquerie quelconque, n'ont quoi que ce soit de commun avec le marxisme vrai. Marx fut un grand révolutionnaire ; mais pas au sens de l'insurrection sauvage, conséquence de la révolte aveugle. Il voulait un

grand changement juridique, une révolution sociale raisonnée. « C'est, dit G. Sorel en ce sens, sur le progrès technologique, sur la science et sur le droit, que se constitue la société nouvelle ». G. Sorel ajoutera, pour son compte : et sur la morale.

Marx voyait l'avenir sous la forme d'un prodigieux développement industriel. C'est de cette vue, juste et féconde, que partent aujourd'hui, avec les dirigeants soviétiques, les partisans du régime de l'abondance.

Le philosophe marxiste fait ici une remarque que l'on ne devra pas perdre de vue. Quand Marx avait à donner des indications sur les moyens à utiliser par le prolétariat pour acquérir la maturité nécessaire, il se bornait généralement à des formules vagues et symboliques. Il se montrait, comme homme pratique, plus retardataire que comme philosophe. « Il subissait, comme presque tous ses contemporains, l'influence des modèles laissés par la Révolution, alors que sa doctrine économique aurait dû le conduire à reconnaître l'extrême différence qui existait entre les deux époques ». Nos contemporains à nous, se laissent encore aller, comme Marx au dire de G. Sorel, à une assimilation trompeuse. Une révolution actuelle peut ressembler à une révolution passée du point de vue politique ; elle ne peut pas lui être comparée du point de vue économique, qui est le point de vue essentiel. Cette confusion persistante du politique et de l'économique ne contribue pas peu aux difficultés actuelles.

G. Sorel, parfois si difficile à suivre sur, le terrain des spéculations de l'esprit, s'exprime en formules saisissantes sur la doctrine marxiste, quand il l'a dégagée dans sa pureté. « Le marxisme diffère notamment du blanquisme en ce qu'il écarte la notion du parti, qui était capitale dans la conception des révolutionnaires classiques, pour revenir à la notion de classe. Mais nous n'avons plus la notion vague et vulgaire de la classe du sociologue, considérée comme un amoncellement de gens de même condition ; nous avons une société de producteurs, qui ont acquis les idées qui conviennent à leur état et qui se regardent comme ayant une unité tout à fait analogue aux unités nationales. Il ne s'agit plus de conduire le peuple, mais d'amener les producteurs à penser par eux-mêmes, sans le secours d'une tradition bourgeoise. »

*

Toujours mettant en opposition le socialisme moderne avec le

marxisme de Marx, G. Sorel montre pourquoi les socialistes entendent conserver un État que le marxisme voue à la disparition.

Voici comment s'exprime Engels : « A un certain degré du développement économique, qui était nécessairement lié à la scission de la société en classes, cette scission fit de l'État une nécessité. Nous nous rapprochons à grands pas d'un degré de développement de la production où, non seulement l'existence de ces classes a cessé d'être une nécessité, mais où elle devient un obstacle positif à la production. Les classes disparaîtront aussi fatalement qu'elles ont surgi. Et avec elles s'écroulera inévitablement l'État. La société qui organisera la production sur les bases d'une association libre et égalitaire des producteurs, transportera toute la machine de l'État. là où sera dès lors sa place : dans le musée des antiquités. »

Ce sont les partis politiques qui soutiennent l'État. et le font survivre à sa destinée. « Le parti a pour objet, dit G. Sorel, dans tous les pays et dans tous les temps, de conquérir l'État. et de l'utiliser au mieux des intérêts du parti et de ses alliés. Jusqu'à ces dernières années, les marxistes enseignaient qu'ils voulaient supprimer l'État... Les choses ont naturellement changé d'aspect lorsque les succès électoraux ont conduit les chefs socialistes à trouver que la possession du pouvoir offre de grands avantages... C'est l'esprit d'État qui a repris sa place dans le marxisme, par suite d'une raison purement matérielle : l'organisation des ouvriers socialistes en parti politique. »

C'est que l'État. moderne « est un corps d'Intellectuels qui est investi de privilèges et qui possède des moyens dits politiques pour se défendre contre les attaques que lui livrent d'autres groupes d'Intellectuels avides de posséder les profits des emplois publics. Les partis se constituent pour faire la conquête de ces emplois et ils sont analogues à l'État. On pourrait donc préciser la thèse que Marx a posée dans le *Manifeste communiste* : — Tous les mouvements sociaux jusqu'ici ont été accomplis par des minorités ou au profit de minorités. — Nous dirions que toutes nos crises politiques consistent dans le remplacement d'Intellectuels par d'autres Intellectuels. Elles ont donc toujours pour résultat de maintenir l'État. et par fois même de le renforcer, en augmentant le nombre des co-intéressés.

« Marx opposait la révolution prolétarienne à toutes

celles dont l'histoire garde le souvenir. Il concevait cette révolution future comme devant faire disparaître toute la superstructure des couches qui forme la société officielle. Un tel phénomène comporte la disparition des forteresses des Intellectuels, qui sont l'État. et ses partis politiques. Dans la conception marxiste, la révolution est faite par les producteurs qui, habitués au régime de l'atelier de grande industrie, réduisent les Intellectuels à n'être plus que des commis accomplissant des besognes aussi peu nombreuses que possible. Tout le monde sait, en effet, qu'une affaire est regardée comme d'autant mieux conduite qu'elle a un plus faible personnel administratif. »

Marx réprouvait durement le blanquisme et ses états-majors bourgeois. Il dénonçait la formation d'une association politique si fortement autoritaire qu'on pouvait la croire inspirée de l'esprit bonapartiste ; ayant à sa tête des initiateurs bourgeois, recrutés parmi les masses privilégiées ; un état-major de bourgeois révolutionnaires travaillant sur les idées, disant au peuple ce qu'il doit penser, tandis que l'armée populaire demeure la « chair à canon ». Faisant allusion à l'organisation du socialisme italien, en 1872, il s'écriait : « Toutes les prétendues sections de l'Internationale italienne sont conduites par des avocats sans cause, des médecins sans malades et sans science, des étudiants de billard, des commis-voyageurs et autres employés de commerce, et principalement des journalistes de la petite presse... C'est en s'emparant de tous les postes officiels des sections que l'Alliance parvint à forcer les ouvriers italiens, pour entrer en communication entre eux et avec les autres conseils de l'Internationale, de passer par les mains des déclassés alliancistes qui, dans l'Internationale, retrouvaient une carrière et une issue. »

Les producteurs ne peuvent prétendre à l'émancipation en se mettant sous la tutelle des politiciens vulgaires. Marx ne pouvait admettre, à aucun prix, la déviation politique du mouvement révolutionnaire prolétarien. Tandis que Bernstein estimait que ce mouvement devait tenir compte des nécessités de la vie politique dans nos pays modernes, Marx se refusait avec une entière intransigeance à cet opportunisme, G. Sorel explique cette attitude par le caractère mythique qu'avait la révolution marxiste. Le maître, dit-il, a toujours décrit la révolution

sous une forme mythique ; il parle d'un bouleversement idéal, qu'il exprime en images, et non pas d'un changement à diriger selon les circonstances.

« L'avant-dernier chapitre du premier volume du *Capital*, écrit G. Sorel, ne peut laisser aucun doute sur la théorie de Marx. Celui-ci représente la tendance générale du capitalisme au moyen de formules qui seraient, très souvent, fort contestables, si on les appliquait à la lettre aux phénomènes du temps et, à plus fortes raisons aux phénomènes actuels. On pourrait dire et on a dit que les espérances révolutionnaires marxistes étaient vaines puisque les traits de ce tableau avaient perdu de leur réalité. On a versé infiniment d'encre à propos de cette catastrophe finale qui devait éclater à la suite d'une révolte des travailleurs. Il ne faut pas prendre ce texte à la lettre ; nous sommes en présence de ce que j'ai appelé un mythe social ; nous avons une esquisse fortement colorée qui donne une idée très claire du changement, mais dont aucun détail ne saurait être discuté comme un fait historique prévisible.

« On m'a objecté que Marx ne semble avoir jamais soupçonné qu'il employât des images mythiques. C'est qu'il était fort passionné et que maintes fois, la passion l'a empêché de reconnaître des réalités très claires. Les hommes d'action perdraient d'ailleurs toutes leurs forces d'initiative s'ils raisonnaient avec la rigueur d'un historien critique. »

Enfin, G. Sorel conclut :

« L'analyse précédente nous conduit à reconnaître que le marxisme ne saurait se transformer comme le pensait Bernstein : on ne pourrait le concilier avec un projet de l'organisation industrielle et politique, non plus qu'avec une doctrine sur la justice, permettant de juger les chefs d'ateliers et d'États. Tout entier confiné dans une

préparation du prolétariat révolutionnaire, il n'est pas apte à raisonner sur les maîtres de la société, dont les utopistes ne cessaient de s'occuper. On devrait dire de lui qu'il est une philosophie des bras et non une philosophie des têtes, car il n'a qu'une seule chose en vue : amener la classe ouvrière à comprendre que tout son avenir dépend de la notion de lutte de classe ; l'engager dans une voie où elle trouve les moyens, en s'organisant pour la lutte, de se mettre en état de se passer de maîtres ; lui persuader qu'elle ne doit point prendre d'exemples dans la bourgeoisie. D'autre part, le marxisme ne saurait se confondre avec des partis politiques, si révolutionnaires fussent-ils, parce que ceux-ci sont obligés de fonctionner comme les partis bourgeois, modifiant leur attitude suivant les besoins qu'imposent les circonstances électorales et faisant, au besoin, des compromis avec d'autres groupes qui ont des clientèles électorales analogues, — alors qu'il demeure invariablement attaché à la considération d'une révolution absolue. »

X. – Du marxisme au syndicalisme

A quoi bon le marxisme ?

Tel que l'ont déformé, énervé, déshonoré nombre de socialistes, à rien.

Mais tel qu'il se dégage de l'analyse, tel qu'on le tire du creuset où la flamme l'a épuré, il est un enseignement puissant pour le prolétariat.

C'est ce que la nouvelle école marxiste, avec G. Sorel, avait compris. « On aurait pu penser, il y a quelques années — ceci est écrit en 1907 — que les temps du marxisme étaient passés et qu'il devait prendre rang, comme beaucoup d'autres doctrines philosophiques, dans la nécropole des dieux morts. Seul, un accident historique pouvait lui

rendre la vie. Il fallait pour cela que le prolétariat s'organisât avec des intentions nettement révolutionnaires, c'est-à-dire en se tenant complètement en dehors de la bourgeoisie.

« L'un des propagandistes du syndicalisme révolutionnaire et anti-politicien fut F. Pelloutier... Il avait un sens très net de la nécessité qui s'impose de fonder le socialisme actuel sur une absolue séparation des classes et sur l'abandon de toute espérance d'une rénovation politique... Il conviait, en 1900, tous les gens qui ne voulaient pas s'enrégimenter dans le « parti » à poursuivre plus méthodiquement et plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres. Il faut, disait-il, prouver expérimentalement à la foule ouvrière, au sein de ses propres institutions, qu'un gouvernement de soi par soi-même est possible, et aussi l'armer, en l'instruisant de la nécessité de la révolution, contre les suggestions énervantes du capitalisme. »

C'était bien là une tendance marxiste. Le dessein de F. Pelloutier paraissait réalisable. « Il faut avoir connu, disait Marx, le zèle, la soif de savoir, l'énergie morale et l'effort persévérant vers le progrès de l'ouvrier français et anglais pour se faire une idée de la noblesse humaine de ce mouvement... Les syndicats ont inconsciemment formé des foyers d'organisation pour la classe ouvrière, comme les municipalités et communes du moyen-âge le firent pour la bourgeoisie. Si les syndicats, comme moyens d'éliminer la concurrence entre les ouvriers, sont indispensables dans les luttes quotidiennes du capital et du travail, non moins importante est leur seconde fonction : représenter la force organisée qui doit détruire le système même du salariat et renverser la domination du capital. »

Mais le syndicalisme prolétarien doit s'appartenir à lui-même et se garder jalousement de toute ingérence étrangère, surtout politique. « Les syndicats, s'ils veulent remplir leur mission, ne doivent en aucun cas servir d'appendice à aucun parti politique. Les syndicats forment l'école du socialisme. S'ils ne restent pas indépendants des partis politiques, c'en est fait d'eux. Dans les syndicats, les ouvriers luttent

contre le capital et deviennent, par suite, socialistes. Tous les partis politiques, quelle que soit leur direction, ne communiquent d'enthousiasme à la classe ouvrière que pour un temps, tandis que les syndicats créent dans la masse ouvrière des liens puissants et durables. Les syndicats seuls peuvent former le véritable parti ouvrier et opposer la force ouvrière à la puissance du capital. »

Proudhon pensait de même : « Que la classe ouvrière, s'écriait-il, si elle se prend au sérieux, si elle poursuit autre chose qu'une fantaisie, se le tienne pour dit : il faut avant tout qu'elle sorte de tutelle et que, sans se préoccuper davantage de ministère ni d'opposition, elle agisse désormais et exclusivement par elle-même et pour elle-même. Être une puissance ou rien, telle est l'alternative. »

« Le syndicalisme révolutionnaire, dit Ed. Berth, tout en voulant instaurer une nouvelle discipline sociale, sous la forme syndicale, est pénétré en même temps, de par ses origines anarchistes, d'un esprit de liberté rebelle à tout despotisme collectif. » Voici comment Pelloutier exprimait ce sentiment : « Purs de toute ambition, prodigues de nos forces, prêts à payer de nos personnes sur tous les champs de bataille et, après avoir rossé la police et bafoué l'armée, reprenant, impassibles, la besogne syndicale, obscure mais féconde... Proscrits du Parti parce que non moins révolutionnaires que Vaillant et que Guesde, aussi résolument partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et de la dictature, y compris celle du prolétariat, et les amants passionnés de la culture de soi-même. »

Cet enthousiasme farouche, et nécessaire, étant celui des apôtres, on peut se demander dans quelle mesure il entraîne la foule, et faire des réserves sur le triomphe escompté de la révolution prolétarienne. B. Croce, marxiste éclairé, a pu déclarer, au début du présent siècle, que le socialisme était mort. Il voyait dans Marx l'évocat d'une épopée

magnifique qui avait soulevé l'enthousiasme des cœurs ardents pour la liberté. Beaucoup de jeunes gens avaient cru rencontrer un prolétariat héroïque, créateur d'un nouveau système de valeurs, et appelé à fonder, sur les ruines du capitalisme, la civilisation des producteurs. Or, constatait B. Croce, ce prolétariat n'existe pas. Il voyait l'ouvrier allemand, par exemple, s'assagir, s'enrôler dans les troupes de la démocratie, et, au lieu de tout sacrifier à l'idée de la lutte de classe, s'occuper, avec les bourgeois, sur le plan national, des intérêts généraux de son pays. Il disait : « Le syndicalisme était une nouvelle forme du grand rêve de Marx, qui fut une seconde fois rêvé par Georges Sorel... Le socialisme avait trouvé son dernier refuge dans le syndicalisme ; sous cette forme même, il est mort. »

Qui sait ?

Une fois lancé le mouvement révolutionnaire, sa marche ne peut être déterminée d'avance. « Tout en lui est imprévisible », dit G. Sorel.

Des déviations se produiront certainement. Elles sembleront tout remettre en question ; on croira perdu ce qui semblait acquis ; mais il ne faut pas désespérer. « Lorsque le découragement vient pour nous surprendre, rappelons-nous l'histoire de l'Église, histoire étonnante qui déroute tous les raisonnements des politiques, des érudits et des philosophes... Maintes fois, les gens les plus réfléchis ont pu dire que la disparition n'était plus qu'une question de quelques années. Et cependant les agonies apparentes étaient suivies de rajeunissement.

« Les apologistes du catholicisme ont été si frappés de l'incohérence que présente cette histoire, qu'ils ont prétendu qu'on ne saurait l'expliquer sans faire intervenir les desseins mystérieux de la Providence. Je vois les choses sous un aspect plus simple ; je vois que l'Église s'est sauvée malgré les fautes des chefs, grâce à des organisations spontanées. A chaque rajeunissement se sont constitués de nouveaux ordres religieux qui ont soutenu l'édifice en ruines et même l'ont relevé. Ce rôle des moines n'est pas sans analogie avec celui des syndicats révolutionnaires qui sauvent le socialisme. Les déviations vers le trade-unionisme, qui sont la menace toujours

redoutable pour le socialisme, rappellent ces relâchements des règles monastiques qui finissent par faire disparaître la séparation que les fondateurs avaient voulu établir entre leurs disciples et le monde.

« La prodigieuse expérience que nous offre l'histoire de l'Église est bien de nature à encourager ceux qui fondent de grandes espérances sur le syndicalisme révolutionnaire et qui conseillent aux ouvriers de ne rechercher aucune alliance savamment politique avec les partis bourgeois ; car l'Église a plus profité des efforts qui tendaient à la séparer du monde que des alliances conclues avec les papes et les princes. »

XI. – *Démocratie et prolétariat*

G. Sorel a critiqué très durement la démocratie. De là à lui faire dire qu'il avait adopté leurs propres vues, qu'il était passé dans leur camp et que sa doctrine sur ce point avait directement inspiré leur idole Mussolini, il n'y eut qu'un pas à faire pour les hommes de droite, beaucoup plus préoccupés de politique que de philosophie historique, et de recruter un adhérent illustre que de servir la vérité.

La distance est beaucoup plus grande. G. Sorel a dépouillé la démocratie de ses attributs mensongers, de certains de ses oripeaux, et mis au clair à chaque instant la néfaste influence de la démagogie des hommes politiques, de l'égoïsme des bourgeois, et de la ploutocratie financière. Ses critiques sont fondées ; elles sont reprises aujourd'hui avec une force nouvelle par des hommes dont l'esprit démocratique ne fait aucun doute, et qui voudraient voir épurer la démocratie comme le voulait G. Sorel lui-même et comme il avait épuré le marxisme. Quant au gouvernement du peuple par lui-même, fondement de la démocratie, c'est aussi le fondement du marxisme, le peuple étant considéré comme l'ensemble des producteurs. G. Sorel, marxiste averti, rêvait, comme Marx, non pas de la disparition de la démocratie ; mais de l'avènement d'une forme sociale populaire fondée sur les exigences du matérialisme historique et dont le nom générique, au surplus, importait peu.

Ce qu'il reprochait le plus aux démocrates de la politique, de la finance et même du prolétariat, c'était leur esprit conservateur. Il voulait une orientation neuve de la pensée ; et sa sympathie allait dès l'abord à ceux qui manifestaient l'intention de créer un courant nouveau. Il les abandonnait, une fois reconnu qu'ils avaient l'esprit aussi vieux que les autres.

Il voulait le renouveau de l'esprit libre selon Hegel : art, religion, philosophie. Mais pas plus que l'héritage matériel du capitalisme, l'héritage spiritualiste de l'histoire ne devait être nié ni rejeté. Il reprochait à la démocratie de poursuivre, dans tous les pays, la ruine des forces qui maintiennent encore un peu vivaces les traditions nationales ; mais il ne s'agissait nullement pour lui de sauvegarder le nationalisme étroit à l'usage exclusif des « bons Français. »

Il écrivait encore, en 1920, à propos du prétendu nationalisme de Proudhon :

« Le chauvinisme est bien autrement redoutable aujourd'hui qu'il ne l'était il y a soixante ans et, d'autre part, nos contemporains sont bien moins capables de penser que ne l'étaient ceux de Proudhon. Mais la conscience des ouvriers organisés, qui s'orientent de plus en plus vers le bolchevisme, peut opposer une digue efficace au torrent des idioties qui ont déjà englouti le peu de bon sens dont jouissait encore la bourgeoisie française. »

Il n'admettait pas qu'on enseignât aux masses, en dépit de la vérité historique, cette sorte de fatalisme du progrès qui, réduisant au mensonge et au ridicule l'action des anciennes « autorités sociales », amènerait une ère nouvelle de liberté entière, débarrassée des contraintes autrefois subies. Il abominait les sophistes du scientisme historique affirmant « qu'une force irrésistible entraîne le monde moderne vers l'égalité. » Ce qu'il combattait dans la démocratie, c'était le mensonge dont les faux esprits l'habillaient, faisant croire à la plèbe que l'égalité sortirait nécessairement du régime, que l'égalité était l'aboutissement fatal de la démocratie. Une telle croyance entraîne les masses à l'immobilité et à la soumission, ce que veulent précisément

les dirigeants. « Dans les pays de démocratie avancée, écrivait-il, on observe dans la plèbe un profond sentiment du devoir d'obéissance passive, un emploi superstitieux de mots fétiches, une foi aveugle dans les promesses égalitaires. La démocratie française ayant toujours le désir de propager ses « bienfaits » les armes à la main, on peut la comparer à un nouvel Islam. » Que le peuple soit poussé à de tels sentiments et exploité ensuite jusqu'à sa propre destruction, cela se voit en effet en régime démocratique comme en tout autre régime. Mais ce n'est pas le fait de la démocratie ; c'est le fait de ceux qui l'exploitent : G. Sorel les appelle démagogues, sycophantes et pirates de la spéculation.

Il n'épargne pas Marx et Engels quand il les voit jouer le rôle d'utopistes : « Marx et Engels avaient introduit les prévisions que leur suggérait leur imagination dans des formules hégéliennes de manière à obtenir un « monstre » capable de fasciner les gens aventureux qui se hasarrent à naviguer dans les régions de la Thulé sociale... En se donnant pour le disciple d'un maître que l'on comparait souvent à l'énigmatique Héraclite, l'auteur du *Capital* s'assurait les immenses avantages que procure une exposition obscure à un philosophe qui a réussi à se faire passer pour profond. » Ce style n'est certes pas du meilleur Sorel ; mais il dégage l'opposition formelle qui dressait cet honnête homme contre l'utopie, la fausse science ou le mensonge. G. Sorel n'entrait point pour cela dans le camp des adversaires de sa propre doctrine.

La fausse science, ce qu'il appelle avec quelque mépris le scientisme, est issue d'un certain rationalisme, trop abstrait, trop universaliste, trop unitaire, éloigné des faits, que les armées de la Révolution et de l'Empire distribuèrent généreusement en Europe à la pointe des baïonnettes et qui n'a pas abdiqué, ainsi qu'il est trop facile de le constater en parcourant la littérature scientifique et philosophique qui a porté aux honneurs et à la célébrité tant d'auteurs superficiels et trop peu soucieux de retrouver, par le labeur et la réflexion, les vraies sources de la science, de l'histoire ou de la métaphysique. G. Sorel discernait en même temps leur pauvreté d'esprit et leur malfaisance tapageuse. Aussi ne peut-on s'étonner de lui voir observer « que le rationalisme brille d'un vif éclat dans les sociétés de libre-pensée, dans les comités démocratiques et dans les cénacles de lettrés qui cherchent

de belles phrases faute d'avoir des idées. Dans le plus grand nombre de cas, le rationalisme est loin d'être aujourd'hui un signe de virilité intellectuelle. »

C'était surtout ce défaut de force et d'ardeur, cette décadence de l'esprit, dont il était désolé, et dont il faisait grief à la classe dirigeante de la démocratie. Il lui reproche de préférer les institutions sociales capables de s'ordonner comme un beau roman, d'entrer dans le cadre de l'esprit scolaire ; et d'adorer des théories abstraites appuyées sur des considérations touchant le beau, le vrai et le juste, objets d'un culte superstitieux. C'est, au surplus, ce genre d'abstractions que, dans le jargon contemporain, on appelle les « idées saines ». Les gens qui, le plus ordinairement, les soutiennent, ne sont pas essentiellement imbus de sentiments démocratiques. Ce ne sont pas non plus de vrais rationalistes.

G. Sorel écrit qu'il est dans la nature du rationalisme d'éliminer, autant qu'il peut le faire, les puissances psychologiques qu'il rencontre sur son chemin. Nous dirons que, compris comme le comprend G. Sorel, le rationalisme tue l'émotion. On arrive par là à éliminer, dans les phénomènes de l'histoire, la part de mystique plébéienne qui se trouve si souvent à la base et qui joue le rôle de catalyseur dans la suite des événements.

La démocratie aux mains des ploutocrates et des politiciens tarés, est aussi peu révolutionnaire que possible. La faire passer pour la transition nécessaire et suffisante entre la société aristocratique de l'Ancien Régime et le socialisme était, aux regards de G. Sorel, un mensonge et un danger. Marx croyait que l'ouvrier en régime démocratique, n'ayant plus à se préoccuper de royauté ni d'aristocratie, porterait librement son attention sur la notion de lutte de classe et l'entendrait mieux. G. Sorel, au contraire, prétend que la démocratie peut travailler efficacement à empêcher le progrès du socialisme, en orientant la pensée ouvrière vers un trade-unionisme protégé par le gouvernement. C'est une vue que la politique actuelle des gouvernements confirme pleinement ; mais nos gouvernements ne sont point démocratiques ; ils tendent à instituer ou à renforcer une autorité opposée au prolétariat.

Il constatait avec regret que « le socialisme devient de plus en plus en France un mouvement ouvrier dans une démocratie. » Il ne lui

paraissait « pas impossible que le socialisme disparût par un renforcement de la démocratie, si le syndicalisme révolutionnaire n'était là pour s'opposer à la paix sociale. » Mais il se reconfortait en estimant que « l'instinct de guerre des syndicalistes s'était renforcé dans la même proportion que la bourgeoisie avait fait des concessions en vue de la paix. »

G. Sorel croit que la démocratie ne comporte point d'organisation, au sens scientifique du terme, attendu qu'elle est seulement dirigée par des instincts de destruction. Là encore, il oppose à l'impuissance et au génie destructeur des maîtres actuels du monde, le génie des producteurs qui doivent construire la société nouvelle. Il ne veut pas que l'on réforme la démocratie ; il entend qu'on la remplace. La bourgeoisie capitaliste n'a-t-elle pas compris que G. Sorel entend ce remplacement au profit total du prolétariat, en vue des constructions nouvelles ?

Ce qu'il vise constamment, dans sa critique de la démocratie, ce sont « les classes éclairées ». Et il les poursuit d'un trait acéré à travers l'histoire, jusqu'au temps d'Aristote, lui-même fort bourgeois. Après quoi, il nous renvoie, pour examen plus approfondi, à Proudhon, ce prolétaire-né.

En véritable marxiste, G. Sorel voit le mouvement social fonction des contradictions idéologiques. L'idéal de la bourgeoisie s'oppose à l'idéal du prolétariat. L'opposition est formelle. L'alliance ni la fusion ne sont possibles ni désirables entre la bourgeoisie et le prolétariat. Or, la démocratie, à ses yeux, c'est un régime aux mains de la bourgeoisie capitaliste. Elle s'oppose donc au prolétariat et celui-ci renonce à lui-même s'il se rend aux avances de la bourgeoisie, tombe dans ses pièges et fusionne avec elle.

G. Sorel, en 1918, considérait que la victoire de l'Entente avait été un triomphe pour la ploutocratie démagogique. Il craignait que celle-ci tournât ses forces contre les bolchevistes. « Mais, ajoutait-il, que gagneront les ploutocraties à l'extermination des révolutionnaires russes ? Est-ce que le sang des martyrs ne serait pas fécond, une fois de plus ? Il ne faut pas oublier que sans les massacres de juin 1848 et de mai 1871, le socialisme aurait eu bien de la peine à faire accepter en

France le principe de la lutte de classe. La sanglante leçon de choses qui se produira en Russie fera sentir à tous les ouvriers qu'il y a une contradiction entre la démocratie et la mission du prolétariat. L'idée de constituer un gouvernement de producteurs ne périra pas. »

On ne saurait être plus clair. Ce que G. Sorel réproue dans la démocratie, c'est ce qui s'oppose au prolétariat révolutionnaire. On ne peut comprendre ce qu'il dit de la démocratie si on ne la met pas, comme lui, en constante opposition avec le prolétariat, vers qui vont toutes ses préférences et toutes ses espérances.

Cette opposition du prolétaire au bourgeois, il la projette en un cri qui part de son cœur, le jour où il répond à ce journaliste suisse, qui l'accusait d'avoir inspiré Lénine : « Maudites soient les démocraties ploutocratiques qui affament la Russie. Je ne suis qu'un vieillard dont l'existence est à la merci de minimes accidents ; mais puissé-je, avant de descendre dans la tombe, voir humilier les orgueilleuses démocraties bourgeoises, aujourd'hui cyniquement triomphantes. »

XII. – *Le mirage de l'unité*

Parmi les illusions que l'humanité entretient, souvent à son détriment, une des plus tenaces est celle de l'unité. On veut que toute idée, toute opinion, tout acte soit orienté dans un sens unique imposé par une volonté supérieure. Cette volonté est de l'ordre politique, scientifique ou philosophique, mais elle doit être obéie comme un véritable dogme et au nom de l'intérêt général.

Pour regrettable que soit cette erreur aux regards des hommes qui vont au fond des choses, elle s'explique précisément par le caractère superficiel de l'opinion commune. L'unité séduit par sa simplicité, par la facilité qu'on éprouve à la saisir, tandis que la complexité réelle des choses est rebutante à quiconque n'est pas, par tempérament, passionné de vérité.

« Le public, dit G. Sorel, plus éclairé que studieux, ne déteste rien tant que des travaux capables de déranger sa quiétude habituelle. Il aime à lire et à s'instruire, mais à la

condition que cela ne cause pas une grande fatigue. Il demande à ses auteurs de lui apporter des distinctions précises, des formules d'une application facile, des exposés d'une clarté au moins apparente. Peu lui importe que ces qualités cartésiennes ne se rencontrent que dans des travaux tout à fait superficiels ; il se contentera de cette superficialité en raison de ces qualités cartésiennes. »

Cette facilité donnée à l'esprit se trouve doublée si l'accord des jugements se fait sur une opinion. La majorité des gens ne comprend réellement pas que l'unanimité ne puisse se faire sur un principe clairement présenté dont l'acceptation délivrerait le monde de tout effort de critique.

En fait, l'investigation approfondie révèle, au contraire, une extrême complexité dans les choses, des contradictions fréquentes qu'un simple accord d'opinion ne saurait dénouer, et souvent même un mystère qui, pour n'être pas indéfiniment impénétrable, exige au moins le respect du chercheur tant qu'il n'est pas écarté.

L'unité sociale n'a jamais existé. La société humaine est hétérogène ; elle le restera sans doute ; et Marx pouvait affirmer que les idées dominantes d'un temps n'ont jamais été que les idées de la classe dominante. Celle-ci entend les imposer aux autres classes au nom du dogme de l'unité.

« La démocratie, dit G. Sorel, a horreur des conceptions marxistes parce qu'elle recherche toujours l'unité... On peut même dire qu'elle a perfectionné la théorie unitaire. Jadis, on supposait que, dans une monarchie parfaitement réglée, aucune voix discordante n'avait le droit de s'élever contre le prince ; maintenant on affirme que chaque citoyen a voulu, au moins d'une manière indirecte, tout ce qui lui est commandé ; c'est ainsi que les actes du gouvernement reflètent la volonté générale à laquelle chacun de nous est censé participer. » On suppose que les pensées des hommes sont légitimement subordonnées aux idées émises par des personnages éclairés et désintéressés qui n'obéissent qu'à la raison. Il se crée ainsi une opinion

abstraite, mais dominante et empreinte de souveraineté, qui efface, dans l'histoire des hommes, les causes réelles des faits, lesquelles causes existent au sein des classes sociales. C'est là qu'il faut retrouver, par un travail difficile, les ressorts cachés de l'histoire. « C'est surtout pour les temps démocratiques que l'on peut dire que l'humanité est gouvernée par le pouvoir magique de grands mots, plutôt que par des idées ; par des formules, plutôt que par des raisons ; par des dogmes dont nul ne songe à rechercher l'origine, plutôt que par des doctrines fondées sur l'observation. »

Ces grands mots, ces formules et ces dogmes sont érigés devant l'esprit public par des hommes habiles dans l'art d'embrouiller les questions, grâce à un langage captieux, à une souple sophistique, à un appareil de déclamations scientifiques, à qui la bourgeoisie, dont ils servent et entretiennent les illusions, voue un culte qu'elle entend imposer à tout le corps social. Le respect pour ces « saints laïques » n'est qu'une superstition bonne à déraciner. Pascal avait pour Descartes quelque mépris ; il le considérait comme « inutile et incertain », parce que ses conceptions ont un caractère superficiel, plus approprié à la conversation des salons qu'à la science. Bossuet répudiait Malebranche, qu'il accusait de n'écouter que des flatteurs, des gens qui se pâmaient devant ses belles expressions, au lieu de pénétrer le fond de la théologie. Et Malebranche, en effet, disait : « Pour atteindre la vérité, il suffit de se rendre attentif aux idées claires que chacun trouve en soi-même ». Une telle méthode de travail, si propre à entretenir les pires erreurs, est plus que jamais en honneur dans la classe dirigeante qui, sur toute chose, trouve en elle-même et sans chercher plus avant, le prétendu « bon sens » propre à résoudre victorieusement les questions les plus difficiles.

Le dogme de l'unité est une de ces conceptions de prétendu bon sens les plus contraires à la réalité des choses. De grands esprits s'y sont laissé prendre, au moins une fois ; témoin Proudhon, au dire de G. Sorel. Proudhon discernait dans les nations modernes : une multitude pauvre et ignorante que sa misère sollicite sans cesse au crime ; une classe moyenne composée de laboureurs, d'artisans, de marchands ; et une élite formée de magistrats, de fonctionnaires, de

professeurs, d'écrivains, d'artistes. Ce sont là des éléments sociaux fort hétérogènes, qu'il prétendait cependant assembler dans une même idéologie. « Demandez, dit-il, à ces intérêts divers, à ces instincts demi-barbares, à ces habitudes tenaces, à ces aspirations si hautes, leur pensée intime ; classez tous les vœux suivant la progression naturelle des groupes ; puis vous en dégagerez une formule d'ensemble, qui, embrassant les termes contraires, exprimant la tendance générale et n'étant la volonté de personne, sera le contrat social, sera la loi ».

On ne peut exprimer de contradictions plus absolues et proposer ensuite pour les résoudre un procédé unitaire plus assuré de l'échec. Proudhon, dominé par le double sentiment de l'éthique et de l'esthétique, a eu une sorte de souci de ne pas reconnaître la lutte de classe, bien qu'il en eût discerné les éléments très clairement. Les oppositions sont trop fortes, trop nettes et trop renouvelées, pour se fondre dans un contrat social qui, n'étant la volonté de personne, ne satisferait non plus personne. Les législateurs ont vainement tenté de le dresser ; il a été déchiré d'époque en époque par les oppositions, les révolutions et les guerres. Peut-on se faire idée d'une société humaine où une seule et unique conception des choses unirait tous les esprits ? N'est-ce pas la négation de l'intelligence, effacée par l'instinct qui règle le cours des colonies animales ?

Napoléon voulut ranger dans l'unité, après la France, l'Europe ; les tendances unitaires de la Révolution, rejetées par les peuples à qui on voulait les imposer, engendrèrent, par une vive réaction, dit Renan, le sentiment des nationalités chez les peuples rendus à la conscience d'eux-mêmes par le joug de l'étranger.

Les philosophes tiennent par-dessus tout à l'unité morale. Ils la fondent le plus souvent sur le système des opinions reçues, c'est-à-dire sur l'ensemble des quelques principes considérés comme admis par tout le monde sans discussion. On les voit ainsi apprécier la morale d'Aristote d'après les opinions reçues de leur propre temps. Ils considèrent la morale comme relevant de l'absolu et n'admettant pas qu'elle se modifie, comme toutes les manifestations de la conscience, avec les circonstances de milieu et de temps. La discussion sur ce point ne fait que les affermir dans leur opinion, parce qu'elle renforce cette opinion, également reçue, que l'unité morale est indispensable à l'ordre public. Ils demeurent inébranlables parce que leur raisonnement actuel

n'est pas la conséquence d'une recherche allant au fond des choses, mais seulement la justification d'un parti pris d'avance.

La Cité antique était unitaire dans son principe ; le double culte de la religion et de l'État, à peu près confondus, imposait aux citoyens une discipline que la politique rompit au temps de la décadence religieuse et morale. Les héros se plaçaient pourtant en dehors de la loi commune ; mais ils étaient protégés des dieux et participaient assez souvent de la nature divine. Les mystiques leur ressemblèrent sous ce rapport, ascètes, prophètes et saints, grands contempteurs de l'État, qui eut pour eux les égards dus aux thaumaturges influents.

La vraie unité dans le groupement se trouve au monastère, parce que la volonté de soumission à la règle, chez les moines, est volontaire, réfléchie, sérieuse et permanente. Dans la cité ou la nation politique, la soumission à l'État n'a pas ces caractères ; l'unité n'est qu'apparente.

L'Église catholique a longtemps Imposé le genre d'unité dont elle avait trouvé les éléments dans la structure de l'État romain, et qu'elle a perdue pour avoir constamment exercé son pouvoir en dehors du domaine spiritualiste ; son unité s'est rompue aussitôt en contact avec la politique temporelle qui lui a communiqué sa fragilité et imposé ses avatars. Dès lors, l'harmonie a été rendue impossible entre les deux pouvoirs et aussi l'unité même au sein de l'Église.

Cette unité pourrait se retrouver si le monde catholique répudiait toute espèce de compromis avec le monde politique et adoptait, pour se libérer, la conduite que G. Sorel conseille au monde ouvrier vis-à-vis du pouvoir politique. Malheureusement pour elle, l'Église. est fort loin de cette séparation ouverte de pouvoir à pouvoir et elle abonde, comme les socialistes sages et prudents, en ruses qui lui font perdre sa dignité et son autorité morale.

Profondément fidèle au matérialisme historique, G. Sorel montre que l'histoire devient le grand régulateur de notre activité spirituelle. Il voit la philosophie historique entamer victorieusement le dogme unitaire du catholicisme fondé sur la vraie religion d'origine divine et révélée.

« Des écoles de théologie, dit-il, la conception unitaire était passée dans la société laïque, grâce aux nombreux

collèges fondés par les corporations religieuses dont notre Université a été l'héritière. Suivant nos philosophes officiels, l'ensemble de nos connaissances est dominé par une seule notion de la vérité ; tout ce qui mérite d'être honoré du titre de science nous serait apporté par une sorte d'irradiation d'une lumière transcendante, qu'on s'efforce de mal définir pour ne pas trop indiquer qu'elle est une ombre de l'intelligence divine des théologiens. Celui qui se place au point de vue des historiens n'admettra plus de théories extra-expérimentales de la physique, de droit naturel, de philosophie permanente. L'humanité construit des doctrines dont la valeur est constatée par l'utilité qu'on leur reconnaît au cours d'une longue expérience. »

Les saints catholiques, tout pleins d'un mysticisme sacré parfois fort éloigné du dogme, ont fait des « expériences religieuses » très diverses, éloignées les unes des autres, et bien difficiles à faire entrer dans un même moule orthodoxe. On pourrait voir, en certains mystiques catholiques, comme saint François d'Assise, des précurseurs de la Réforme. Rien de plus contraire à l'unité.

Beaucoup de catholiques instruits n'acceptent plus la vieille théologie. On en voit qui sont ouvertement évolutionnistes. Ils rejettent le dogme unitaire et universel. « C'est peut-être eux qui imposeront le pluralisme à nos concitoyens, dont l'esprit est singulièrement fanatique d'unité. »

Les rénovations partielles et successives qui ont marqué l'histoire de l'Église., sont dues à de petits groupements du clergé régulier, composés d'hommes très énergiques préparés à tout par un ardent enthousiasme. Ce fait apparaît à G. Sorel comme très significatif, et il engage le syndicalisme révolutionnaire à rechercher moins le très grand nombre des adhérents que le groupement des éléments forts. On a beaucoup de mal à faire entendre cette vérité d'expérience aux syndiqués ; la plupart du temps, ils restent attachés à des formules sans sève, fondées sur la primauté du nombre et de la discipline aveugle, et leurs groupes se trouvent comme noyés dans une unité générale sans volonté ni puissance. C'est là que cherchent à les amener les socialistes politiques et trop souvent les dirigeants syndicalistes alliés aux

politiciens. On veut à la fois forger une prétendue unité de classe et jeter le pont entre la masse ouvrière et la bourgeoisie.

La très grande majorité des groupements prolétariens sont liés au reste de la société par les relations économiques et juridiques usuelles ; cela suffit pour assurer une unité sociale suffisante dans la nation. Quant à l'unité idéologique, à l'unité de tendance du prolétariat, elle est assurée par les groupements, en petit nombre, mais très actifs, qui mènent la lutte de classe ; c'est la qualité de ces groupements qui entraînera, soit en permanence, soit au moment décisif, le prolétariat sur la voie révolutionnaire.

XIII. – Le syndicalisme ouvrier et les intellectuels

G. Sorel a toujours considéré, avec Marx, que la formation complète du capitalisme et celle du prolétariat étaient nécessaires au déclenchement de l'action révolutionnaire. Il s'agit d'un mécanisme dont les deux pièces maîtresses doivent être également au point. Ce mécanisme social, formé par les classes, servira à transformer la société de fond en comble, sous l'effet des idées et des passions dominantes. Les classes ouvrières doivent donc posséder la capacité juridique et politique tout autant que la bourgeoisie capitaliste. C'est la thèse même de Marx. Leur préparation doit être suffisante pour que la lutte n'aboutisse pas à une destruction de la civilisation. Il faut donc examiner ce que peut le prolétariat dans les circonstances actuelles.

Une des idées les plus nettes qui se dégagent de cette étude, c'est que le prolétariat doit tendre à constituer, pour arriver à son but, une organisation dans l'État. L'État détruit, cette organisation fera marcher les choses.

Ceux qui prônent simplement la dictature révolutionnaire du prolétariat, et ceux qui s'écrient avec véhémence : tout le pouvoir aux syndicats, ont bientôt dit. Mais l'embarras n'est pas d'attribuer le pouvoir à la force révolutionnaire qui le désire ; on retombe là dans la formule simpliste des blanquistes. La difficulté est de sortir, en faveur du prolétariat, des formes traditionnelles de la politique, où l'on ne voit pas qu'il puisse faire mieux que la bourgeoisie capitaliste ; et au sein desquelles il retomberait fatalement dans cette inégalité où celle-ci

trouve les moyens d'exercer le pouvoir. Le prolétariat, en tant que classe, possède une forme nette et distincte sur le plan économique ; engagé sur le plan politique, sa netteté disparaît ; il commence à se dissoudre dans la confusion des classes, et cette dissolution politique, qui laisse subsister la distinction économique et même en est le gage, est précisément ce que veut la classe capitaliste.

Les purs syndicaux, dit G. Sorel, discernent ce danger ; en ce sens « ils ont plus à nous apprendre qu'ils n'ont à apprendre de nous. »

Les révolutions sociales jusqu'ici connues ont toujours reconstitué une administration servante des intérêts du parti en place et par laquelle une nouvelle hiérarchie de classes s'est reformée. L'exemple actuel de la Russie soviétique confirme cette expérience historique.

« Cette hiérarchie, que la révolution prolétarienne, dit G. Sorel, se flatte de faire disparaître, correspond de quelque manière, à une différenciation économique ; et c'est celle-ci qu'il faut mettre en pleine lumière. La hiérarchie contemporaine a pour base principale la division des travailleurs en intellectuels et en manuels. La démocratie bourgeoise se raccroche, avec l'énergie du désespoir, à la théorie des capacités et s'efforce d'utiliser le respect superstitieux que le peuple a instinctivement pour la science. »

Marx avait signalé que « la distinction entre le travail complexe et le travail simple repose souvent sur de pures illusions, ou du moins sur des différences qui ne possèdent depuis longtemps aucune réalité et ne vivent plus que par une convention traditionnelle. »

Il n'entendait nullement par là réduire à un même niveau toutes les capacités ; mais il voulait qu'on utilisât, pour les apprécier économiquement, une commune mesure, le travail. Le droit des producteurs, fondé sur cette commune mesure, serait, comme tout droit, inégalitaire. « Il ignore les distinctions de classe, parce que tous les hommes sont travailleurs au même titre ; mais il reconnaît tacitement, comme des privilèges naturels, les inégalités de dons individuels, conséquemment les inégalités des capacités de production. » Alors, les différences seront appréciées dans l'ordre quantitatif, tous les travaux

étant devenus de même espèce et par suite commensurables entre eux.

G. Sorel, qui connaissait la technologie industrielle et en tenait le plus grand compte, estimait « que les qualités de direction n'ont rien d'exceptionnel et qu'elles se trouvent très communément parmi les travailleurs manuels, peut-être même plus souvent que chez les intellectuels. » Il serait aisé de montrer qu'il y a bien moins de différence qu'on le croit généralement entre les diverses natures du travail.

Les chefs purement prolétariens des syndicats ouvriers se méfient avec pleine raison des aspirations politiques des intellectuels accourus à leur secours en proposant de les représenter. Ces intellectuels affirment que leur place est au parlement ; ils comptent que le pouvoir leur reviendrait de droit, une fois la révolution prolétarienne en cours, ou assurée du succès. Les syndiqués ouvriers qui voient nettement cette ambition, s'insurgent contre une telle dictature représentative des intellectuels. Il convient, à la vérité, de mettre à part les idéologues bourgeois qui, dit Marx lui-même, se sont élevés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique. C'est que ces idéologues n'ont pas l'ambition politique et ne recherchent pas le pouvoir. Ils sont, comme fut G. Sorel et quelques autres trop peu nombreux, de modestes serviteurs du prolétariat qui voient clairement que celui-ci doit recruter dans son propre sein les chefs qui le conduiront à la victoire et exploiteront le succès pour lui et non pour eux.

G. Sorel estime que les « intellectuels ont des intérêts professionnels et non des intérêts de classe généraux ; ces intérêts professionnels seraient lésés par la révolution prolétarienne... Il faut aussi ajouter que les prolétaires intellectuels sont rebelles à tout esprit de solidarité ; ils ne voient que leur intérêt personnel et immédiat et lui sacrifient les intérêts généraux ; ils apportent le désordre partout par leurs brigues et, dès qu'ils le peuvent, ils se déchirent entre eux. » Bien que les événements récents aient imposé aux intellectuels de toute espèce une plus juste intelligence du syndicalisme, il est certain que le socialisme des intellectuels en général est encore conservateur et utopique.

« La véritable vocation des intellectuels, dit G. Sorel, est l'exploitation de la politique ; le rôle de politicien est

fort analogue a celui de courtisan et il ne demande pas d'aptitude industrielle. Il ne faut pas leur demander de supprimer les formes traditionnelles de l'État ; c'est en quoi leur idéal, si révolutionnaire qu'il puisse paraître aux bonnes gens, est réactionnaire. Ils veulent persuader aux ouvriers que leur intérêt est de les porter au pouvoir et d'accepter la hiérarchie des capacités, qui met les travailleurs sous la direction des hommes politiques. Les syndicaux se révoltent ; et ce n'est pas sans raison. Ils sentent bien que si l'ouvrier accepte le commandement de gens étrangers à la corporation productive, il restera toujours incapable de se gouverner ; qu'il restera soumis à une discipline externe. »

Les syndicaux rejettent l'ingérence de cette volonté étrangère qui soumet leurs actes à son but.

XIV. – Le syndicat, autorité sociale

G. Sorel employait souvent le terme d'autorité sociale. En effet, il est suggestif, quand on l'oppose au terme d'autorité politique ou à celui d'autorité administrative. Ces deux derniers sont justement décriés ; on éprouve à l'égard de l'un comme de l'autre, l'envie de résister, comme à quelque chose d'imposé plutôt que d'accepté. Au contraire, l'autorité sociale apparaît comme l'aboutissant d'une organisation volontaire, d'une discipline consentie. Elle marque un progrès vers cette anarchie à laquelle nous aspirons tous, entendue comme une liberté que tempérerait seulement l'empire de notre conscience.

Les autorités sociales ne peuvent encore agir que sous forme de minorités donnant des règles de conduite à un ensemble de citoyens, rangés ou non sous leur bannière. En Angleterre, rappelle G. Sorel, l'influence morale du trade-unionisme s'étendait bien au-delà des quinze cent mille hommes environ qui représentaient sa force numérique. Il ne regarde nullement comme indispensable qu'une association de ce genre englobe tous les membres d'une ou de plusieurs professions et prenne ainsi la structure corporative, avec son

enrôlement obligatoire. Cette observation est d'une importance capitale, et nous attirons sur elle toute l'attention du lecteur.

Les corporations, qui enchaînaient entre eux tous les représentants d'un métier, ont été justement abolies à la veille de la Révolution, incompatibles qu'elles étaient devenues avec un régime annoncé de libre concurrence. Elles ne sont pas compatibles davantage avec un régime d'économie contrôlée, ou socialiste, en raison du caractère paralysant et avilissant de la discipline imposée par ses dirigeants à toute une foule devenue par elle moutonnière et vouée au sacrifice. La corporation ne tend à rien d'autre qu'à supprimer l'initiative et surtout la résistance de l'individu ; elle transforme toute une profession en une masse amorphe que pétrit un dirigeant ou un parti de satellites.

G. Sorel dit à ce propos que si l'on obtient de bons résultats en organisant beaucoup de travailleurs, il ne faut pas croire que les choses iraient beaucoup mieux en les organisant tous. Le succès d'une minorité agissante vient plutôt de la sélection qu'elle représente parmi les corps de métiers ; ainsi que de la valeur de sa tactique. La tyrannie que l'on reproche aux syndicats, serait bien plus rebutante encore si elle s'exerçait sur tous les travailleurs sans exception.

L'action des trade-unionistes anglais qui, à l'époque où écrivait G. Sorel, fournissaient un sujet intéressant d'étude, était fondée sur ce sentiment : L'homme honnête et capable ne doit pas être entravé dans son action par l'incapacité des autres. Il suit de là que si la négligence, la paresse, l'incapacité ou la mauvaise volonté d'hommes inférieurs ou malhonnêtes créent un obstacle à cette action, on considère comme légitime de porter atteinte à leur liberté. Ainsi les groupes syndiqués, sans être embarrassés dans leur propre sein d'éléments mauvais, exercent cependant extérieurement sur ceux-ci une action assez forte, le cas échéant, pour les mettre à la raison au bénéfice de tout le monde.

« Nous nous trouvons, dit G. Sorel, en présence d'un principe vraiment nouveau, qui bouleverse toutes les idées que les théoriciens ont cherché à vulgariser depuis un siècle. Le gouvernement par l'ensemble des citoyens n'a jamais été qu'une fiction ; mais cette fiction était le dernier mot de la science démocratique... En fait, l'histoire, c'est l'histoire des factions politiques qui s'emparent de l'État et

y exercent leur petite industrie déprédatrice... Ici, la nouveauté réside dans le mode de sélection et dans le but de la sélection. Les groupements anciens étaient surtout politiques, c'est-à-dire constitués principalement pour la conquête du pouvoir. Ils recueillaient tous les gens audacieux, n'ayant qu'une médiocre aptitude à gagner leur vie par le travail. Les groupements nouveaux sont professionnels ; ils ont pour base le mode de production de la vie matérielle et ils ont en vue les intérêts industriels. Ils sont donc susceptibles d'après les principes du matérialisme historique, de servir de support à la structure socialiste. »

Partant de là, les syndicats doivent prétendre à la capacité juridique et se la faire reconnaître par les pouvoirs publics. Au moyen de quoi, ils devront conquérir le marché du travail, l'administration des offices de placement, la surveillance des ateliers, la gérance des caisses de retraite, de secours et d'assistance... « Telles sont les premières conquêtes que peuvent poursuivre les syndicats dans le domaine politique. Il faut qu'ils arrachent ces pouvoirs petit à petit, en les réclamant sans cesse, en intéressant le public à leurs efforts, en dénonçant sans relâche les abus, en montrant l'incapacité ou l'improbité des administrations publiques. Ils arriveront ainsi à enlever aux formes antiques, conservées par la démocratie, tout ce qu'elles ont de vie et ne leur laisseront que les fonctions rebutantes de guet et de répression. Alors, une société nouvelle aura été créée avec des éléments complètement nouveaux, sur des principes purement prolétariens. Les sociétés de résistance auront fini par agrandir tellement leur champ d'action qu'elle auront absorbé presque toute la politique.

« La voilà, telle que je la comprends, d'après la conception matérialiste de l'histoire, la lutte définitive pour les pouvoirs politiques. Ce n'est pas une lutte pour prendre les positions occupées par les bourgeois et s'affubler de leurs dépouilles ; c'est une lutte pour vider l'organisme politique bourgeois de toute vie et faire passer tout ce qu'il contenait d'utile dans un organisme politique prolétarien, créé au fur et à mesure du développement du prolétariat ».

XV. – Les syndicats ouvriers devant le droit

Marx avait observé que le prolétariat commença d'être une classe pour le capitalisme. C'est-à-dire que le capitalisme tirait la main-d'œuvre de la classe ouvrière, celle-ci restant passive et inorganisée. Plus tard seulement, la classe ouvrière s'organisa et entreprit de résister ; en un mot devint classe pour elle-même. A partir de ce moment, les intérêts du prolétariat deviennent des intérêts de classe. Toutefois, ajoute Marx, la lutte de classe à classe est une lutte politique.

Le terme de politique doit ici s'entendre dans un sens particulier ; il s'agit de la constitution d'un droit nouveau en faveur du prolétariat ; et comme l'octroi d'un droit nouveau est du ressort législatif, c'est sur le terrain politique que les revendications doivent se présenter.

« La pensée de Marx, assure G. Sorel, ne peut être douteuse : la transformation doit se faire par un mécanisme intérieur. C'est dans le sein du prolétariat, c'est au moyen de ses ressources propres que doit se créer le droit nouveau. Ce qu'il faut demander aux pouvoirs publics, c'est d'accorder des facilités pour procéder à cette transformation du peuple par lui-même ; c'est dans ce but que les ouvriers entrent dans l'arène électorale. La raison de la lutte politique se trouve ainsi bien déterminée : on n'a plus en vue une fin arbitraire ou idéale, comme celle que poursuivaient les révolutionnaires politiques ».

Il y a peu de temps encore, les tribunaux appliquaient, sous le nom de théorie de la liberté du travail, ce qu'on appelle aussi le code individualiste. C'est la résultante du contrat prétendu libre entre le patron et l'ouvrier isolé. Celui-ci, sans aucune discipline de groupe, et n'obéissant qu'à sa fantaisie, prend et quitte le travail, même en cas de grève. Ainsi existe, entre les salariés, cette libre concurrence si préjudiciable au prolétariat, que pour cette raison le patronat voudrait maintenir ; ce que Lamennais appelait « la liberté qui tue ».

Les syndiqués estiment naturellement que la concurrence des travailleurs doit disparaître et qu'un droit syndical doit se substituer au code individualiste.

Il était de jurisprudence que la grève rompait le contrat du patron avec chacun de ses ouvriers. Le patron refusait de reconnaître que ceux-ci, ayant avec lui traité en particulier, se trouvaient constituer un corps solidaire par le seul fait qu'ils le quittaient, fût-ce en même temps ; c'est ce qui a rendu tout d'abord difficiles les procédures de conciliation que la loi avait cependant instituées comme si la solidarité des ouvriers était un fait entré dans le droit.

Mais, dans la pratique, au régime du tête à tête entre patron et ouvrier, se substitue le régime de la contrainte mutuelle et de l'équilibre des forces entre entrepreneurs et travailleurs, comme le dit A. Fourgeaud. Le régime syndical substitue la coordination des efforts et la discipline du marché à la libre concurrence. La loi du 25 mars 1919 sanctionne le régime des contrats collectifs. Une autre loi de 1920 renforce la responsabilité des syndicats professionnels. Le contrat collectif de travail a une tendance invincible à créer une législation professionnelle qui devient obligatoire pour tout un métier. Cette réglementation s'étendra de groupe à groupe ; les ententes s'élargiront ; les gouvernants, selon Duguit, ne devront bientôt intervenir que pour donner aux réglementations une sanction, et un contrôle.

Notons qu'aux ententes entre groupements ouvriers, se superposent des ententes entre groupements patronaux. Mais cette double édification, née du syndicalisme, ne peut être que favorable à un déroulement ordonné, effectif, de la lutte de classe.

« Les ouvriers, dit G. Sorel, peuvent bien se vanter d'avoir gagné eux-mêmes leur cause, d'avoir produit dans

le sein du prolétariat inorganisé une organisation nouvelle et indépendante... ; les associations ont acquis la reconnaissance effective de leur capacité ». Et il ajoute : « L'organisation est le passage de l'ordre mécanique, aveugle, commandé de l'extérieur, à la différenciation organique, intelligente et pleinement acceptée ; en un mot, c'est un développement moral... C'est dans le sein de la société capitaliste que doivent se développer, non seulement les forces productives nouvelles, mais encore les relations d'un nouvel ordre social, ce qu'on peut appeler les forces morales de l'avenir. Avant que ces forces morales aient atteint une certaine maturité, quand elles sont encore indistinctes, on vit, en apparence, d'après les règles du passé. Mais en poussant à bout ces règles, en les employant à des usages nouveaux et imprévus, on les use et on les ruine petit à petit. »

Il parlait de là pour soutenir, avec conviction, l'usage des coopératives à côté de l'usage des syndicats ; étant bien entendu que la constitution et la conduite des coopératives ne devraient pas reposer sur des procédés capitalistes. Au contraire, le prolétariat doit acquérir, par l'expérience de la coopération convenablement dirigée, l'un des moyens de son émancipation et de son gouvernement par soi-même. « Les syndicats peuvent exercer une grande influence sur les coopératives... ; il dépend d'eux de les animer de l'esprit prolétarien, de faire disparaître tout ce qui rappelle l'association capitaliste. Ce qu'il est essentiel d'obtenir, c'est que les coopératives développent dans la classe ouvrière des notions juridiques nouvelles. »

Cette juste vue doit être poussée très avant. La notion d'un droit nouveau en faveur du salarié est dès aujourd'hui dépassée par la notion d'un droit nouveau fondé sur la suppression du salariat. Tous les moyens de production, aussi bien intellectuels que matériels sont, en équité, propriété collective. De leur mise en œuvre collective sortent des produits utilisables qui ont le même caractère de propriété collective, et doivent être distribués, au lieu d'être vendus ou échangés. La transformation juridique a un caractère pleinement révolutionnaire.

Les adversaires du socialisme font tous leurs efforts pour ajuster malgré tout la réalité de l'économie actuelle et le cadre juridique existant. Il faut, au contraire, faire surgir dans tous les esprits la claire conscience d'une séparation définitive entre notre économie nouvelle et les vieilles institutions du droit, afin qu'on s'accorde pour renverser celles-ci.

XVI. – Le syndicat éducateur

Le processus moral de l'évolution prolétarienne et les conditions éthiques de la révolution nécessaire ont beaucoup préoccupé G. Sorel. « Il serait criminel, dit-il, de pousser à une révolution sociale qui aurait pour résultat de mettre en péril le peu de moralité existant. » Il fait sienne cette déclaration de Vandervelde : « Si les travailleurs triomphaient sans avoir accompli les évolutions morales qui sont indispensables, leur règne serait abominable et le monde serait replongé dans des souffrances, des brutalités et des injustices aussi grandes que celles du présent ».

La transformation sociale n'exige pas seulement une préparation politique et la capacité juridique ; il y faut aussi une culture morale élevée ; et encore une forte instruction ; afin que l'édifice qu'élève laborieusement le prolétariat et qui doit remplacer l'édifice capitaliste, ne s'écroule pas aussitôt dressé, par l'effondrement d'un de ses piliers.

Les syndicats apparaissent fondés à donner au prolétariat l'instruction socialiste et l'éthique révolutionnaire dont il a un impérieux besoin.

L'instruction donnée à l'école aux enfants des ouvriers n'est pas satisfaisante, du point de vue socialiste ; et celle que reçoivent les enfants de la classe bourgeoise l'est encore moins. L'instruction devrait être orientée en vue de la production par tout le monde. Le travail manuel doit être d'abord considéré, puis le travail auxiliaire indispensable au travail manuel, lié à celui-ci par des liens technologiques. Le reste est en marge de la production et doit être regardé avec défiance par le socialisme. Précisément, c'est le reste qu'enseigne surtout l'Université.

Il faut donc apprendre à faire beaucoup ; et encore à bien faire, comme à se tenir aux aguets de tout perfectionnement possible. L'affranchissement futur exige que le travailleur socialisé aime son travail, cherche à comprendre tout ce qui se passe à l'atelier, et considère ce qu'il fait comme une œuvre d'art. Il doit devenir consciencieux, savant et artiste en tout ce qui concerne sa participation à l'industrie.

L'Allemagne qui, après 1871, répandit sur le monde sa camelote industrielle, eut à se repentir d'avoir ainsi avili sa technique de la production. L'enseignement professionnel institué en France pour remédier à la crise de l'apprentissage, n'a pas donné les résultats espérés. Pour que l'apprentissage soit vraiment efficace, il faut qu'il ait lieu à l'usine ; et un enseignement suggérant la généralité devrait être annexé au travail manuel. Toutefois, G. Sorel estime que le sentiment de la généralité ressort moins d'un enseignement didactique que de créations matérielles qui font agir les sens et les muscles. On voit alors apparaître une expression valable du concret, par des besognes très soignées sous le contrôle de maîtres expérimentés. Le cerveau n'est pas incité à créer de l'abstraction au détriment du réel.

Ces vues sont d'ailleurs celles de Marx, qui voulait unir le travail productif avec l'instruction et la gymnastique, non seulement afin d'accroître la production sociale, mais encore afin de produire des hommes complets. Elles bouleverseraient, dit G. Sorel, les méthodes universitaires ; on ne verrait plus dans le laboratoire un lieu où les théories sont illustrées par des expériences, mais un atelier où l'élève se met à découvrir les lois de la nature par des recherches méthodiques ; après quoi les cours ne serviraient plus qu'à apprendre l'art d'utiliser des formules pour résumer commodément les faits. Ce serait le renversement de toute la hiérarchie intellectuelle.

Les syndicats devraient donc s'employer à donner eux-mêmes un enseignement à tendance socialiste aux enfants du prolétariat.

On rapprochera cette thèse de celle que Émile Thierry a exposée dans ses *Réflexions sur l'éducation*, et qui part de cette constatation : comme les syndicalistes révolutionnaires, les bourgeois capitalistes veulent un enseignement orienté vers la production ; mais les révolutionnaires disent : pour le travail et pour le peuple ; tandis que les bourgeois capitalistes pensent : pour le profit et contre le peuple. « Le

chemin de la révolution, disait Thierry, c'est le syndicat ; le chemin du syndicat, c'est le métier ; il faut donc, avant d'élever les écoliers pour la révolution, les élever pour le travail... Ce qui met le syndicalisme bien au-dessus, bien au-delà, bien autour et au centre de la politique, c'est l'effort en même temps rationnel et passionné, qu'il fait pour organiser la production... Dans la révolution... les enfants, les écoliers auront leur place : celle des apprentis dans l'atelier. » Au surplus, il déclarait que s'il se permettait sur ces sujets un développement philosophique, il l'emprunterait à Proudhon et à Georges Sorel, dont il admirait cette conception : la science n'est plus reconnue comme une analyse de la nature, mais comme une synthèse du travail ; la science collabore avec l'opérariat révolutionnaire, avec le syndicalisme.

Thierry disait, parlant du principe éducatif qu'il proposait : « Fonctionnant entre le prolétaire qui n'est pas encore un homme parce qu'il n'a pas de culture, et le bourgeois qui n'est plus un homme parce qu'il n'a pas de métier, il referra l'homme. Telle est la générosité propre du syndicalisme ».

Et Proudhon disait déjà : « Organisez l'association, et du même coup, tout atelier devenant école, tout travailleur est maître, tout étudiant apprenti. Les hommes d'élite se produisent aussi bien et mieux au chantier qu'à la salle d'étude ».

*

En attribuant aux syndicats le pouvoir de moraliser le prolétariat, G. Sorel ne se demande pas quelle est la meilleure morale ; il voit un mécanisme capable de garantir le développement de la morale.

Durkheim estime que les groupements sont l'instrument désigné de notre réorganisation morale. « Puisque la corporation est composée d'individus qui se livrent aux mêmes travaux et dont les intérêts sont solidaires, ou même confondus, il n'est pas de terrain plus propice à la formation d'idées et de sentiments sociaux ». Formule juste, encore qu'un peu large ; mais le syndicat, pour agir en ce sens, est bien supérieur à la corporation, pour les raisons qu'a déjà fait ressortir G. Sorel, et dont l'une est ce caractère de sélection que le syndicat imprime à son recrutement. Le syndicat est un groupement d'adhérents « qui ont fait preuve, à un degré particulièrement élevé, de capacités productives, d'énergies intellectuelles et de dévouement pour les

camarades, au sein duquel la liberté est en voie d'organisation et où, en raison des nécessités des luttes économiques, la volonté de solidarité est toujours fortement tendue ».

Les trade-unions anglaises et le parti ouvrier belge ont entrepris la lutte contre l'ivrognerie et l'alcoolisme. Les résultats de tels efforts ne sont pas encore considérables. Les syndicats, devant la carence des pouvoirs publics, ont cependant une preuve éclatante à fournir, sur ce terrain, de leur puissance éducatrice.

G. Sorel voudrait les voir se substituer à l'inspection et à la police d'État dans la protection de la femme contre son mari, de l'enfant contre son père. La femme est une travailleuse industrielle ; elle peut s'offrir à des syndicats qui lui donneront aide « quand son mari la traitera comme il ne voudrait pas que son patron le traitât lui-même. Par la femme, l'union ouvre l'œil sur l'enfant, espoir du prolétariat, qu'il faut introduire très jeune dans les groupements socialistes ».

Le syndicat se révèle donc, si on le considère dans son complet développement, comme une des plus fortes institutions pédagogiques qui puissent exister.

Depuis que G. Sorel exposait ainsi ses vues, nombre de réalisations syndicales se sont amorcées dans un sens nettement socialiste. Ces réalisations donnent beaucoup d'espoir ; mais quel chemin encore à parcourir ; et quelle foi encore à inculquer aux membres, aux chefs surtout des syndicats !

Ne devraient-ils pas avoir constamment dans l'esprit, à l'état de conscience, ces conclusions de G. Sorel ; et en user, en présence des événements politiques de notre époque, comme on use de réflexes qui impriment automatiquement la direction voulue :

« Le prolétariat doit travailler à s'émanciper de toute direction qui n'est pas interne. C'est par le mouvement et l'action qu'il doit acquérir les capacités juridique et politique. La première règle de sa conduite doit être : rester exclusivement ouvrier ; c'est-à-dire exclure les intellectuels dont la direction aurait pour effet de restaurer les hiérarchies et de diviser le corps des travailleurs.

« Le développement du prolétariat comporte une

puissante discipline morale exercée sur ses membres. Il peut l'exercer par ses syndicats qui sont appelés à faire disparaître toutes les formes de groupements léguées par la bourgeoisie.

« Tout l'avenir du socialisme réside dans le développement autonome des syndicats ouvriers ».

XVII. – La marche à la délivrance

L'optimisme, considéré comme le sentiment que les choses iront naturellement au mieux, que les difficultés s'aplaniront d'elles-mêmes, est dangereux et stérilisant. Il mène souvent à l'échec parce qu'il a empêché de prendre les mesures qui eussent préparé le succès ; et il écœure en conséquence celui qu'il avait d'abord encouragé. Après l'écœurement, vient la colère. Aussi l'optimiste politique passe-t-il facilement de la paix sociale la plus inefficace à la violence révolutionnaire la moins justifiée.

Au contraire, le pessimisme se fonde sur la faiblesse naturelle à l'homme et sur le sentiment raisonné des difficultés qui viennent des choses. Il inspire à l'homme d'action l'étude préalable de ses projets et la prudence dans sa tactique. « Le pessimisme, dit G. Sorel, regarde les conditions sociales comme formant un système enchaîné par une loi d'airain, dont il faut subir la nécessité, telle qu'elle est donnée en bloc, et qui ne saurait disparaître que par une catastrophe l'entraînant tout entier. Il serait donc absurde, quand on admet cette théorie, de faire supporter à quelques hommes néfastes la responsabilité des maux dont souffre la société. Le pessimiste n'a point les folies sanguinaires de l'optimiste affolé par les résistances imprévues que rencontrent ses projets. Il ne songe point à faire le bonheur des générations futures en égorgeant les égoïstes actuels.

« Ce qu'il y a de plus profond dans le pessimisme, c'est la manière de concevoir la marche vers la délivrance. L'homme n'irait pas loin dans l'examen, soit des lois de sa misère, soit de la fatalité, qui choquent tellement la naïveté de notre orgueil, s'il n'avait l'espérance de venir à bout de

ces tyrannies par un effort qu'il tentera avec tout un groupe de compagnons ».

Les philosophes grecs eurent de l'optimisme ; c'était l'effet d'une organisation urbaine, commerçante et riche, où la convoitise naturelle à l'homme trouve de quoi se satisfaire ; et Aristote estime que les nécessités et même les agréments de la vie étaient assurés lorsqu'on commença à se livrer aux spéculations de l'esprit. Mais les grands tragiques grecs et nombre d'artistes furent pessimistes ; ils semblaient pénétrés de pressentiments tristes. Le pessimisme grec provenait « de tribus pauvres, guerrières et montagnardes, qui avaient un énorme orgueil aristocratique, mais dont la situation était fort médiocre. Leurs poètes les enchantaient en leur vantant les ancêtres et leur faisaient espérer des expéditions triomphales conduites par des héros surhumains. Ils leur expliquaient la misère actuelle en leur racontant les catastrophes dans lesquelles avaient succombé d'anciens chefs presque divins, par suite de la fatalité ou de la jalousie des dieux. Le courage des guerriers pouvait demeurer momentanément impuissant, mais il ne devait pas toujours l'être ; il fallait demeurer fidèles aux vieilles mœurs pour se tenir prêt à de grandes expéditions victorieuses, qui pouvaient être très prochaines ».

De même, durant les premiers temps du christianisme, la vie des adeptes « fut dominée par la nécessité de faire partie de l'armée sainte, constamment exposée aux embûches tendues par les suppôts de Satan. Cette conception suscita beaucoup d'actes héroïques, engendra une courageuse propagande et produisit un sérieux progrès moral. La délivrance n'eut pas lieu ; mais nous savons par d'innombrables témoignages de ce temps ce que peut produire de grand la marche à la délivrance ».

Les calvinistes réformés du XVI^e siècle marchèrent à la délivrance avec une ardeur farouche fondée sur un noir pessimisme. Ils exagérèrent plutôt les sombres ardeurs des évangélistes ; mais loin de se laisser persécuter comme les premiers martyrs, ils prirent les armes, et s'organisèrent militairement. Ils n'attendaient pas d'être appelés en spectateurs élus à la catastrophe apocalyptique ; ils voulurent établir le royaume de Dieu par la force.

Le pessimisme héroïque des Grecs se perdit dans la philosophie et le

rationalisme qui, du même coup, tuèrent l'émotion religieuse et l'art. Le pessimisme farouche des calvinistes sombra dans la culture de la Renaissance et fit place à un christianisme tiède. Pas plus que dans les temps passés, la délivrance n'est assurée. Ce n'est pas une raison pour ne plus l'escompter ni la rechercher. « L'homme de cœur, dit G. Sorel, trouve dans le sentiment de lutte qui accompagne la volonté de délivrance, une satisfaction suffisante pour entretenir son ardeur ».

L'idée que l'homme cessera de combattre pour délivrer l'homme de la misère et de l'injustice, est une idée insupportable.

XVIII. – Les mythes et les utopies

La délivrance n'est pas venue ; mais le mythe est resté. C'est lui qui soutient l'ardeur du combattant ; car le sentiment de la lutte doit s'exprimer par une image ; le mythe est cette image.

« Les hommes qui participent aux grands mouvements sociaux se représentent leur action prochaine sous forme d'images de batailles assurant le triomphe de leur cause ». L'esprit grec était nourri de ces mythes ; les premiers chrétiens, les réformés du XVII^e siècle, les artisans et les guerriers de la Révolution, comme les légionnaires romains, furent entraînés par des visions de cet ordre. Joseph de Maistre, et ce qui reste encore de catholiques croyant à la mission de l'Église ont cru à la suite des batailles engagées entre Satan et la hiérarchie soutenue par le Christ. Il n'y a pas si longtemps que l'exorcisme fut proposé contre les révolutionnaires. D'autres catholiques combattent le mythe satanique pour éviter le ridicule et assurer la paix sociale ; mais la disparition de cette image combative que constitue le démon armé d'une fourche, atténue l'ardeur des troupes pieuses. L'Église est obligée de se mêler de près aux luttes politiques pour ne pas s'éteindre dans l'indifférence des cœurs.

Le mythe est une représentation intuitive de la conscience en travail sous l'action des faits ; c'est une image qui surgit des choses, mais qui exprime la volonté. L'utopie n'est qu'une invention de l'esprit, après examen des faits, mais destinée à en donner une mesure plutôt qu'à les modifier ; une composition d'institutions imaginaires assez proches des institutions réelles pour que le juriste actuel puisse en raisonner, les accepter et les faire passer dans la législation. L'utopie représente un système de réformes, dans le cadre économique existant, et qui n'aboutiront pas ; elle sert la politique de ceux qui ne veulent pas de révolution ; les planistes de l'époque actuelle en fournissent en quantités industrielles, qui sont l'objet de discussions sans fin où s'épuise la force révolutionnaire.

Le mythe conduit les hommes à se préparer au combat pour détruire ce qui existe et instaurer un régime nouveau qui n'a pas besoin d'être exactement défini ; car le mythe est l'expression des convictions d'un groupe en langage de mouvement ; l'arrêt, l'équilibre ou la construction lui serait fatal ; c'est un moteur et non un plan ; il ne peut être réfuté, son efficacité étant dans son essence même.

Le mythe ne vivrait pas sans le sentiment de la gloire. Elle est la récompense du combattant. On en a singulièrement abusé ; mais il faut la considérer par opposition avec le sentiment attristé et inutile de l'intellectuel pacifique contemplant l'écroulement des cités, des institutions et des empires. La contemplation intellectualiste n'explique rien des mouvements historiques ; elle n'apporte aucune vue sur l'avenir ; au contraire, le mythe que la gloire a illustré ou justifié, rend compte en partie des mouvements de l'histoire et mêle quelque espoir à l'avenir.

Les révolutionnaires de nos jours ont leurs mythes. La révolution catastrophique de Marx et la grève générale syndicaliste sont des mythes. Si on les supprime tous les deux sans les remplacer par quelque autre capable de maintenir l'ardeur du prolétariat, le socialisme deviendra, comme le christianisme primitif, comme la Réforme, une doctrine entièrement exposée en paroles et vidée de son efficacité. C'est précisément ce que voudraient les faux socialistes et les intellectuels qui ont beaucoup à perdre à une révolution. Aussi présentent-ils au prolétariat ces mythes nécessaires comme des utopies fallacieuses, pour les leur faire abandonner.

Pour juger de la valeur d'un mythe, il faut sortir du terrain de l'idéologie, et interroger dans l'action les hommes pour qui il a été établi. Ces hommes peuvent se tromper sur nombre de questions de politique, d'économie ou de morale, mais leur témoignage est décisif et souverain quand il s'agit de savoir quelle représentation agit sur eux de la manière la plus efficace. C'est celle qui « possède au plus haut degré la faculté de s'identifier avec leur conception, et grâce à laquelle la raison, les espérances et la perception des faits particuliers semblent ne plus faire qu'une indivisible unité. »

Ni le retour du Christ sur terre, ni la ruine du monde païen, ni l'instauration du royaume des saints ne se sont réalisés ; cependant les premiers chrétiens, animés par le mythe apocalyptique, ont accompli

une révolution. Ni les prédications de Luther et de Calvin n'ont eu les effets qu'ils pouvaient en attendre, et une nouvelle Réforme apparaîtrait légitimement nécessaire à beaucoup d'esprits éclairés ; la première a pourtant accompli de grandes choses. Les mythes mêlés d'utopie des précurseurs de la Révolution française, sont demeurés fort éloignés des suites tangibles de celle-ci ; ils n'en ont pas moins renversé l'Ancien Régime. Il y a hétérogénéité entre les fins données et les fins réalisées ; mais si les fins données n'étaient là, pour déterminer le mouvement et l'amener à quelque conclusion, il n'y aurait pas de fin du tout. Au surplus, les mythes, une fois entrés dans la conscience des individus — et c'est à ce prix qu'ils sont efficaces — ne l'empêchent point de remplir les occupations normales, ni de tirer profit des faits comme de l'expérience acquise. Ils sont comme une seconde conscience, animatrice de la raison, et qui ne nuit à aucune faculté pratique.

Tous les mythes ne sont pas purs. Certaines doctrines sont un mélange de mythe et d'utopie ; elles durent tant que le mythe persiste. Il arrive aussi qu'une doctrine n'est acceptée que pour la part d'utopie qu'elle renferme ; mais elle est sans force jusqu'au jour où elle se débarrasse de l'utopie pour devenir un mythe entraînant ; elle devient alors dynamique.

Le socialisme est pris entre l'utopie et le mythe. « Pendant longtemps, dit G. Sorel, le socialisme n'a guère été qu'une utopie ; c'est avec raison que les marxistes revendiquent pour leur maître l'honneur d'avoir changé cette situation ; le socialisme est devenu une préparation des masses employées par la grande industrie, qui veulent supprimer l'État et la propriété. Désormais, on ne cherchera plus comment les hommes s'arrangeront pour jouir du bonheur futur ; tout se réduit à l'apprentissage révolutionnaire du prolétariat... L'utopie tend ainsi à disparaître complètement du socialisme ; celui-ci n'a pas besoin de chercher à organiser le travail, puisque le capitalisme l'organise. »

Cette vue de G. Sorel apparaîtra simpliste et décevante à beaucoup de lecteurs qui n'envisagent pas l'avenir sans une construction définie. Elle est rigoureusement juste en ce qu'elle est rigoureusement marxiste. Il s'agit ici du socialisme marxiste, qui n'est pas une construction, mais un mouvement et à quoi s'applique très bien la théorie des mythes de G. Sorel. Il ne faut pas oublier que Marx n'a pas construit un système

social propre à remplacer le système social à renverser ; mais indiqué les raisons historiques qui expliquent et justifient pleinement ce renversement. Quant à la construction du monde futur, fondée sur le Travail des producteurs délivrés des buts capitalistes, c'est un autre chapitre du socialisme dont la rédaction est encore fort difficile.

Le socialisme était purement utopique avant Marx. Il est devenu scientifique avec Marx. Il se réalisera s'il est emporté par une grande force révolutionnaire, s'il est irrésistiblement entraîné par un mythe que G. Sorel a placé dans la grève générale, acte de la violence prolétarienne. Ses adversaires n'ont pas de meilleure tactique que de couper les ailes au mythe de G. Sorel, et de tuer cet élan viril par des réformes utopiques.

XIX. – Les illusions du progrès

L'idée de progrès a de multiples racines. En la faisant partir de la fin du XVII^e siècle, G. Sorel en voit l'origine dans la justification qu'y trouva la haute société à une certaine liberté des mœurs. Tout allait mieux, disait-on, que sous le règne précédent ; il était donc légitime d'en profiter pour vivre plus à sa guise. Les forces sociales qui avaient amené d'heureuses modifications pouvaient continuer en ce sens, par le même effet naturel qui anime les forces physiques et par exemple quand elles déterminent l'accélération du mouvement des corps une fois entraînés par la pesanteur. La puissance politique de la monarchie, et les bienfaits qu'elle amenait, croissaient ainsi progressivement. La société trouva à cette époque, dans le monde des lettres et de la philosophie, tout l'encouragement qu'elle pouvait espérer à son espoir d'un progrès assuré. Perrault, Descartes et Fontenelle sont ainsi dénoncés par G. Sorel, comme les principaux soutiens d'une tendance de facilité à laquelle s'opposaient, au titre de l'esprit, de la morale et de la religion, Boileau, Pascal, Bossuet.

Un certain rationalisme, que G. Sorel combatta toute sa vie, s'empare de la philosophie ; il la conduira jusqu'à la démocratie moderne, héritière des erreurs de l'aristocratie, parce que ce rationalisme sert la doctrine du progrès et que celle-ci permet de « jouir en toute tranquillité des biens d'aujourd'hui, sans se soucier des difficultés de demain. Elle avait plu à l'ancienne société de nobles désœuvrés ; elle plaira toujours aux politiciens que la démocratie hisse au pouvoir et qui, menacés d'une chute prochaine, veulent faire profiter leurs amis de tous les avantages que procure l'État. »

Aux yeux de G. Sorel, les encyclopédistes, et surtout Diderot, prennent, au service spécial de la haute société, la place des beaux esprits du XVII^e siècle. « La réflexion exerçait chez eux un très faible contrôle sur l'imagination. Les historiens perdent bien leur temps quand ils veulent pénétrer la pensée des philosophes du XVIII^e siècle. Ce sont des causeurs, des marchands de satires et de louanges, et surtout les bouffons d'une aristocratie dégénérée. De presque tous, on peut dire ce que Brunetière a dit de Diderot : « Ce qui est difficile, c'est de savoir ce qu'il a pensé, et la raison vous en paraîtra plausible si je dis, comme je le crois, qu'il ne l'a lui-même jamais su. »

L'esprit critique était absent. La noblesse, tantôt craignait les lettrés, et tantôt s'en amusait. « La classe moyenne lisait leurs œuvres dans un autre esprit que la noblesse, et elle prenait au sérieux ce qu'écrivaient des gens qui avaient de si belles relations. Plus une opinion était paradoxale, plus elle admirait le génie de penseurs assez hardis pour s'affranchir des chaînes de la tradition, plus elle avait confiance dans les lumières qu'elle pouvait acquérir dans de telles lectures, plus aussi elle était disposée à oser, elle aussi, des essais analogues. La sottise incommensurable de M. Homais est le produit naturel de cette influence des gens de lettres sur la bourgeoisie française. »

Celle-ci se laissa aller à une étonnante superficialité. Les spécialisations lui paraissaient inutiles ; on avait des clartés de tout ; certains croyaient réellement qu'il ne restait plus grand chose à apprendre ; les directeurs d'usines avaient de la volonté, des notions d'ensemble et pas de pratique ; beaucoup en restaient aux généralités fournies par l'Encyclopédie ; les administrateurs n'étaient pas mieux instruits dans leur métier ; les plus éclairés d'entre eux poursuivaient un idéal de raison, de justice fort abstrait ; ils s'enorgueillissaient des progrès de l'esprit humain et se créaient, par une philosophie charitable, « des titres réels à la gloire ». Ils abordaient ainsi avec une légèreté audacieuse les problèmes de réforme sociale les plus difficiles. Turgot lui-même montra une grande témérité. En quelques années, écrivait-il quand il devint ministre, et à condition d'étudier les principes économiques, « au lieu de la corruption, de la lâcheté, de l'intrigue et de l'avidité que le roi a trouvées partout, il trouverait partout la vertu, le désintéressement, l'honneur et le zèle. Il serait commun d'être homme de bien. »

De telles illusions sur le progrès dont la société est susceptible et la simplicité des moyens à employer pour le réaliser sont indispensables aux gens qui vont de l'avant avec audace vers un idéal défini, fût-il inaccessible. « Le Tiers-Etat, dit G. Sorel, en acquérant les honneurs de l'aristocratie, acquérait aussi la légèreté et la suffisance des gens de qualité. » Ce qu'il reproche constamment à la démocratie, c'est d'avoir hérité des défauts de l'aristocratie ; comme celle-ci, la bourgeoisie prétend conduire le monde avec les lumières falotes d'une fausse science, la « science bourgeoise », d'où elle tire vanité et illusion.

Il faut rendre justice à des esprits comme Turgot et Madame de Staël, qui édifièrent des théories du progrès fondées sur autre chose qu'une vague métaphysique.

Turgot abandonna complètement la doctrine de la divine Providence qui avait inspiré Bossuet et s'appuya sur les faits de l'histoire, au travers desquels la masse totale du genre humain marche toujours, quoique à pas lents, à une perfection plus grande. Le principe actif de l'histoire, il le place dans le Tiers-Etat ; et la connaissance de la vérité s'acquière au milieu de contradictions constantes, par des tâtonnements incessants qui vont de système en système et tentent d'épuiser les erreurs. Madame de Staël, entre autres considérations, montra le rôle considérable que peuvent jouer les passions dans l'histoire. Elle les estime nécessaires, dans certaines circonstances, pour remonter les ressorts de la société. « Il faut des secousses violentes pour porter l'esprit humain sur des objets entièrement nouveaux. »

Au XVII^e siècle, les gens du monde constatent avec transport la belle ordonnance de leur époque, les merveilles et les bonnes choses qui naissent toutes seules pour assurer aux hommes un bonheur croissant. Plus tard, la bourgeoisie libérale a voulu croire que les heureuses transformations réalisées dans la société par ses propres représentants avaient un caractère de nécessité, et se poursuivaient en sa faveur. Aujourd'hui, la démagogie s'emploie (il s'agit du moment où écrivait G. Sorel) à diriger l'armée des électeurs dans la voie d'une illusion de prospérité encore plus factice.

*

Parmi les faits qui entretiennent l'idée fataliste du progrès social, une certaine prospérité économique prend place. La valeur des choses

matérielles, des biens meubles et immeubles vient-elle à augmenter ? les prix montent dans une proportion émouvante. Alors on oublie tout symptôme de décadence, fût-il plus inquiétant au fond que les signes de prospérité ne sont rassurants. La doctrine de la perfectibilité continue et indéfinie de l'homme apparaît sûre et triomphante. On n'espérait rien de l'avenir ; voici que l'on n'en redoute plus rien. « L'imagination, dit Tocqueville, s'emparant d'avance de cette félicité prochaine et inouïe, rend insensible aux biens qu'on a déjà et se précipite vers les choses nouvelles. »

Cette illusion a de curieuses conséquences. La facilité que l'on croit assurée dans l'avenir fait perdre de vue les nécessités que l'économie sociale impose à toutes les époques et sous tous les régimes. On croit le moment venu de faire des essais hardis, en matière sociale comme en technologie ; on s'imagine que l'avenir réserve de tels profits que les erreurs que l'on risque de commettre n'ont guère d'importance.

Les novateurs sociaux suivent le mouvement des techniciens aventureux. Les socialistes ne se contentent plus des réformes que leur ont accordées les législateurs ; les ouvriers exigent davantage que les concessions faites par les patrons ; le syndicalisme révolutionnaire fait des progrès en esprit et en réalisations ; G. Sorel estime que la paix sociale, parce qu'elle fait perdre quelque peu de vue certaine nécessité économique, alimente la lutte de classe.

Les hommes de lettres, les universitaires, sous le nom de science sociale, bâtissent, parce que la nécessité économique leur est étrangère, des théories antiscientifiques propres à tromper l'opinion et à préparer les pires catastrophes. Les hommes politiques en font généralement autant, avec les mêmes conséquences. La doctrine du progrès, entre leurs mains, est un instrument aussi séduisant que funeste.

« Il y a dans le monde capitaliste un progrès réel, qui permet aux dirigeants de se donner du bon temps, mais qui, en même temps, est la condition nécessaire de la révolution socialiste. Ce progrès réel, qui porte sur la technique de la production, est également applaudi par les bourgeois qui bénissent des occurrences de vie plus large, et par les socialistes qui le regardent comme une garantie d'une révolution pouvant supprimer les maîtres. »

Il faut apercevoir ici la double pensée sans laquelle le socialisme marxiste est incompréhensible. D'une part, le capitalisme a été le grand ouvrier d'un progrès technique qui est une réalité parfaitement tangible et tout à fait précieuse. D'autre part, la réalité de ce progrès justifie la volonté du prolétariat de s'emparer de l'héritage du capitalisme et, après avoir écarté les maîtres qui s'en réservaient la propriété et le profit, de le gérer lui-même au bénéfice de tous. Bien que, pour un temps encore indéterminé, le capitalisme profite presque seul du progrès technique, il ne faut pour rien au monde entraver ce progrès réel, qui augmente la valeur de l'héritage et assure l'avenir.

Le capitalisme est la matière d'où le socialisme doit tirer le monde nouveau. « Pour la philosophie de l'histoire, écrit G. Sorel, il n'y a pas de questions plus intéressantes que celles qui portent sur l'héritage transmis d'une ère à une autre. Le socialisme doit notamment se poser ce problème pour les temps modernes, et l'on s'est demandé souvent si la propagande socialiste était toujours dirigée de manière à ne pas compromettre les acquisitions de l'ère capitaliste. L'héritage du capitalisme peut se définir ainsi : l'outillage immense que les chefs d'industrie ont créé ; les nouvelles mœurs qui se sont produites dans les classes ouvrières par suite de l'organisation capitaliste — d'un côté mœurs syndicales, œuvre des travailleurs se disciplinant dans la lutte ; de l'autre, habitudes d'application au travail, produit de la discipline patronale — la manière d'employer l'outillage et la science pour produire la richesse sur de grands plans de coopération. Sans cette matière capitaliste de la création d'un monde nouveau, le socialisme est une folle rêverie. »

« Toutes les idées relatives au progrès, dit G. Sorel, se mêlent d'une manière singulière et parfois cocasse, parce que la démocratie a très peu d'idées qui lui appartiennent en propre et qu'elle vit presque uniquement sur l'héritage de l'Ancien Régime. Une des tâches qui s'impose au socialisme contemporain, est de démolir tout cet échafaudage de mensonges conventionnels et de ruiner le prestige dont jouit encore la métaphysique des gens qui vulgarisent la vulgarisation du XVIII^e siècle. C'est ce que j'ai essayé de faire chaque fois que j'en ai trouvé

l'occasion au cours de ces discussions. »

XX. – Bourgeoisie et prolétariat face à face

Il n'y a rien de commun entre la plèbe antique et le prolétariat moderne ; par conséquent entre la bataille violente et sanglante que menèrent l'un contre l'autre le riche et le pauvre de la cité antique, et la lutte de classe dont Marx a défini les adversaires et les conditions.

Il y avait bien des classes dans l'antiquité ; mais elles n'étaient pas fondées seulement sur une disproportion dans la fortune ; elles se différenciaient encore par les droits au culte et par les droits aux fonctions publiques. Les longues et ardentes révolutions qui agitèrent constamment le monde antique eurent pour objet la conquête de ces droits qui n'ont plus aujourd'hui à figurer dans les revendications du prolétariat. Certains maîtres des cités grecques prêtaient ce serment : « Je serai l'ennemi constant du peuple, et je lui ferai tout le mal que je pourrai lui faire. » Le peuple tel qu'il était ainsi considéré n'existe plus.

Pour comprendre et faire aboutir la révolution moderne, il faut voir dans le prolétariat l'ensemble des producteurs à qui la propriété des moyens de production est formellement refusée ; et dans la bourgeoisie capitaliste l'ensemble de ceux qui détiennent indûment les moyens de production et refusent de s'en dessaisir parce qu'ils entendent les utiliser à leur profit.

Le pauvre qui se jetait sur le riche pour lui enlever sa richesse ne faisait que remplacer un propriétaire par un autre et, sauf l'individualité des personnes, la révolte ne changeait rien à la situation. Ce n'est que lorsque la conquête des droits politiques entra en ligne de compte que la société se transforma, peu à peu, avec une grande lenteur ; et la transformation ne fut jamais efficace parce que la classe dominante, si elle consentit à accroître l'ampleur de ses devoirs sociaux vis-à-vis des assujettis, ne consentit jamais à leur reconnaître des droits égaux aux siens, en matière d'usage et de propriété des sources de la richesse.

Exproprier ces propriétaires, utiliser les sources de la richesse pour le bien-être et l'indépendance de toute l'humanité, tel est l'objectif du prolétariat moderne. Les sources une fois conquises, le courant des

richesses, au lieu de circuler dans l'enclos réservé des capitalistes qui n'en laissent filtrer au dehors que quelques minces filets, s'épandra partout à la disposition de chacun. Qu'un tel changement dans l'économie sociale entraîne par la suite de nouvelles inégalités, ce n'est guère douteux ; mais la mission du prolétariat n'en est pas moins certaine, définie, immédiate et, pour un temps indéterminé, efficace.

Seuls, les producteurs ont droit de revendiquer, en même temps que la parfaite compréhension de la révolution, l'honneur de combattre et la gloire du succès. En dehors d'eux, il n'y a qu'adversaires et parasites. Les adversaires sont peu nombreux et, en dépit de leur armement, ils seraient assez aisément réduits. L'immense foule des parasites, leurs clients, est le principal obstacle que le prolétariat doit écarter. C'est une troupe incompréhensive, peureuse, fanatique et armée ; lâche dans la défaite, elle est féroce dans la victoire. En temps de paix, on ne peut songer à la réduire à main armée ; elle pourrait être réduite en temps de guerre si le prolétariat, armes en mains, transformait la guerre des nations en guerre des classes. Le résultat resterait problématique et quelque contre révolution pourrait détruire à bref délai les avantages conquis.

De toute façon, l'insurrection à main armée n'est qu'un moyen désespéré, dont le plus faible s'empare quand le plus fort l'a poussé à bout, et qu'il estime n'avoir plus rien à perdre. Les « communes » peuvent être des erreurs auxquelles l'héroïsme des vaincus donne une grande noblesse et où l'ignominie des vainqueurs apparaît dans son plein. Marx, avec tous les justes, a pu les glorifier ; mais ce n'est pas dans le marxisme qu'il faut en chercher le conseil ni la justification.

*

Le marxisme considère la lutte de classe comme le procédé obligé d'une transformation sociale basée sur l'évolution économique et qui doit être réalisée sur le terrain du droit. C'est un droit nouveau, le droit à la disposition des moyens de la production, qui s'instaure. La conquête de ce droit ne peut être faite que par le prolétariat, puisque c'est le prolétariat qui est exclu de la disposition des moyens de production. L'usage des moyens de production ne peut être dévolu qu'aux producteurs eux-mêmes, sous peine de retomber dans l'état de choses ancien ; mais les producteurs ne constitueront plus ce prolétariat restreint que l'on voit aujourd'hui ; tous les hommes seront

producteurs ; toute classe, du point de vue économique, aura disparu, fusionné dans l'ensemble.

Au reste, le marxisme ne va pas au-delà de la conquête des moyens de production par le prolétariat. La théorie révolutionnaire, ainsi limitée, reste d'une extrême ampleur et pour ne pas en diminuer la force, ni ajouter à ses difficultés, il convient de la débarrasser de ce qui lui est étranger, dans la terminologie comme dans la conception. L'idée de révolte insurrectionnelle, d'hostilité à main armée, le sentiment de la haine sociale sont en dehors de la doctrine marxiste.

Mais l'idée de la paix possible, de l'harmonie sociale par l'accomplissement de réformes que dicterait à la classe capitaliste le sentiment de ses devoirs envers la classe prolétarienne, lui est également étrangère. Il y a deux classes définies et adversaires irréductibles. La contradiction qui les oppose ne peut se dénouer que par la disparition d'un des deux termes : propriété privée des moyens de production ou travail. Il est clair que la propriété privée des moyens de production doit seule disparaître.

Elle ne peut disparaître que par une révolution dans le droit. De cette révolution, le capitalisme ne veut entendre parler ; il consent à causer sur ses devoirs ; pas à discuter sur ses droits. Il faut donc l'obliger à céder ceux-ci ; la violence devient nécessaire.

La lutte étant inévitable, G. Sorel la voulait empreinte d'un caractère d'ardeur et de noblesse que lui inspiraient son propre tempérament et l'élévation de son esprit. Les deux adversaires doivent être dignes l'un de l'autre ; tous deux également combattifs. Par dessus tout, le prolétariat ne doit jamais suivre ceux qui le détournent du combat pour l'entraîner dans le champ des compromis, où sa valeur s'étirole et son courage faiblit. Les socialistes parlementaires, à la tête de ce qu'il appelle le socialisme officiel, lui paraissent spécialement dangereux.

« Sur la dégénérescence de l'économie capitaliste se greffe l'idéologie d'une classe bourgeoise timorée, humanitaire et prétendant affranchir sa pensée des conditions de son existence. La race des chefs audacieux qui avaient fait la grandeur de l'industrie moderne disparaît pour faire place à une aristocratie ultra-policée, qui demande à vivre en paix. Cette dégénérescence comble

de joie nos socialistes parlementaires. Leur rôle serait nul s'ils avaient devant eux une bourgeoisie qui serait lancée, avec énergie, dans les voies du progrès capitaliste, qui regarderait comme une honte la timidité et qui se flatterait de penser à ses intérêts de classe. Leur puissance est énorme en présence d'une bourgeoisie devenue à peu près aussi bête que la noblesse du XVIII^e siècle. Si l'abrutissement de la haute bourgeoisie continue à progresser d'une manière régulière, à l'allure qu'il a prise depuis quelques années, nos socialistes officiels peuvent raisonnablement espérer atteindre le but de leurs rêves et coucher dans des hôtels somptueux ».

La guerre d'une part, des manifestations fréquentes et sérieuses de la violence prolétarienne d'autre part, ont réveillé le sentiment de classe de la bourgeoisie capitaliste. Certes, ce réveil se marque, en de trop nombreuses circonstances, par des manifestations de guerre civile d'aussi mauvais goût que, de dangereuse tendance ; mais il est nécessaire pour que le capitalisme continue à jouer, dans l'évolution sociale, cette partie de son rôle qui consiste à ruiner l'ordre traditionnel, que les idéologues, à eux seuls, sont incapables de jeter bas et dont le prolétariat doit voir, pour en demeurer l'adversaire résolu, avec toutes ses tares.

La bourgeoisie doit apparaître, aux regards du prolétariat, aussi incapable d'abandonner les privilèges qu'elle tient du droit actuel que de créer le droit nouveau et de bâtir la société future. Ce double rôle ne peut être tenu que par le prolétariat lui-même, et rempli au cours d'un combat opiniâtre. « Les socialistes, dit G. Sorel, doivent donc cesser de chercher, à la suite des utopistes, les moyens d'amener la bourgeoisie éclairée à préparer le passage à un droit supérieur. Leur seule fonction consiste à s'occuper du prolétariat pour lui expliquer la grandeur du rôle révolutionnaire qui lui incombe. Il faut, par une critique incessante, l'amener à perfectionner ses organisations. Il faut lui indiquer comment il peut développer des formations embryonnaires qui apparaissent dans ses sociétés de résistance, en vue d'arriver à construire des institutions qui n'ont point de modèles dans l'histoire de la bourgeoisie ; en vue de se former des idées qui dépendent uniquement de sa situation de producteur de grande industrie et qui n'empruntent rien à la pensée

bourgeoise ; et en vue d'acquérir des mœurs de liberté que la bourgeoisie ne connaît plus aujourd'hui.

« Cette doctrine est évidemment en défaut si la bourgeoisie et le prolétariat ne dressent pas l'une contre l'autre, avec toute la rigueur dont elles sont susceptibles, les puissances dont ils disposent. Plus la bourgeoisie sera ardemment capitaliste, plus le prolétariat sera plein d'un esprit de guerre et confiant dans la force révolutionnaire, plus le mouvement sera assuré ».

La raison qui pousse G. Sorel à tant insister sur l'impérieuse nécessité d'un esprit combatif de part et d'autre, est celle du déterminisme dont Marx était lui-même imprégné. Dans une société capitaliste enfiévrée par la passion du succès à obtenir par la concurrence, les acteurs vont à leur but sans souci de l'idéologie sociale. « Ils sont soumis à des forces très simples et nul d'entre eux ne songe à se soustraire aux conditions de son état. C'est alors seulement que le développement du capitalisme se poursuit avec cette rigueur qui avait tant frappé Marx et qui lui semblait comparable à celle d'une loi naturelle. Si, au contraire, les bourgeois égarés par les blagues des prédicateurs de morale et de sociologie, reviennent à un idéal de médiocrité conservatrice, cherchent à corriger les abus de l'économie et veulent rompre avec la barbarie de leurs anciens, alors une partie des forces qui devaient produire la tendance du capitalisme est employée à l'enrayer, du hasard s'introduit, et l'avenir du monde est complètement indéterminé.

« Cette indétermination augmente encore si le prolétariat se convertit à la paix sociale en même temps que ses maîtres — ou même simplement s'il considère toutes choses sous un aspect corporatif — tandis que le socialisme donne à toutes les contestations économiques une couleur générale et révolutionnaire ».

XXI. – La grève prolétarienne

Les vrais syndicalistes révolutionnaires résument l'action socialiste dans la grève générale. « Ils regardent, dit G. Sorel, toute combinaison comme devant aboutir à ce fait ; ils voient, dans chaque grève, une imitation réduite, un essai, une préparation du grand bouleversement final... L'adhésion à la grève générale est le test au moyen duquel le socialisme des travailleurs se distingue de celui des révolutionnaires amateurs ».

A ce propos, comme à propos du patriotisme, G. Sorel ne tarit pas de sarcasmes contre les prétendus socialistes qui, à l'aide du galimatias parlementaire, concilient les arguments les plus contradictoires, se montrent tour à tour et selon l'occurrence, intransigeants fougueux et souples opportunistes, trompant ainsi successivement les ouvriers et les bourgeois. Ils détestent la grève générale parce que toute propagande faite sur ce terrain est trop socialiste pour plaire aux philanthropes dont ils ont besoin, autant que des ouvriers, pour en venir à leurs fins personnelles.

Les vrais socialistes, au lieu d'atténuer les oppositions, les mettent au contraire en relief. Il faut représenter « le mouvement des masses révoltées de telle manière que l'âme des révoltés en reçoive une impression pleinement maîtrisante.

« Le langage ne saurait suffire à produire de tels résultats d'une manière assurée. Il faut faire appel à des ensembles d'images capables d'évoquer en bloc et par la seule intuition, avant toute analyse réfléchie, la masse des sentiments qui correspondent aux diverses manifestations de la guerre engagée par le socialisme contre la société moderne. Les syndicalistes résolvent parfaitement ce problème en concentrant tout le socialisme dans le drame de la grève générale ; il n'y a plus ainsi aucune place pour la conciliation des contraires dans le galimatias par les savants officiels ; tout est bien dessiné, en sorte qu'il ne puisse y avoir qu'une seule interprétation possible du socialisme ».

La grève générale n'apporte aucune vue constructive que l'on puisse

projeter sur le plan de l'avenir même le plus prochain. Elle a cependant une grande efficacité, comme en ont les « mythes dans lesquels se retrouvent les tendances les plus fortes d'un peuple, d'un parti ou d'une classe, tendances qui viennent se présenter à l'esprit avec l'insistance d'instincts dans toutes les circonstances de Ta vie, et qui donnent un aspect de pleine réalité à des espoirs d'action prochaine sur lesquels se fonde la réforme de la volonté ».

Il importe peu que le mythe ne donne pas une image exacte de l'avenir vers lequel il tend la volonté des hommes. S'il s'accompagne d'utopie, comme il arrive souvent, on sait que l'utopie n'est pas réalisable. Un mythe n'est pas une prédiction ; sa vertu est de pousser les esprits et d'entraîner les cœurs dans une voie déterminée, au bout de laquelle les événements mettront des fins sans doute différentes de celles que l'on avait en vue. Un mythe est un moyen d'agir sur le présent.

« Alors même que les révolutionnaires se tromperaient du tout au tout en se faisant un tableau fantaisiste de la grève générale, ce tableau pourrait avoir été, au cours de la préparation à la révolution, un élément de force de premier ordre, s'il a admis d'une manière parfaite toutes les aspirations du socialisme et s'il a donné à l'ensemble des pensées révolutionnaires une précision et une raideur que n'auraient pu leur fournir d'autres manières de penser.

« Les grèves ont engendré dans le prolétariat les sentiments les plus nobles, les plus profonds et les plus moteurs qu'il possède ; la grève générale les groupe tous dans un tableau d'ensemble et, par leur rapprochement, donne à chacun d'eux son maximum d'intensité. Faisant appel à des souvenirs très cuisants de conflits particuliers, elle colore d'une vie intense tous les détails de la composition présentée à la conscience. Nous obtenons ainsi cette intuition du socialisme que le langage ne pouvait pas donner d'une manière parfaitement claire ; et nous l'obtenons dans un ensemble perçu instantanément ».

*

G. Sorel estime qu'il y a identité entre les aspects d'ensemble que fournit à la conscience le mythe de la grève générale, et les thèses capitales du marxisme. Voici comme il le démontre.

Le marxisme repose sur la séparation de la société en deux classes foncièrement antagonistes. Mais on a bien du mal à considérer cette division trop nette autrement que comme une vue de l'esprit, si on regarde le monde dans son fonctionnement journalier ; tandis que la séparation apparaît effectivement à la lumière crue de la grève générale. On voit alors la société divisée en deux camps, et seulement en deux, sur un champ de bataille.

Le sentiment de révolte qui, du point de vue marxiste, doit exister au cœur du prolétariat peut être, lui aussi, nié par les analystes quand ils regardent les masses à la loupe et au repos. H. de Man a excellé dans cet exercice stérilisant, et il eût été curieux de voir ses thèses à leur tour examinées par G. Sorel. Cependant, le sentiment révolutionnaire est un complexe, et il se résout assez souvent en concessions favorables à la fameuse paix sociale. Or, l'esprit de révolte surgit brusquement, et avec une force énorme, des foules qui reconnaissent la lutte de classe à la manière de Marx, quand les circonstances font naître l'idée de grève générale ou une idée de soulèvement général analogue. G. Sorel se fût sans doute réjoui au spectacle de Paris dressé en quelques heures ou en quelques jours devant les provocations fascistes qui sont si nettement antimarxistes.

L'esprit de réforme sociale dans le cadre du capitalisme inspire tout le socialisme parlementaire, de la façon la plus opposée au marxisme et la plus dangereuse pour le socialisme. Mais les partisans de la grève générale regardent les réformes, même les plus populaires, comme ayant un caractère bourgeois ; en conséquence, ils les repoussent ; rien ne peut atténuer pour eux le caractère fondamental de la lutte de classe, et ils entendent le lui conserver à tout prix.

*

Marx a écrit que le prolétariat se présentera, au jour de la révolution, discipliné, uni, organisé par le mécanisme même de la production. « Marx, affirme G. Sorel, entend nous faire comprendre que toute la préparation du prolétariat dépend uniquement de l'organisation d'une résistance obstinée, croissante et passionnée contre l'ordre de choses

existant ». Il est certain que la pratique des grèves est un des éléments essentiels de l'organisation de cette résistance marxiste.

On a souvent soutenu que le prolétariat devait se préparer à son rôle futur par d'autres voies que le syndicalisme révolutionnaire et la pratique des grèves qui s'y rattache. G. Sorel a réfuté cette thèse, qu'il accusait d'élargir inconsidérément le socialisme. Ni l'affranchissement partiel au moyen de la coopération, ni le combat contre l'influence catholique, ni l'institution d'un droit nouveau, d'une philosophie neuve, ne lui paraissait nécessaire. Il a considéré que ces tentatives étaient contraires à la pure doctrine marxiste aussi bien qu'à la conception de la grève générale.

Le marxisme repousse toute hypothèse bâtie par les utopistes concernant l'avenir. Les prolétaires n'ont point à se préoccuper des solutions sociales qui sortent du cabinet de travail des sages et des savants sociologistes. Ils ont à prendre, tout simplement, la suite du capitalisme. Les programmes sont tout faits dans l'atelier. La technologie continuera à assurer la direction du travail des producteurs. « La pratique des grèves nous conduit à une conception identique à celle de Marx. Les ouvriers qui cessent de travailler ne viennent pas présenter aux patrons des projets de meilleure organisation du travail, ni ne leur offrent leur concours pour mieux diriger leurs affaires ; en un mot, l'utopie n'a aucune place dans les conflits économiques... La révolution apparaît comme une pure et simple révolte, et nulle place n'est réservée aux sociologues, aux gens du monde amis des réformes sociales, aux intellectuels qui ont embrassé la profession de penser pour le prolétariat ».

La pratique des grèves apparaît ainsi nécessaire et suffisante pour donner au prolétariat la technique révolutionnaire qui assurera la victoire au jour de la prise en mains de l'héritage capitaliste. On prévoit une bataille finale qui, conformément à la tactique napoléonienne, écrasera l'adversaire. Une série de manœuvres, d'opérations préliminaires, prépare ce grand jour et fait acquérir à l'armée prolétarienne les qualités essentielles qui caractérisent le vainqueur : vision très nette et étroite limitation de l'objectif, esprit de corps et discipline, entraînement.

Marx voyait, dans la révolution sociale qu'il annonçait, une transformation profonde et irréformable ; l'ère nouvelle n'aurait aucun

rapport avec les temps antérieurs. G. Sorel estime que l'évocation de la grève générale renforce l'impression d'effroi que donne la conception marxiste. Ce caractère du socialisme doit être, non pas atténué, mais maintenu, au contraire, très apparent, si l'on veut que le socialisme possède toute sa valeur éducative. « Il faut que les socialistes soient persuadés que l'œuvre à laquelle ils se consacrent est une œuvre grave, redoutable et sublime. C'est à cette condition seulement qu'ils pourront accepter les innombrables sacrifices que leur demande une propagande qui ne peut procurer ni honneurs ni profits, ni même satisfactions intellectuelles immédiates. Quand l'idée de la grève générale n'aurait pour résultat que de rendre plus héroïque la notion socialiste, elle devrait déjà, par cela seul, être regardée comme ayant une valeur inappréciable ».

XXII. – La grève politique

A l'opposé de la grève générale conçue, organisée et exécutée par le prolétariat en dehors de toute ingérence venue de l'extérieur, G. Sorel met la grève suscitée par les hommes politiques qui cherchent à mobiliser et à manœuvrer les forces prolétariennes à leur personnel usage et profit. Son esprit d'analyse pénétrante et sa verve s'exercent merveilleusement dans le chapitre d'histoire contemporaine qu'il a consacré à ce sujet dans les *Réflexions sur la violence*. Aucun des bas instincts, aucune des roueries, aucun des dangers flagrants que représente pour le prolétariat l'intervention des politiciens ne lui a échappé. Ses arguments mériteraient d'être constamment mis devant les yeux du prolétariat pour le sauver de l'influence politique et de l'action des hommes du Parti, en tant que politiciens agissant sur le syndicalisme révolutionnaire.

Car il ne s'agit pas de nier absolument l'action favorable du Parti socialiste sur le terrain politique. Tant que le régime parlementaire existera et qu'il y aura des partis politiques pour exprimer les diverses tendances des masses, il est indispensable qu'un Parti socialiste existe aussi et prenne aux débats et aux conflits politiques une part importante. Il s'agit de sauver le syndicalisme révolutionnaire de

l'envahissement de la politique et des politiciens qui détournent ses énergies et son action du seul terrain sur lequel elles doivent naître et s'exercer, le terrain de la préparation technique révolutionnaire.

« Les politiciens sont des gens avisés, dont les appétits voraces aiguisent singulièrement la perspicacité, et chez lesquels la chasse aux bonnes places développe des ruses d'apaches. Ils ont horreur des organisations purement prolétariennes, et les discréditent autant qu'ils le peuvent. Ils en nient souvent même l'efficacité, dans l'espoir de détourner les ouvriers de groupements qui seraient, disent-ils, sans avenir. Mais quand ils s'aperçoivent que leurs haines sont impuissantes, que les objurgations n'empêchent pas le fonctionnement des organismes détestés et que ceux-ci sont devenus forts, alors ils cherchent à faire tourner à leur profit les puissances qui se sont manifestées dans le prolétariat. »

On objectera vainement que certains hommes politiques, considérés individuellement, ne méritent pas cette dure appréciation. Elle reste absolument vraie à l'égard du politicien, pris en sa qualité d'homme public. Il y a une véritable incompatibilité entre la fonction politique et la fonction syndicaliste. L'ingérence politicienne étrangle, au sein des syndicats, le sentiment de classe et l'action prolétarienne. Le travail que les politiciens opèrent dans les syndicats est un travail de ruine.

La pensée de G. Sorel est particulièrement nette dans ce passage : « S'il existait des fédérations ouvrières riches, bien centralisées et capables d'imposer à leurs membres une sévère discipline, les députés socialistes ne seraient pas très embarrassés pour imposer parfois leur direction à leurs collègues. Il leur suffirait de profiter d'une occasion favorable à un mouvement de révolte, pour arrêter une branche d'industrie pendant quelques jours. On a plus d'une fois proposé de mettre ainsi le gouvernement au pied du mur par un arrêt dans l'exploitation des minés ou dans la marche des chemins de fer. Pour qu'une pareille tactique pût produire tous ses effets, il faudrait que la grève pût éclater à l'improviste sur le mot d'ordre lancé par le Parti et qu'elle s'arrêtât au moment où celui-ci aurait signé un pacte avec le

gouvernement. C'est pourquoi les politiciens sont si partisans d'une centralisation des syndicats et parlent si souvent de discipline. On comprend bien qu'il s'agit d'une discipline subordonnant le prolétariat à leur commandement. Des associations très décentralisées et groupées en Bourses du Travail leur offriraient moins de garanties ; aussi regardent-ils volontiers comme des anarchistes tous les gens qui ne sont point partisans d'une solide concentration du prolétariat autour des chefs du Parti. »

Le prolétariat serait manœuvré par les faux révolutionnaires comme un pion de valeur sur l'échiquier politique ; il cesserait de s'appartenir et dégénérerait très rapidement. La concentration unitaire des syndicats est regardée comme très désirable par les parlementaires qui y poussent de leur mieux, en même temps qu'ils tâchent de transformer les mouvements de révolte des prolétaires en manifestations politiques. L'unité syndicale ne sera qu'un leurre si elle sert à autre chose qu'à favoriser la levée en masse du prolétariat dans un mouvement de grève générale. Il ne s'agit pas « de faire passer le pouvoir d'un groupe de politiciens à un autre groupe de politiciens, le peuple restant toujours la bonne bête qui porte le bât ».

La grève politique est fondée sur le principe de la conservation de l'État, qu'il s'agit au contraire de supprimer. Les politiciens ne songent qu'à dominer ou à occuper l'État ; à leur suite, le prolétariat serait réduit à mettre en lui sa sauvegarde. S'il acceptait, au nom du Parti, de faire la grève politique contre un État déterminé, ce ne pourrait être que pour aider à l'établissement d'un nouvel État, d'avance préparé par le Parti. Ainsi la grève politique est au service de l'utopie que repousse la grève prolétarienne.

L'existence d'un Parti maître de la tactique et de la destinée du prolétariat est tout opposée à la doctrine marxiste. Le Parti se compose essentiellement d'une « élite » politicienne qui n'entend nullement confondre son existence, sous aucun rapport, avec celle du prolétariat militant révolutionnaire. La séparation est si nette entre les deux groupes que le Parti a été plus d'une fois rappelé à l'ordre dans les congrès socialistes pour l'avoir affichée trop crûment ; on l'a averti qu'il risquait de perdre la confiance des masses. En fait, celles-ci ne devraient connaître le Parti que sur le terrain politique et le tenir très soigneusement à l'écart sur le terrain du syndicalisme.

L'intrusion de la politique dans la tactique de la transformation sociale supprime la division de la société en deux classes, pour revenir à l'inapte opposition des pauvres et des riches. Les politiciens évoluent sur ce terrain de combat et s'affairent entre les deux camps en de perpétuels compromis.

Au lieu du grave et du sublime qu'engendre le syndicalisme révolutionnaire, le prolétariat enrôlé dans la politique se laisse aller aux pires abjections de la jalousie, de la vengeance ou de la tracasserie ; son adversaire lui apparaît méprisable et il le devient lui-même. La démagogie prend alors sur lui tout son effet.

« Je ne crois pas, dit G. Sorel toujours poursuivant son idéal élevé, qu'il y ait de moyens propres à faire disparaître cette influence funeste des démagogues, autres que ceux que peut employer le socialisme en propageant la notion de grève générale prolétarienne. Il éveille au fond de l'âme un sentiment du sublime en rapport avec les conditions d'une lutte gigantesque ; il fait tomber au dernier rang le besoin de satisfaire la jalousie par la méchanceté ; il fait apparaître au premier rang l'orgueil de l'homme libre et ainsi met l'ouvrier à l'abri du charlatanisme des chefs ambitieux et avides de jouissances ».

G. Sorel revient sur l'opposition des deux aspects de la guerre, l'aspect noble et glorieux, et l'aspect utilitaire et intéressé. La grève générale syndicaliste relève du premier aspect ; la grève politique relève du second. Aux yeux des politiciens profiteurs, le prolétariat est de la chair à canon et pas autre chose, comme le disait Marx, en 1873.

La victoire du Parti socialiste commandant les troupes ouvrières amènerait sans doute ce qu'on appelle la dictature du prolétariat, sans autrement préciser le sens de l'expression. La société se retrouverait divisée en maîtres et en asservis, les politiciens étant les maîtres et les troupes ouvrières demeurant subordonnées. En somme, le prolétariat serait soumis à une dictature extérieure à lui-même, système totalement opposé au marxisme aussi bien qu'aux principes du syndicalisme révolutionnaire. « Pas de dictature, s'écriait Pelloutier, pas même celle

du prolétariat ». Grâce à la grève politique, on verrait la révolution sociale aboutir à une merveilleuse servitude.

XXIII. – Force et violence

« Tantôt on emploie les termes force et violence en parlant des actes de l'autorité, tantôt en parlant des actes de révolte. Il est clair que les deux cas donnent lieu à des conséquences fort différentes ». Pour sortir de l'ambiguïté, nous dirons que « la force a pour objet d'imposer l'organisation d'un certain ordre social dans lequel une minorité gouverne, tandis que la violence tend à la destruction de cet ordre. La bourgeoisie a employé la force depuis le début des temps modernes, tandis que le prolétariat réagit maintenant contre elle et contre l'État par la violence ».

Quelles qu'en soient les modalités, la bourgeoisie a toujours employé la force, avec plus ou moins d'adresse, à produire l'ordre capitaliste. Cette évolution bourgeoise, Marx, en possession de précieux documents, l'a remarquablement comprise et retracée. L'organisation du prolétariat, d'ailleurs à sa naissance, était moins aisée à travailler ; Marx a donné en formules abstraites l'évolution du prolétariat en direction de l'avenir, et ses disciples, insuffisamment perspicaces, ont appliqué au devenir des producteurs les mêmes formules que le maître avait tirées du mouvement antagoniste. « Suivant eux, le prolétariat doit acquérir la force comme la bourgeoisie l'a acquise, s'en servir comme elle s'en est servie, et aboutir à un État socialiste remplaçant l'État bourgeois ». Ce serait alors l'État lui-même, le nouvel État, qui supprimerait le capitalisme. G. Sorel refuse de s'en tenir à ce raisonnement simpliste. Le prolétariat n'a pas pour mission d'imiter la bourgeoisie. Une révolution aussi prodigieuse que celle qui supprimerait le capitalisme ne peut être tentée pour ce pauvre résultat que serait. un changement de maîtres, pour la satisfaction d'idéologues, de politiciens et de spéculateurs attachés au culte de l'État, afin de mieux l'exploiter. Rien n'oblige à s'en tenir aux formules de Marx ; si celui-ci n'a pas donné d'autre théorie que celle de la force bourgeoise, ce n'est pas une raison pour en rester à l'imitation de la bourgeoisie.

Peu importent les textes qui montrent que Marx aurait compris cette partie de l'histoire comme la comprennent les politiciens. Il n'a pas vécu dans des milieux où la vertu de la grève générale ait été conçue ni révélée. Aujourd'hui que nous pouvons opposer la grève générale prolétarienne à la grève politique, nous devons compléter la doctrine du maître au moyen d'une distinction entre l'action de la bourgeoisie et celle du prolétariat qui est parfaitement claire et qu'il n'avait pu saisir.

Le sentiment révolutionnaire du syndicalisme doit être maintenu et exalté par l'exercice de la force prolétarienne. Des conflits courts et peu nombreux suffisent, pourvu que leur manifestation demeure étroitement liée à l'idée de la grève générale. Cette idée, constamment en action au fond de la conscience, amplifie la valeur des événements et maintient la scission bien nette entre les classes. La bourgeoisie peut trouver médiocres les incidents en eux-mêmes et n'en pas comprendre la portée ; l'essentiel est que ces incidents alimentent la notion de lutte de classe.

G. Sorel réprouve avec énergie les crimes dont les partis politiques et religieux ont ensanglanté, au nom de la raison d'État, les grands mouvements sociaux de toutes les époques. Il cite les horreurs de l'Inquisition, de l'Ancien Régime et de la Terreur, toutes accomplies sous une parodie de justice par des tribunaux qui voyaient dans les accusés autant d'ennemis à détruire. Mais il se fait de singulières illusions quand il donne aux violences prolétariennes, en modèle, les usages de la guerre. « Les violences prolétariennes... sont purement et simplement des actes de guerre ; elles ont la valeur de démonstrations militaires et servent à marquer la séparation des classes. Tout ce qui touche à la guerre se produit sans haine et sans esprit de vengeance ; en guerre, on ne tue pas les vaincus ; on ne fait pas supporter à des êtres inoffensifs les conséquences des déboires que les armées peuvent avoir éprouvées sur les champs de bataille. La force s'étale alors suivant sa nature, sans jamais prétendre rien emprunter aux procédures juridiques que la société engage contre des criminels ». L'histoire est, au contraire, pleine de faits contraires à l'impartialité et à la générosité que G. Sorel met dans l'esprit et le cœur des guerriers.

Il voit d'ailleurs le syndicalisme révolutionnaire absolument opposé à l'État et entraîné du même coup à l'antipatriotisme, par conséquent opposé à la guerre. « Les syndicalistes ont été amenés à nier l'idée de

patrie par une de ces nécessités comme on en rencontre, à tout instant, au cours de l'histoire... Ce caractère de nécessité historique donne au mouvement antipatriotique une force qu'on chercherait vainement à dissimuler au moyen de sophismes ». Elle est pourtant combattue, et victorieusement jusqu'ici, par les socialistes parlementaires.

Il émet, en définitive, l'espoir qu'une révolution socialiste poursuivie par de purs syndicalistes ne serait point souillée par les abominations qui déshonorèrent les révolutions bourgeoises.

Dans l'antiquité, la lutte entre les partis sociaux était marquée de férocité. Vaincu, chacun devait s'attendre à la mort ou à l'esclavage. De là un héroïsme fréquent dans des combats désespérés ; on le retrouve, d'ailleurs, chez les combattants socialistes, au cours des insurrections à main armée auxquelles les ont acculés les gouvernements bourgeois. Aujourd'hui, la ruse capitaliste fait de son mieux pour amener le prolétariat à la tranquillité, consentie ou forcée. La loi de 1884 sur les syndicats professionnels avait pour but caché de faire intervenir l'administration préfectorale dans la conduite des associations ouvrières et de mettre celles-ci en tutelle ; ou les eût d'ailleurs utilisées, le cas échéant, contre les conservateurs menaçants. Les syndicats échappèrent à cette emprise et leurs fédérations devinrent une force « anti sociale » destinée à être indépendante, et redoutable à cette condition. Ne pouvant dominer les syndicats par voie directe, on attire au gouvernement leurs dirigeants ou leurs alliés, dans l'intention de les encadrer dans la politique en cours pour la conservation et le renforcement de l'autorité de l'État. Les tractations les plus louches, dont le public n'a qu'une idée lointaine et qui sont parfois pires qu'il ne les imagine, interviennent alors. Une pareille immoralité en arrive à ruiner même le préjugé favorable à l'arbitrage. Le monde clérical s'associe largement à ces basses vilénies.

La moralité de la violence prolétarienne consiste précisément en ce que la lutte ouverte, l'état de guerre permanent, élimine ces bassesses et exalte les vertus qu'inspire une haute conviction morale. Le relèvement des travailleurs dépend, en définitive, de leur esprit révolutionnaire.

Si la bourgeoisie persiste dans sa décadence progressive, si elle continue à s'éloigner de tout sentiment du sublime, elle est condamnée du même coup à n'avoir plus de morale. G. Sorel la voit, à l'occasion de l'affaire Dreyfus, étalant ses tares intellectuelles et morales et

atteinte de folie. Les événements qui ont marqué, ces temps derniers, les tentatives d'instauration du fascisme, ne sont pas de nature à infirmer ce jugement.

*

Mais les producteurs libres ne peuvent prétendre à diriger l'économie nouvelle sans posséder la morale qui manque à la bourgeoisie capitaliste. Avant tout, les producteurs devront s'inspirer d'une morale de forts, de conquérants, de héros homériques plutôt que d'une morale de faibles, dépourvue de pensée personnelle et d'initiative. G. Sorel reprend les analogies qu'il a antérieurement observées « entre les qualités les plus remarquables des soldats qui firent les guerres de la Liberté, celles qu'engendre la propagande faite en faveur de la grève générale et celles que l'on doit réclamer d'un travailleur libre dans une société hautement progressive ». Il estime que ces analogies constituent une preuve nouvelle, et peut-être décisive, en faveur du syndicalisme révolutionnaire.

On observera ici que cette idéologie a été reprise et appliquée partiellement par les dictateurs sociaux-démocrates aujourd'hui à la tête de certaines grandes nations bouleversées par des révolutions. Ils exaltent ces mêmes vertus héroïques auxquelles se réfère G. Sorel. Mais ils n'en font point l'apanage d'un travailleur social libre producteur dans une économie nouvelle ; c'est pour eux un procédé de gouvernement qui laisse le prolétariat dans l'abjection d'une servitude étroite et révoltante.

Le travailleur libre de la nouvelle économie est mû par une force individualiste au sein d'une masse soulevée par un commun enthousiasme. Il a l'idée d'un progrès indéfini dû à ses propres efforts. Il cherche à réaliser quelque conception personnelle, et vise à la perfection, comme l'artiste. La probité lui apparaît comme le moyen le plus propre à réussir. Il se soucie médiocrement de récompenses à titre personnel. « Cet effort vers le mieux qui se manifeste, en dépit de l'absence de toute récompense personnelle, immédiate et proportionnelle, constitue la vertu secrète qui assure le progrès continu dans le monde ».

Toutefois, G. Sorel ne pense pas que la manifestation, dans l'atelier futur, de cette vertu féconde et nécessaire, puisse surgir par imitation

de ce qui s'est passé autrefois. Il y faut un esprit nouveau, une nouvelle morale actionnée par de nouveaux moteurs. Le sentiment de grève générale lui apparaît comme le moteur premier capable de faire surgir la morale des producteurs.

« Dans la ruine des institutions et des mœurs, il reste quelque chose de puissant, de neuf et d'intact ; c'est ce qui constitue, à proprement parler, l'âme du prolétariat révolutionnaire. Et cela ne sera pas entraîné dans la déchéance des valeurs morales si les travailleurs ont assez d'énergie pour barrer le chemin aux corrupteurs bourgeois, en répondant à leurs avances par la brutalité la plus intelligible... Toutes les vieilles dissertations abstraites deviennent inutiles sur le futur régime socialiste. Nous passons au domaine de l'histoire réelle, à l'interprétation des faits, aux évaluations éthiques du mouvement révolutionnaire.... C'est à la violence que le socialisme doit les hautes valeurs morales par lesquelles il apporte le salut au monde moderne ».